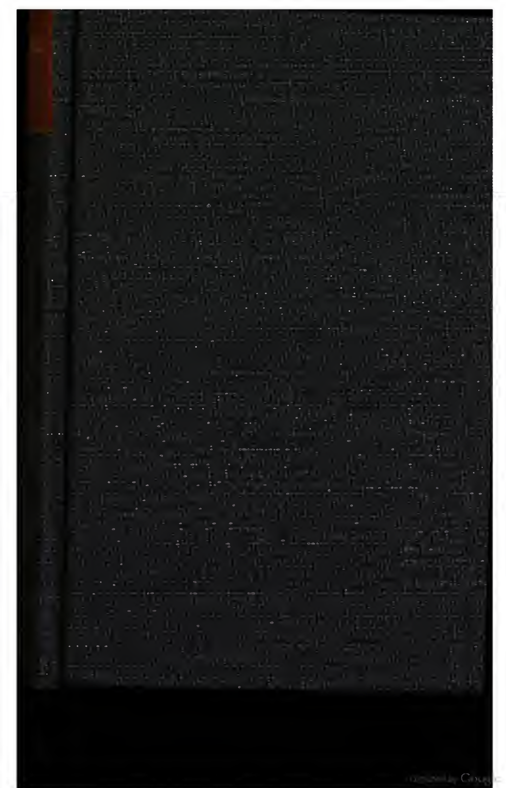
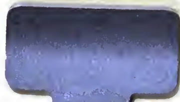






BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE

LE C^TE A. DE GASPARIN

LA FRANCE

NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

I



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS
RUE AUBER, 3, PLACE DE L'OPÉRA

LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD D[illegible], 15, AU COIN DE LA RUE DE GRAMMONT

1872

LA
FRANCE

NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

PAR

LE C[TE] A. DE GASPARIN

TOME PREMIER





PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS
RUE AUBER, 3, PLACE DE L'OPÉRA

LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD DES ITALIENS, 15, AU COIN DE LA RUE DE GRAMMONT

1872

LA FRANCE

NOS FAUTES, NOS PÉRILS, NOTRE AVENIR

I

MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

OUVRAGES

DE

M. LE C^TE A. DE GASPARIN

Un grand peuple qui se relève, 2e édition. Un vol. gr. in-18.

L'Amérique devant l'Europe. — Principes et intérêts. Un vol. in-8.

Le Bonheur, 4e édition. Un vol. gr. in-18.

L'Égalité, 2e édition. Un vol. gr. in-18.

La Famille, ses devoirs, ses joies et ses douleurs, 6e édition. Deux vol. gr. in-18.

La Liberté morale, 2e édition. Deux vol. gr. in-18.

La Déclaration de guerre, 2e édition. Brochure.

La République neutre d'Alsace, 2e édition. Brochure.

Appel au patriotisme et au bon sens. Brochure.

SOUS PRESSE :

LES RÉCLAMATIONS DES FEMMES

Brochure.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, 7, RUE SAINT-BENOIT.

EXPLICATIONS PERSONNELLES

EXPLICATIONS PERSONNELLES

Deux fois dans ma vie j'ai passé pour un être absurde.

La première fois, le conflit américain venait d'éclater, le Sud s'était mis en insurrection ; j'écrivis sur-le-champ : *Un grand Peuple qui se relève.* Mais la *Revue des Deux Mondes* qui avait accepté ce travail, trouva sans doute que le moment de la ruine des États-Unis était mal choisi pour célébrer leur relèvement ; il fallut envoyer mon manuscrit à Michel Lévy qui en fit un volume.

La seconde fois, à l'instant où partait la déclaration de guerre, j'écrivis au *Journal des Débats* pour signaler cette criminelle folie. Mais la rédaction me jugea sans doute insensé, car cette fois encore ma

lettre prit le chemin de la rue Vivienne pour s'y transformer en brochure.

Au reste, je suis habitué à me voir seul et blâmé. A la Chambre, lorsque j'attaquais l'esclavage, lorsque j'appuyais le droit de visite, lorsque je condamnais l'expédition d'Otaïti, lorsque je revendiquais la liberté religieuse, lorsque nos cruautés en Algérie m'arrachaient des paroles indignées, j'avais tout le monde, ou peu s'en faut, contre moi.

Sous la monarchie de Juillet que j'aimais, j'ai brisé mon avenir parlementaire en signalant et en répudiant des habitudes corruptrices.

Sous l'empire que je n'aimais pas, j'ai flétri l'inqualifiable défi lancé à l'Allemagne.

Lors de l'expédition du Mexique, quand on essayait de préparer une rupture avec les États-Unis, combattant cette mauvaise politique, j'écrivis : *L'Amérique devant l'Europe.* Dès cette époque, en ma qualité d'ami de l'Amérique, je passai, aux yeux de certaines gens, pour mauvais patriote français.

Ce n'est pas tout, au risque de froisser l'Amérique

et l'Angleterre qu'allaient mettre en guerre l'affaire du *Trent*, je publiai : *Une Parole de paix*. En dépit de leur irritation, mes amis d'Amérique accueillirent cette *Parole* comme un témoignage de cordiale sympathie. Il est vrai qu'habitués à la pratique de la liberté, les Américains, tout en faisant beaucoup de bruit, avaient pris le temps de discuter et de réfléchir.

Je ne me plains pas de souffrir un peu pour la vérité; c'est un honneur et un privilége.

Je ne nie pas l'attrait qu'exerce sur moi une cause abandonnée par tous, isolée, trahie, un hommage rendu à une puissance déchue.

En 1848, lorsque s'écroula la monarchie constitutionnelle, non-seulement je quittai le conseil d'État, mais par une lettre publique je rendis hommage au gouvernement qui venait de disparaître. Hier, au moment où l'on sacrifiait la paix du monde, j'ai éprouvé le besoin de m'incliner aussi devant cette puissance déchue à laquelle chacun tournait le dos.

D'ailleurs, si je suis accoutumé à me voir seul au

premier instant, je me trouve en nombreuse compagnie un peu plus tard.

Quand je publiais *Un grand Peuple qui se relève,* bien peu de gens partageaient mon avis; je choisissais mal mon temps pour célébrer la résurrection d'un pays dont les prospérités allaient périr, qui marchait à la destruction de son unité, à la suppression de ses libertés, à la ruine de son commerce. Quatre ans après, Richmond étant pris, j'ai découvert que toute l'Europe pensait comme moi.

Qui sait, peut-être ferai-je la même découverte un jour, au sujet de la guerre de 1870!

En tout cas, la France sentira en moi un fidèle et sérieux ami. Ils sont rares, ceux qui l'aiment assez pour lui parler sincèrement.

Ma position est délicate et difficile, dit-on. —

Je ne connais pas de position difficile pour l'entière loyauté.

L'Allemagne n'excite pas assez ma haine! dit-on encore.— Il est vrai. Mais à ceux qui m'accuseraient

de quelque partialité envers la Prusse, je signalerais mes brochures sur l'affaire de Neufchâtel. Ils n'étaient guère faits pour plaire à Berlin, ces plaidoyers en faveur des droits de la Suisse et de l'autonomie du canton [1].

La bonne conscience sort de tout. Elle commande aussi. Si nous aimions notre tranquillité, nous n'irions pas chercher les douleurs que l'on rencontre en luttant contre les opinions reçues.

1. Il y avait là une anomalie qui devait forcément disparaître. Une principauté parmi les cantons républicains de la Suisse, une influence allemande au sein de la Confédération, cela était intolérable.

La Prusse a fait preuve alors d'une modération dont il faut lui savoir gré. Reconnaissons aussi que les bons offices de Napoléon III n'ont pas été inutiles.

Je suis au reste du nombre de ceux qui croient que le fait décisif a été la résolution unanime du peuple suisse. L'armée prussienne aurait vaincu l'armée suisse, c'est possible; mais quand il s'agit d'un pays tel que la Suisse, d'une neutralité précieuse à tous, le plus difficile n'est pas de vaincre, c'est d'attaquer.

On reculera presque toujours au dernier moment devant l'énormité d'un attentat de cette nature. La force morale est quelque chose.

J'ai essayé un jour de traiter ce magnifique sujet : *la Liberté morale.* Dès ce jour j'ai compris que le premier effet de la liberté morale, c'est de nous affranchir des craintes qui gênent l'accomplissement du devoir. L'homme moralement libre, — et il en faut de tels pour faire des peuples libres, — soutient la cause de la justice et de la vérité quoi qu'il advienne, fût-il seul, fût-il blâmé, eût-il contre lui la nation surexcitée, s'exposât-il au reproche de compromettre son pays en jugeant comme un homme libre la politique du pays et les fautes du pays.

Vieux libéral et vieux chrétien, je n'en suis pas à chercher ma voie. Les paroles que je dicte jaillissent d'un cœur et d'un esprit depuis longtemps convaincus. J'aurais pensé tout cela, j'aurais dit tout cela, il y a vingt-cinq ans, sous la monarchie constitutionnelle, si les mêmes questions s'étaient posées dans les mêmes termes.

Mon opinion au surplus ne regarde que moi. Je parle en mon nom personnel, dans un isolement absolu et sans consulter qui que ce soit. Ceux qui

me connaissent savent que c'est assez ma manière.

Qu'on ne me suppose aucune préoccupation dynastique, aucun projet contre le gouvernement actuel. Nul n'est moins révolutionnaire que moi; non-seulement par goût et par modération d'esprit, mais par principe et par conviction.

Qu'on ne cherche pas à lire entre les lignes; entre les lignes il n'y a rien d'écrit, point de sous-entendus, point de finesses. Ce que je pense, je le dis franchement, nettement; on l'a bien vu. La guerre des allusions, les perfidies du langage me sont en horreur.

J'aurais honte d'insister sur des considérations personnelles; cependant il faut bien qu'on le sache, je n'ai, dans tout ceci, rien à perdre et rien à gagner. Je vis dans la retraite, étranger depuis longtemps aux affaires publiques, ne me mêlant en aucune façon à la politique active de mon pays.

Ce pays, je l'aime profondément. J'y ai mes souvenirs d'enfance, j'y ai ma famille, j'y ai mes intérêts. Si l'on mesure le patriotisme à la douleur, je ne crains de comparaison avec personne. Ma douleur n'a

commencé ni à Woerth ni à Sedan. Elle remonte plus haut que nos désastres; je la sentais naître sous Louis-Philippe, en même temps que notre corruption parlementaire. Immense en 1848, elle s'est aggravée en 1851, pendant tout cet affaissement moral qu'on nomme l'empire. La guerre insensée y a mis le comble. Ma douleur procède bien moins des accidents du jour que du mal intérieur qui nous travaille. J'ai la douleur du passé où se trouve l'origine de nos défaites; j'ai la douleur de l'avenir où gronde la menace socialiste. Douleur de voir mon pays commettre une injustice, douleur de voir s'abaisser les caractères et s'effacer les convictions, douleur de voir s'avancer des maux incomparables, douleur de voir la liberté, le progrès, le bonheur, la vie morale sous toutes ses formes compromise et peut-être perdue, voilà ce qui me déchire et ce qui me poursuit.

Ont-ils souffert comme nous, ont-ils prié, ont-ils travaillé dans la mesure de leurs forces, ont-ils répandu les idées chrétiennes et libérales, ceux qui, patriotes à meilleur marché, se contentent de célé-

brer la France, d'adorer Paris, de haïr l'Allemagne, se complaisant plus encore dans nos vices nationaux que dans ce qui nous reste de vertus?

J'ai le droit de mesurer la vivacité de mon patriotism à la vivacité de ma douleur. Chaque fois que l'avenir de mon pays a été ruiné, l'avenir prospère, noble et libre, je l'ai senti avec une sorte de désespoir.

Un seul fait aujourd'hui m'intimide en même temps qu'il me navre, le fait de nos écroulements.

Il m'en coûte d'avoir eu trop raison. Je suis désolé de voir mon jugement sur la politique de guerre ratifié d'une si terrible façon par les résultats de la guerre. En vérité, si je n'avais exprimé mon opinion avant, j'oserais à peine l'exprimer après.

Mais bien au-dessus des considérations personnelles, dans une région où l'on ne s'occupe ni de succès ni de revers, je trouve ma conscience, et ma conscience me met en présence d'un devoir tel, que j'en ai rarement rencontré de si impérieux.

Demeurer soi, résister au courant, c'est le crime des crimes; je le sais. Dans un siècle démocratique,

ce forfait-là court le risque de ne m'être pas pardonné. N'importe, j'irai de l'avant.

Le patriotisme qui a dénoncé l'attentat se croit le droit de regarder en face le patriotisme qui l'a acclamé.

A. DE GASPARIN.

INTRODUCTION

ESSAI

SUR

LE PATRIOTISME

ESSAI SUR LE PATRIOTISME

I

LE PATRIOTISME ET LA MORALE

Notre temps a beaucoup trop raisonné. Il a perdu la notion des principes simples, de la grosse morale et du gros bon sens. Nous discutons, nous dissertons; les mouvements droits et prime-sautiers disparaissent. Nous avons des sympathies, on nous voit des impressions et des impatiences, mais, à force d'analyser, la distinction du juste et de l'injuste, du bien et du mal s'en va. « Ils ont cherché beaucoup de discours [1]. » C'est vraiment notre his-

1. *Ecclesiaste,* chap. VII, verset 29.

toire ; et nous avons trouvé des raisons pour tout.

Épaississez-moi cette religion, disait Mme de Sévigné[1].

Épaississez-moi cette morale, dirions-nous volontiers à ceux qui voudraient aujourd'hui nous faire croire qu'il y en a deux, une pour la vie intime, l'autre pour la vie publique : la morale privée, et la morale politique.

La morale, de même que la conscience, est une ou elle n'est pas. En créer deux, c'est les supprimer l'une et l'autre.

Grâce à Dieu, la distinction du bien et du mal n'est jamais compliquée, et quand on subtilise beaucoup, il y a cent à parier contre un qu'on sort du bon chemin.

On nous a fait un patriotisme qui est une violation de la conscience.

Une fois, nous dit-on, que la patrie est en jeu, il

1. Il en va de même en littérature. On pousse très-loin l'analyse grammaticale dont je ne pense que du bien. Cependant Mme de Sévigné, qui aurait été incapable de distinguer les parties du discours et de passer un examen dans une école, écrivait assez joliment le français.

n'y a plus ni bien ni mal. Les gouvernements n'agissent pas en vertu du droit. —

Escobar ne professait pas une autre doctrine.

Si l'intérêt de la patrie m'impose des silences et des mensonges, la religion doit m'en imposer aussi; toute la morale y passera : il faut la sacrifier au pays, il faut la sacrifier à la religion; et pourquoi pas à la famille, et pourquoi pas à mes projets, pourquoi pas à mes ambitions? Dès qu'il n'y a plus ni bien ni mal, dès qu'il n'y a plus qu'un but à toucher, quels que soient les moyens, je ne vois pas ce qui m'arrêterait.

Je demande qu'on réédite Machiavel, qu'on le publie à bon marché, qu'on en fasse le manuel des citoyens. A entendre les Machiavel au petit pied qui nous démontrent chaque matin que la politique n'est pas la morale et que le patriotisme interdit de résister à l'injustice, on croirait vraiment que nous avons été à l'école du Florentin. Encore Machiavel se montrait-il plus franc ; il ne professait pas les deux morales, il professait qu'il n'y en a aucune.

Prenons-y garde, l'argument du patriotisme, cette

arme à double tranchant, a frappé successivement toutes les vérités et tous les élans qui semblaient menacer la grandeur nationale.

Les premiers chrétiens portaient atteinte à l'unité de Rome, ils manquaient de patriotisme, on châtiait en eux de mauvais citoyens. Les réformés en France, les catholiques en Angleterre portaient atteinte à l'autorité du pays, ils manquaient de patriotisme : mauvais citoyens dont l'intérêt national devait avoir raison.

Je la connais, cette morale immorale qui, sous prétexte de patrie, nous ordonne des compromis avec le mal. Vous, Anglais, ne flétrissez pas le commerce de l'opium ; vous, Français, ne soutenez pas *le droit de visite ;* vous, catholiques, arrangez-vous de manière à justifier l'inquisition, à glorifier la Saint-Barthélemy ; ambassadeurs et ministres, trompez les gouvernements étrangers, au besoin la nation, surtout n'allez pas obéir maladroitement à votre conscience, vous perdriez tout ; nous, devant la guerre de 1870, nous qui tous ou presque tous avons compris l'énormité de cet acte inique, proclamons-en la légitimité, agis-

sons en bons patriotes, et que notre moralité s'en tire comme elle pourra !

Peut-être avais-je une trop haute idée du XIXe siècle, mais je me figurais que ces maximes pourries, que cette perversité politique érigée en système, que ce machiavélisme admis de tous et dont personne par conséquent ne peut faire un reproche à personne, appartenaient définitivement au passé.

Quoi qu'il en soit, une morale qui, au nom du pays, nous invite sitôt les intérêts nationaux engagés à appelêr le bien mal et le mal bien, cette morale est une insulte à la patrie : il faut lui en demander pardon.

De même que le vrai patriotisme, l'honneur national a été détourné de son sens.

Cet honneur, comprenons-nous bien, c'est un gros orgueil — fort peu fier, vous pouvez m'en croire — qui suit aveuglément la nation où qu'elle aille et qui l'applaudit quelles que soient ses actions.

J'avais entendu parler d'un autre honneur, celui

qui veut que la nation soit honorable, celui dont la surveillance jalouse écarte du pays tout ce qui en écarte l'honnêteté.

Je me trompais.

L'honneur dont il s'agit a son code ; on en trouve les articles dans le *Moniteur* du premier empire et dans la *Correspondance* de Napoléon I[er]. Calomnier effrontément, publier des mensonges officiels, mépriser l'indépendance des autres peuples, manquer aux promesses qu'on a faites, reprocher au roi Louis et au roi Joseph leur respect pour les engagements financiers qu'ils ont pris, railler la sympathie que leur inspire les populations qu'ils ont juré de bien gouverner, fusiller les prisonniers turcs à Saint-Jean-d'Acre, fusiller partout et beaucoup et froidement, pour faire des exemples, mettre le pied sur toutes les résistances, froisser et broyer partout l'individu, voilà le résumé. L'essentiel, c'est la gloire ! La gloire est le premier et le dernier mot de la conscience humaine. Après cela, qu'on soit plat vis-à-vis du pouvoir, que la discipline des camps malmène les magis-

trats, les clergés, tous les citoyens, toutes les moralités; qu'on s'habitue à ne plus penser; que l'idée de conscience et de liberté s'efface, que le génie national s'éteigne, que l'esprit se stérilise, il n'importe; on a mis un grand nombre de drapeaux aux Invalides, on a forcé la porte de bien des capitales, on a détruit bien des indépendances, il y a de la gloire, dès lors il y a de l'honneur!

Gloire, honneur, patriotisme à la nouvelle mode se moquent du peuple et le trompent à qui mieux mieux.

Il ne faut pas que le peuple sache la vérité. Il ne faut pas que la nation se mêle de ses affaires! — Singulières maximes, pour un temps de suffrage universel.

Voyez nos derniers événements. Devant le manifeste de M. de Gramont, point de vérité; en face de la déclaration de guerre, point de vérité; pendant la campagne, point de vérité; après nos désastres, point de vérité! On nous a traités comme des enfants mal élevés, non comme des hommes. Aux hommes on

dit la vérité ; la vérité, loin d'affaiblir, fortifie. C'est un régime viril qui réveille toutes les énergies du cœur.

Tenez-le pour certain, les cinq mois de mensonges que nous avons subis ont énervé la défense et compromis l'élan.

On se retourne, et l'on nous parle de solidarité! Il y a une solidarité patriotique; nul ne peut s'y soustraire! —

Je le sais. Entendons-nous cependant. La solidarité patriotique est une vérité mal comprise que le patriotisme sans conscience a transformée en une mortelle erreur.

Il faut distinguer profondément entre ces deux choses : la résistance, qui est un devoir; le mépris de la solidarité patriotique, qui serait un reniement. Plus je me sens solidaire de ma patrie et plus je me préoccupe de son honneur, mieux je lutterai contre ce qui le compromet. Plus je suis solidaire de ma famille, mieux je protesterai contre ses actes mau-

vais. Plus je suis solidaire du genre humain, mieux je combattrai les crimes de l'humanité. Et cela n'empêche pas que comme patriote, comme parent, comme homme, je n'accepte ma part de toutes les responsabilités. Nous tous, nous nous sentons solidaires de l'absolutisme de notre ancien régime, des violences de notre révolution, des guerres de notre premier empire. Ceux-mêmes qui blâment ces attentats et qui les blâment en face n'en doivent pas moins baisser la tête en disant : Je suis de ce peuple-là, j'ai ses iniquités sur moi !

Secouer un tel fardeau, ce serait agir comme un fils qui répudierait la solidarité de famille et qui s'écrierait : Je ne veux pas de ce nom compromis, je ne veux pas de ce poids de dettes, je ne veux pas de ce faix de misères ; j'ai protesté, je m'en lave les mains !

Reste l'*infaillibilité nationale,* dogme assez étrange pour nous qui rions de l'infaillibilité du pape.

Vous pouvez attaquer les guerres ordinaires, mais

sitôt que le gouvernement du pays a lancé la guerre nationale, il n'y a plus à protester. La nation étant infaillible, la guerre qu'elle déclare doit être sacrée.

Il ne faudrait lire ni l'histoire des gouvernements nationaux ni celle des guerres nationales pour entendre de sang-froid développer une thèse pareille. Que d'énormités, que de libertés violées, que d'attaques inqualifiables, que d'entraînements du pays à la suite des régimes les plus opposés!

Étaient-elles justes, les guerres nationales que les Romains d'abord, que Charlemagne ensuite, ont dirigées contre les Germains; étaient-elles justes, les guerres nationales qui pendant plus d'un siècle jetèrent les Anglais sur la France; étaient-elles justes, les guerres nationales qui précipitaient les empereurs d'Allemagne sur l'Italie; étaient-elles justes, les guerres nationales qui livraient la Hongrie aux sultans et à leurs janissaires; étaient-elles légitimes, les guerres nationales qui poussaient les rois de France contre les Flamands? La sainte ligue, très-nationale, vous paraît-elle innocente; la Terreur, ce mouvement

non moins national, le jugez-vous bon ? Et les guerres nationales de Louis XIV, qu'en faut-il penser; et les guerres nationales du premier Empire, qu'en dites-vous? Elles ne manquaient certes pas d'importance, ces guerres-là. Elles absorbaient l'activité nationale, elles épuisaient les ressources nationales, elles préparaient le jour où par deux fois la capitale nationale de la France devait être occupée par l'ennemi. Les justifierons-nous; y applaudirons-nous?

Dieu merci, l'esprit libéral a réduit aux proportions de leur petitesse morale ces épopées où se complaisait notre vanité. Guerres d'invasion, guerres immotivées, guerres pour entraver l'indépendance des autres peuples, tout a été flétri.

Lisez Lanfrey, au-dessous du mot *gloire,* vous verrez le mot *crime.* La conscience, qui s'est réveillée, prend parti contre nos violences nationales pour le droit des peuples envahis, pour la résistance, nationale aussi, des Espagnols et des Allemands. Si le vieux patriotisme, égoïste, brutal et roué n'est pas mort, il est bien malade.

Or ce que font les historiens, nous avons le droit de le faire. Le blâme qu'ils infligent à un passé inique et national, nous en flétrissons le présent, lorsqu'il nous paraît mauvais. L'importance du crime commis n'en rend pas la dénonciation inopportune. Les périls où se précipite la nation ne nous dégagent pas du devoir de l'avertir. Le pays n'y voit plus, ce n'est pas le moment de lui refuser la lumière.

Il serait commode, en vérité, pour un gouvernement, d'échapper à la critique par la gravité même de ses fautes, et de fermer la bouche aux défenseurs éclairés des libertés et de la nation, par cela seul qu'il lui a convenu de compromettre nationalement la nation elle-même.

Remarquez, en outre, que le principe porte loin. S'il y a des guerres nationales, il y a des ambitions non moins nationales, il y a des armements nationaux, il y a des compensations, il y a des combinaisons, il y a des diplomates qui, sous prétexte d'intérêt national, agissent contrairement à la jus-

tice, au droit des peuples, au bien même du pays.

Tout cela me paraît absurde et funeste, mais silence! car tout cela est national.

Je demande quelle place reste à la liberté dans la grande politique et quelle part le pays peut prendre à la direction de ses grandes affaires si l'examen sérieux est supprimé pour les négociations, pour les projets, pour la guerre, pour le présent, pour l'avenir, sous prétexte de nation et d'infaillibilité!

A la bonne heure, nous avons tort, mais *le drapeau est engagé,* suivons le drapeau! —

La paix de l'Europe ressemble à un homme attaqué sur le grand chemin. Nos amis se sont jetés sur lui et l'égorgent; ils ont tort sans doute; que voulez-vous, le mal est à moitié fait, dépêchons notre homme, et n'y pensons plus.

Avouez qu'un pareil système facilite singulièrement la politique des gouvernants et que les libertés d'un pays si bien dressé ne sont pas gênantes.

Le drapeau ! il flottait sur l'invincible Armada ; le duc d'Albe l'emportait avec ses bataillons lorsqu'il allait ensanglanter les Pays-Bas. Le drapeau déroulait ses plis sur les dragons du grand roi, quand ceux-ci pillaient et torturaient les protestants de nos vallées. Toutes les guerres iniques, toutes les brutalités de toutes les soldatesques se sont abritées sous le drapeau. Auriez-vous déclaré mauvais patriote, l'Espagnol qui se serait indigné contre l'invasion de l'Angleterre ou contre l'envahissement des Pays-Bas ; mauvais patriote, le Français qu'aurait révolté la persécution religieuse? Lorsque les Autrichiens attaquaient la Suisse primitive à Morgarten, le drapeau de l'Autriche était engagé dans l'affaire, dira-t-on qu'il eût été infâme à un Autrichien de ne pas désirer l'asservissement des cantons?

Un Anglais a vu son drapeau planté sur les bâtiments négriers, un Américain a vu son drapeau protéger les odieuses spoliations des Indiens, seront-ils tous deux mauvais patriotes parce que

leur moralité s'émouvra, parce qu'ils se révolteront?

Même sous l'ancien régime, quand la liberté de la presse n'existait à aucun degré, Voltaire et ses amis ne se gênaient pas avec la guerre de sept ans : le drapeau français les arrêtait peu. Je n'admire pas beaucoup leur attitude. Ni la forte indépendance ni le fort patriotisme ne sont là. Mais qu'on ne vienne pas nous dire qu'une fois le drapeau engagé il faut se taire, que c'est une tradition française de tous les temps.

Au bout du compte, ceux qui ont combattu l'expédition du Mexique pendant la durée de son cours savent ce que c'est que de ne pas suivre le drapeau. On les accusait, eux aussi, de manquer au devoir patriotique. On disait qu'ils affaiblissaient nos soldats, qu'ils discréditaient notre cause, que leurs discours servaient à faire des cartouches pour l'armée de Juarès, que leurs avertissements fourniraient une base aux exigences des États-Unis. Ils ont tenu bon. Or qui ne leur rend justice à cette heure? qui ne comprend qu'en attaquant la guerre insensée où était

engagé le drapeau, ils ont eu le vrai patriotisme et lutté contre le mauvais[1]?

Dans l'intérêt même du patriotisme, dégageons-le de ce qui le compromet en le déshonorant. Ceux qui

1. On nous reproche de n'être pas patriotes comme les Anglais. Un Anglais, dit-on, marche toujours avec son pays.

A cela, j'ai deux réponses. En premier lieu, l'Angleterre est un pays libre, qui fait lui-même ses affaires, ne se décidant ni par entraînement factice, ni par coup de tête, ni par coup de théâtre. Les entreprises où il s'engage ne sont pas l'invention d'une coterie imposée au pays par surprise, elles sont l'expression de la volonté des citoyens; dès lors, tous s'y associent, car ici, l'entreprise devient vraiment nationale.

En second lieu, rien de moins vrai que cette supposition d'unanimité toujours et partout. L'Angleterre est précisément le pays de l'opposition. Voyez les guerres des Indes, guerres de conquête et d'agrandissement où le drapeau anglais se trouvait engagé; elles n'ont cessé de rencontrer des adversaires dans le parlement. Ces citoyens-là se croyaient aussi bons patriotes que d'autres. Et ils attaquaient vertement, et ils compromettaient l'honneur anglais, et ils ébranlaient l'armée. Leur enquête incessante sur les faits, sur les motifs, sur les iniquités, sur les droits des indigènes et sur ceux des princes ennemis, constitue une des gloires de la liberté anglaise.

le définissent d'une certaine façon le calomnient. Si on les laissait faire, le patriotisme, en opposition avec la conscience, avec l'humanité, avec l'indépendance, deviendrait un sentiment odieux qui n'aurait plus pour lui que les âmes serviles; tous les hommes de cœur le prendraient en détestation.

Un mot : l'équilibre moral, résume la thèse que je défends.

L'homme en équilibre est seul fort; seul il est capable de bien servir son pays. Il faut être en équilibre pour se tenir debout, il faut se tenir debout pour résister aux tyrannies, à celles d'en haut, à celles d'en bas. L'homme en plein équilibre moral aimera sa patrie, aimera sa famille; il aime l'humanité, il aime la liberté; il ne sacrifiera aucun de ses devoirs; son patriotisme ne supprimera rien, sa conscience tiendra compte de tout; et ce sera le citoyen complet, parce que ce sera l'homme complet.

II

LES TÉMOINS

J'en rends grâce à Dieu, la justice et la vérité ont eu leurs témoins dans tous les temps.

Ces hommes-là se sont placés sur le terrain des principes. Voici le bien, le mal est là; voici la vérité, voilà le mensonge ; tout est clair. Tout s'obscurcit au contraire dès qu'au lieu de regarder aux principes on se met à supputer les conséquences. Qu'arrivera-t-il, quel péril naîtra; quelles fausses interprétations va-t-on donner à ma conduite; quels avantages pourraient résulter pour la justice elle-même de son abandon momentané? — Calculs compliqués où le plus habile se perd; mer semée d'écueils où notre droiture fait naufrage.

Les témoins ne raisonnent point ainsi. A vrai dire, ils raisonnent moins qu'ils n'agissent, et leur politique, c'est d'obéir au devoir.

Voulez-vous un exemple? Prenons l'histoire de Fox.

Lorsque Pitt rompit avec la République française, Fox commença, Fox continua sans désemparer la lutte la plus énergique contre une guerre qui avait, au plus haut degré, le caractère national.

L'Angleterre y était entrée avec passion. Son orgueil s'y trouvait engagé; succès et revers, tout entraînait les majorités; parler contre l'attaque, c'était parler pour l'ennemi.

Non-seulement Fox n'hésite point, mais Fox ne se lasse pas. Il ne s'agit pas ici d'une persistance de quelques jours ou de quelques mois, il s'agit d'une ténacité de plusieurs années. Notez que Fox persévère malgré toute espèce de découragements. Entre 1792 et 1797, l'exaltation nationale le condamne de plus en plus; son parti diminue, ses amis rompent avec lui, il en vient à renoncer aux affaires, sans renoncer à son opposition. Il la reprend plus forte et plus ardente lorsqu'en 1803 il siége de nouveau sur les bancs du parlement. Son patriotisme ne ménage aucune des accusations dont l'honneur du pays va souffrir semble-t-il : Cette guerre est une guerre

machiavélique, une guerre pour la restauration des Bourbons, une guerre inutile! — Impopularité, blâme de la part des siens, insinuations perfides, Fox a tout accepté. Et le poids le plus lourd à porter, ce sont les crimes de la République; les douleurs les plus poignantes à soutenir, ce sont les défaites des Anglais, ce sont les victoires de Napoléon, c'est Nelson mort à Trafalgar, c'est Austerlitz, le camp de Boulogne, l'incessante menace d'une descente en Irlande; c'est Pitt succombant à quarante-sept ans; ce sont ses restes inhumés à Westminster au milieu de l'enthousiasme de la nation. Fox reste debout; Fox continue à dire tout ce qu'il pense sur cette guerre-là. Devenu ministre en 1806, il n'hésite pas un instant à négocier la paix avec l'Empereur. Et ce témoin méconnu, stigmatisé, a lui aussi sa place à Westminster; il a conquis la popularité, la bonne, celle que donne l'accomplissement du devoir.

Voulez-vous un autre exemple? Voici Burke.

Une crise sérieuse secouait l'Angleterre. L'Amérique préparait son indépendance; le roi et la nation

résistaient passionnément; les secours que la France accordait aux États révoltés achevaient de donner une couleur nationale à ce conflit. Nous nous représentons malaisément la vigueur de convictions qu'il fallait avoir pour attaquer, pour combattre une telle guerre, jusqu'au bout. Or Burke et ses amis ne reculent ni ne s'arrêtent; ils ne cessent pas de revendiquer au nom de l'Amérique le droit qu'elle a de se déclarer libre; et Burke, dans un discours prononcé en 1776, au moment où le drapeau anglais venait de reculer devant les armées de Washington, Burke ose faire en plein parlement, l'éloge de Washington et de ses soldats [1] !

Wilberforce, cet autre témoin, quand il dénonçait la traite, quand il flétrissait les iniquités commises par sa nation ne passait-il point pour un mauvais

1. Vous retrouvez le même homme, le vrai patriote, en face de Warren-Hastings, lors du fameux procès intenté à ce gouverneur des Indes. Pendant près de dix ans, de 1785 à 1794, malgré les services qu'avait rendus au pays Warren-Hastings, Burke et ses amis poursuivent sans relâche les infamies patriotiques commises au nom de l'Angleterre par son représentant.

citoyen; ne lui reprochait-on point de servir les ennemis de l'Angleterre, ne ruinait-il pas son commerce, ne préparait-il pas la destruction de sa marine, n'amenait-il pas l'effondrement de son empire colonial? Wilberforce inébranlable a continué de témoigner pour le bien, contre le mal; et il se trouve qu'aujourd'hui, l'abolition de l'esclavage forme une des plus nobles gloires de son pays.

Voilà comme on agit dans les pays libres, et voilà comment les pays libres restent libres [1].

Au surplus nous avons, nous aussi, nos témoins.

Mme de Staël et l'opposition libérale, durant les glorieuses iniquités de l'Empire, M. Thiers l'autre jour, lorsqu'il protestait contre une guerre injustifiable à ses yeux, agissaient en bons citoyens.

Ce patriotisme-là coûte un peu plus et vaut un peu

1. Durant la guerre récente des États du Nord contre le Sud américain, quelles que fussent les passions, quelle que fût l'immensité du péril, jamais cette liberté fondamentale qui consiste à blâmer la politique des gouvernants n'a été compromise. On attaquait Lincoln, on niait la légitimité de la guerre, on plaidait en plein congrès la cause des États révoltés.

mieux que celui des *brailleurs* qui courent les rues en chantant la *Marseillaise,* et qui ne s'inquiètent ni du bon droit ni du bon sens.

Les apôtres disaient au conseil des Juifs : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. »

Nous disons, nous : Il vaut mieux obéir à Dieu qu'à certaines traditions.

L'antiquité déteint plus que nous ne pensons sur nos idées patriotiques. Notre éducation est païenne, et la morale qu'on enseigne dans nos colléges se rattache bien moins à l'Évangile qu'à l'antiquité.

Dieu me préserve de devenir le Philinte du patriotisme. On rencontre aujourd'hui trop peu de vertus fortes et viriles pour qu'il convienne de chicaner celles qui se produisent. Je me contente de dire qu'à mon avis, l'héroïsme patriotique ne perdrait rien à être séparé de l'esprit païen.

Sans les belles actions inutiles, je ne l'ignore point, on aurait bon marché de tout ce qui est grand ici-bas. Tel héroïsme *inutile* deviendra la force régéné-

ratrice d'un pays, parce que, relevant les niveaux, il allumera la soif de l'idéal qui est, comme chacun sait, l'inutile par excellence.

Léonidas meurt aux Thermopyles; cela ne sert à rien, et c'est ce sacrifice absolument inutile qui va réveiller l'héroïsme grec.

Le siége de Numance, le siége de Saragosse, les Arabes d'Algérie qui se laissent enfumer dans les cavernes du Dahara plutôt que de se rendre, les capitaines de vaisseau qui font sauter leur navire plutôt que d'amener leur pavillon, voilà tout autant d'actes dont l'inutilité nous fait grandir le cœur. Je ne voudrais à aucun prix rabaisser en les analysant ces élans qui sont sublimes, précisément parce qu'ils dépassent la mesure du raisonnable. Malheur à nous si nous étions toujours raisonnables, si nos dévouements, si nos affections, si l'accomplissement de nos devoirs, si nos courages enfin se tenaient sagement à l'abri de tout excès.

Ceci posé, il faut dire son fait au patriotisme païen.

La notion païenne est très-simple : unité en tout,

point d'individu. L'État domine à un tel degré que l'individu disparaît; l'individu, c'est-à-dire la vraie liberté. Les consciences appartiennent à l'État, toute indépendance morale est un crime social [1]. L'État et la religion se confondent; les actes de la patrie sont des actes religieux; il y a sacrilége à les blâmer. Telle est la patrie, dans le sens antique et féroce du mot. Orgueil, dureté, suppression des sentiments de famille, dédain de la justice immolée aux intérêts nationaux, mépris de la pitié qui pourrait nuire à la force, la patrie féroce et antique n'exige rien de moins. Notez que la force, qui est un grand levier, manque justement à ce patriotisme, dont Sparte nous offre le plus parfait modèle. L'homme une fois noyé dans la patrie, vous chercheriez vainement le citoyen. Le citoyen, je veux dire l'homme libre, n'a jamais trouvé place à Sparte, dans ce couvent militaire organisé pour tuer [2].

1. Socrate a commis ce crime-là; il a mis la conscience et la vérité avant le patriotisme de son temps.

2. Ce qui est vrai de Sparte est vrai de l'antiquité tout entière,

Nous, le peuple latin par excellence; nous, disciples fidèles de l'antiquité; nous, en vrais païens que nous sommes, méprisant l'individu, adorant l'unité, nous ne comprenons guère plus les droits de la justice que le devoir d'opposition. Jadis, au nom du patriotisme, nous avons châtié les diversités de croyances; aujourd'hui nous courrions sus, volontiers, aux mauvais patriotes qui osent condamner la mauvaise politique du pays[1]. Voici une iniquité monstrueuse; mon patriotisme païen m'ordonne de fermer les yeux. Voici d'effroyables égorgements; mon patriotisme païen me défend de m'émouvoir. On parle de paix; mon patriotisme païen m'interdit de la désirer. Il faut du sang! Cela ne fait que commencer! N'allons pas nous attendrir!

j'entends de l'antiquité classique. Partout, du plus au moins, on a fait du patriotisme le Moloch auquel il faut immoler justice et pitié.

1. Il n'est pas prouvé que les diversités de croyances ne nous paraissent à l'heure qu'il est fort peu patriotiques et que, dédaignant les questions de vérité, nous n'admettions la religion du pays.

Avec ce patriotisme-là, je vois marcher une sécheresse qui m'épouvante.

Ne demandez à la plupart de nos femmes françaises ni ces timidités, ni ces sollicitudes craintives qui font qu'on ne vit plus dès qu'on a son fils ou son mari exposés au feu. Elles parlent de cela fort tranquillement : — Mettez mon fils à l'endroit où les balles tuent! Je n'ai qu'un fils sous les drapeaux, je voudrais en avoir douze, je les enverrais tous à la mort!

Ce patriotisme forcené, drapé à la romaine, me cause une indicible répulsion. Cela sonne dur comme la vertu classique. Cela s'allie merveilleusement avec les préoccupations de modes et d'uniformes; mais chez ces poupées, vous chercheriez vainement un cœur. Sont-elles mères, sont-elles épouses, je n'en sais rien. Elles posent l'antique. Qu'on se massacre, que les cœurs se brisent, elles s'en inquiètent peu; leurs larmes seront vite essuyées. Et puis on pleure en Allemagne, cela console de tout.

Franchement, l'Évangile vaut mieux.

Faut-il, pour aimer son pays, détester les autres peuples; faut-il éprouver à l'endroit des nations qui prospèrent un dépit jaloux voisin de la haine? C'est encore un de ces sentiments païens qu'on s'est efforcé, depuis quatre ans, d'exciter chez nous jusqu'à ce qu'il ait fait explosion.

Pour le Grec et pour le Romain, l'étranger c'était l'ennemi. Grâce à nos tendances libérales, le patriotisme qui hait et qui jalouse se retire par degrés devant un patriotisme de meilleur aloi.

Nos écrivains rendent hommage aux recherches, aux découvertes, au mérite des nations qui ne sont pas nous. L'Angleterre et les États-Unis ont de sincères admirateurs; avant cette guerre indigne, l'Allemagne en avait. Nous apercevons des hommes et des amis par delà nos frontières; nous ne nous croyons pas obligés de concentrer nos regards sur la France; les relations se multiplient, les intérêts se confondent, derrière la nation apparaît l'humanité. Le libéralisme a eu cet honneur, qu'il ne se laissera point ravir, de remettre en lumière la justice et la

paix. Un premier résultat de ce changement, c'est que nous ne craignons pas de condamner nos actes dans l'histoire. Le second progrès, plus difficile à obtenir, sera de les juger dans le moment présent.

III

LE PATRIOTISME A LA BÉRANGER

Notre patriotisme, au bout du compte, tient du premier Empire un détestable héritage. Capitales de l'Europe occupées, droits des peuples violés, noms éclatants de victoires, popularité militaire accrue de toutes les fautes de la Restauration, il y a, convenons-en, de quoi mettre l'esprit à l'envers. De là ce mélange d'enthousiasme guerrier et d'aspirations libérales, bizarre amalgame qui trouble aisément les cerveaux. Nous avons appris à rêver patriotiquement de batailles gagnées, d'agrandissements territoriaux, de prépondérance française, d'armées toujours triomphantes, et de nous croire libéraux, par-dessus le marché.

Les chansons de Béranger expriment surtout cela, le sentiment populaire de son temps. Toute notre jeunesse en était imprégnée. Et pourtant nous avions été élevés à l'école du libéralisme pendant les plus belles années de la Restauration [1]. C'est égal, Waterloo nous semblait une infamie et Wellington un monstre.

> Son nom jamais n'attristera mes vers!

Ne riez pas; de ce patriotisme à la Béranger, assemblage confus de militarisme napoléonien et d'idées libérales, sont nées d'immenses vanités, de fatales complaisances envers les guerres injustes, des convoitises funestes :

> Le Rhin lui seul peut retremper nos armes!

et pour tout dire, le dédain de la conscience avec le renversement du sens moral.

1. N'oublions ni les *Messéniennes*, ni les livres de M. Thiers, ni même les colonels et les grognards du théâtre de Scribe.

IV

MON PATRIOTISME

Mon patriotisme à moi, je le prends dans mon cœur, qu'a éclairé, qu'a fortifié l'Évangile.

L'Évangile, qui m'ordonne de réprouver une guerre impie, n'atténue pas mes douleurs patriotiques, au contraire, et je souffre cruellement des désastres de mon pays. L'Évangile, qui nous rend esclaves de la justice, ne change pas l'homme en une abstraction indifférente. Le chrétien a des entrailles, il voit autre chose devant lui que la loi du juste et du vrai; si son devoir est simple, son sentiment est complexe. Le patriote qui a énergiquement condamné une mauvaise guerre, le patriote qui aime assez son pays pour lui dire la vérité rencontre sur son chemin d'amères douleurs : blâme, calomnies, menaces, impopularité, sans compter sa large part des maux communs. Que voulez-vous? la popularité est un capital qu'un homme de cœur dépense volontiers quand il s'agit de sauver

le pays. D'ailleurs, l'Évangile donne courage. L'Évangile n'amollit pas; rien de tel que les rapports directs avec Dieu pour nous revêtir d'énergie. La force et la douceur se tiennent de bien plus près qu'on ne pense, comme dans l'énigme de Samson. Étaient-ils faibles ou amollis, ces hommes, disciples de l'Évangile, qui, en face des bourreaux païens, confessaient Jésus-Christ? Voilà les premiers fronts qui se soient relevés sous le despotisme antique; voilà les fondateurs de nos libertés modernes. Dans tous les siècles, le même Évangile créera des hommes indépendants, résistants, aimants, des hommes de justice et de liberté [1].

1. L'important est de ne pas avoir des sentiments d'*émigré*. L'émigré se dégage de la solidarité nationale. L'émigré combat sous le drapeau de l'ennemi et rentre à la suite des armées étrangères. L'émigré devient étranger lui-même; il ne comprend plus son pays; il n'est plus dans le courant des idées, même les plus légitimes, de ses compatriotes et de ses contemporains. Il se tient cramponné à une époque et à une forme de gouvernement, il ne fait point un pas au delà. Ai-je besoin de signaler la différence entre l'émigré et l'indépendant qui tient tête aux entraînements de son pays, mais qui reste de son pays et de son temps?

Votre patriotisme regarde le mien de haut.

On fera quelque jour, je l'espère, l'histoire de ce civisme à grand fracas auquel nous devons la guerre qu'il a acclamée, la prolongation de la guerre qu'il a exigée, la paix écrasante qu'il a rendue nécessaire en s'indignant contre tout arrangement modéré.

Et l'on fera le compte aussi de ce que nous aurait épargné mon patriotisme, le patriotisme chrétien. Il nous aurait épargné la vie de cent mille hommes, il nous aurait épargné nos catastrophes militaires, il nous aurait épargné la crise socialiste, il nous aurait épargné la honte de voir Paris pris après être partis pour prendre Berlin; il nous aurait conservé l'Alsace et la Lorraine; il aurait fait de nous un peuple maître de lui.

Si le faux patriotisme n'avait pas étouffé le vrai, si les gens de paix, en grande majorité dans nos campagnes, n'avaient pas jugé ingénieux et patriotique de ne point contredire les gens de guerre, s'ils n'avaient pas jugé habile de faire chorus avec eux, si un plus grand nombre de citoyens avaient aimé la

thènes disait ces vérités-là aux Athéniens, Caton disait ces vérités-là aux citoyens de Rome, les prophètes disaient ces vérités-là au peuple juif, Fox et Burke disaient ces vérités-là aux Anglais, les amis de l'Amérique lui ont dit ces vérités-là lorsqu'ils l'ont avertie de l'abaissement où la plongeaient les prospérités de l'esclavage!

Il y a un patriotisme qui mène aux abîmes par ses complaisances et par ses déclamations. Il y a un autre patriotisme qui accepte l'injure et qui se soumet à l'impopularité pour garantir l'honneur et pour sauver l'avenir du pays.

Lequel vaut le mieux, celui qui nous jette dans le gouffre, ou celui qui nous empêche d'y tomber? Lequel est le vrai, celui qui pactise avec le mal, ou celui qui réprouve le mal? Lequel est le plus patriotique, celui qui caresse nos vices, ou celui qui les dénonce pour nous les arracher?

La France sait aujourd'hui à quoi s'en tenir.

V

LES SILENCIEUX SONT DES TRAITRES

On a beaucoup parlé de trahison. La grande trahison, c'est le silence.

Les traîtres sont les silencieux.

Vous avez trahi la confiance du peuple, vous députés que le peuple avait revêtus de son mandat, qui étiez ses conseillers naturels, vous dont les avis eussent été bien reçus de lui, et qui avez refusé de l'avertir. Vous avez trahi la France, vous citoyens, qui saviez qu'on commettait une injustice en son nom, qu'on la commettait contre son opinion nettement pacifique, vous qui saviez cela et qui n'avez rien dit. Vous tous, par tout le pays, qui en désapprouvant la guerre avez laissé déclarer la guerre, faire la guerre, continuer la guerre, sans prononcer un mot pour prévenir ou pour réprimer, vous avez trahi les vrais intérêts du pays.

Parler n'était pas facile. Toute liberté de la presse avait

disparu ; la censure des rues y mettait bon ordre quand ce n'étaient pas les arrêtés des préfets ; une véritable terreur fermait la bouche, retenait la pensée ; on aurait dit cette page à la Tacite de Camille Desmoulins : Suspect, ce citoyen qui critique l'agression ; suspect, ce père qui pleure son fils ; suspect, ce journaliste qui publie une mauvaise nouvelle ; suspect, ce député qui ose dire que nous « mourons sans savoir pourquoi ! »

Remplacez le mot de suspect par celui de Prussien, vous aurez la situation.

Si les mœurs de la liberté eussent été les nôtres, plus d'un combat se fût livré sur la brèche, en dépit des intimidations. Bataille contre le manifeste de M. de Gramont ; bataille, à chaque heure et partout, entre le manifeste de M. de Gramont et la déclaration de guerre ; bataille, et la plus acharnée et la plus générale, d'un bout à l'autre du pays, par les journaux, par les brochures, par les meetings, entre la déclaration de guerre et la guerre elle-même ; bataille pendant la durée de la campagne, pour rappeler

sans cesse le crime de notre politique tout en applaudissant à l'héroïsme de nos soldats et de nos citoyens ; bataille enfin après chaque action, pour obtenir une bonne paix !

VI

L'OPPOSITION S'EST TUE

On met en avant l'opposition qu'aurait faite le parti républicain ! Or, chacun s'en souvient, la guerre a été votée à l'unanimité moins une voix.

Rendons cette justice à M. Jules Favre et à ses amis, que, vis-à-vis des deux grandes unités en formation sur nos frontières, l'Italie et l'Allemagne, ils ont soutenu une politique contraire aux doctrines du vieux chauvinisme français et du vieil équilibre européen professées de tout temps chez nous. Cela dit, ajoutons que, dans les dernières circonstances, l'opposition s'est tue, ou peu s'en faut. L'opposition a faiblement soutenu le courage de M. Thiers. L'opposition a réclamé des communications de pièces, ne

les a pas obtenues, et n'a pas voté contre la guerre. L'opposition a gardé le silence dans ses journaux comme à la Chambre ; ni le pays ni l'Europe ne se sont doutés de sa résistance.

Bien plus, la guerre à peine commencée, l'opposition a pris soin de se mettre au diapason des passions excitées, et M. Thiers lui-même, revenant sur son blâme, en a déterminé le vrai sens : « Nous n'étions pas prêts ! »

Si dix hommes au Corps législatif, se plaçant au point de vue de la justice et du bon sens, eussent protesté contre les aventures où nous lançait la politique de guerre, je crois que la guerre n'aurait pas eu lieu. Si dix hommes par département eussent énergiquement pris parti pour la paix, je crois que la guerre n'aurait pas eu lieu. S'il y avait eu dix journaux pour condamner notre démence et notre crime au nom de la justice, de la civilisation et de la liberté, je crois que la guerre n'aurait pas eu lieu.

« J'ai fait ce que j'ai pu ! » s'écriait M. Thiers le 9 août, dans la salle des conférences.

Voici ce que signifient ces paroles : J'ai fait ce que j'ai pu ; et les événements ne m'ont que trop donné raison. J'ai fait ce que j'ai pu ; mais vous, avez-vous fait ce que vous deviez? J'ai fait ce que j'ai pu ; et tous, à cette heure, vous pensez avec moi que le retrait de la candidature Hohenzollern était suffisant, que nous avons sans motif sérieux déchaîné une guerre effroyable, et que l'opinion universelle nous donne tort.

VII

LE SILENCE PATRIOTIQUE

Rien comme le silence ne favorise les coups de tête du despotisme. Dès qu'ils ne seront ni discutés ni jugés, pourquoi ne s'en passerait-on pas la fantaisie? Silence patriotique! avec ce mot-là on fait ce qu'on veut. Le silence patriotique escamote l'opposition, supprime la liberté, donne ses coudées franches au gouvernement. Le pouvoir était entravé, il ne l'est plus ; tribune, presse, opinion, tout a disparu.

Notez que les questions de guerre, celles précisément qu'on abrite sous le silence patriotique, sont celles de toutes qui importent le plus à la liberté, non-seulement parce que la liberté souffre de la guerre, mais surtout parce que la liberté n'est plus qu'un nom dès qu'on lui soustrait quoi que ce soit. Si vous vous taisez, si vous n'exigez pas la discussion dès la première minute, quand ressaisirez-vous votre pays? La guerre une fois en train, serez-vous mieux écoutés? Le canon a retenti, le sang coule, il y a des succès; allez-vous arrêter le cours de nos victoires? Il y a des revers, nous reculons; allez-vous démoraliser nos soldats?

Je comprends la frénésie des partisans de la guerre, je ne parviens pas à comprendre le silence des partisans de la paix. Les uns portent un drapeau que je déteste, mais c'est le leur, et ils ont mis de la vaillance à le tenir ferme jusqu'au bout. Les autres, par leur acquiescement taciturne, ont personnifié cette défaillance morale qui nous atteint tous, du plus au moins, et qui finira par nous tuer.

Pour peu que cela continue, la France ressemblera à un couvent de Chartreux. Faute de le pouvoir, on renonce à parler; on fait mieux, on renonce à penser; l'habitude s'en perd; on s'enrégimente, on se discipline; l'intelligence prend la cocarde et l'uniforme, l'âme s'affaisse, l'être moral tout entier fléchit; ce qu'on avait commencé par subir, on finit par l'accepter; le pli de la servitude se prend; on n'examine plus rien, on ne combat plus rien; de là cet esclavage presque naïf, cette stérilité intellectuelle dont le premier Empire nous a laissé le parfait modèle.

Notre despote, à nous, c'est l'opinion. Vis-à-vis d'un empereur ou d'un roi, la servitude a des bornes; vis-à-vis de l'opinion régnante, elle n'en a pas. Esclavage d'autant plus funeste qu'il a bonne façon et bon renom. Les courtisans des princes sont de petits personnages, chacun en rit; les courtisans du peuple sont tout simplement de grands citoyens. Ce que le peuple veut d'ailleurs, prend un air de légitimité; la tyrannie du peuple pénètre jusque dans le sanctuaire de la conscience; nous sommes asservis tout entiers.

Je ne sais comment peindre cet étouffement moral, cet écrasement intime, cette torture du bâillon. Ne pouvoir protester, ne pouvoir réagir, fût-on seul, contre une iniquité collective, il y a là une fièvre qui dévore; c'est un feu d'indignation qui consume jour et nuit.

Non, je ne me tairai point ! je ne consens pas à vivre sous l'éteignoir, dans l'ignorance des faits, dans l'impossibilité d'exprimer ma conviction.

Et ne venez pas me dire qu'il est trop tôt ou qu'il est trop tard ! Avec ces deux formules si chères à la lâcheté, on fait la partie belle aux tyrannies; le moment n'arrive jamais de prononcer une parole de liberté et de bon sens. Ne venez pas me répéter le mot des sceptiques, le mot des dépravés, des rassasiés, des causeurs et des impuissants : à quoi bon? à quoi bon une protestation, à quoi bon un cri de pitié, à quoi bon un appel au courage moral?

A quoi bon? A montrer que toutes les têtes ne se courbent pas; à contraindre les meneurs de compter avec la conscience; à préparer les réactions viriles; à régénérer le pays.

Ne venez pas davantage me parler du fait accompli : — Nous avons mis le feu à la maison, maintenant que voulez-vous, la maison brûle ; il y a fait accompli ! Nous avons lâché la bride aux massacres, aux misères sans nom ; les cadavres de nos enfants vont s'entasser sur les champs de bataille, ils vont s'amasser dans les ambulances, un cri de désolation va retentir d'un bout à l'autre de la France, que voulez-vous, il y a fait accompli !

Un mauvais acte n'est jamais accompli tant qu'il reste des hommes pour s'indigner et s'opposer. La maison brûle, éteignez l'incendie ; la guerre est déclarée, proclamez la paix :

Vous pouvez nous jeter à pleines mains l'injure,
Vous moquant, vous gaussant de ces gens sérieux
Qui marchent égarés, roidis sous leur armure,
Au rebours du bon sens, déplaisants, odieux !
A nous est l'avenir, la victoire en la lice,
La victoire appartient à qui n'a pas failli.
Et des lauriers au front, et la lèvre au calice,
Nous vous l'écraserons, votre fait accompli !

VIII

CE QUE FONT LES PEUPLES LIBRES

Chez nous, comme ailleurs, remarquez-le, la liberté n'existe plus dès que, par un entraînement ou par un acte, le gouvernement parvient à supprimer l'opposition. La liberté, c'est l'opposition toujours possible et debout.

Les pays libres diffèrent essentiellement de nous en ceci que l'opposition n'abdique jamais, que les partis surveillent incessamment l'adversaire, que dans aucun cas le patriotisme ne consiste à fermer les yeux. En Angleterre, la politique de guerre déploie-t-elle son drapeau, la politique de paix déploie le sien. La proposition d'une rupture est-elle présentée par le cabinet, le chef de l'opposition se lève, réclame le dossier et discute, soutenu par son parti; une véritable enquête se poursuit dans le pays entier, on exige que tout soit tiré au clair; bien plus, la guerre déclarée et le drapeau engagé, l'opposition

continue de blâmer ce qui lui paraît répréhensible et ne se croit pas moins patriote pour cela. L'emportement national, ce mouvement de taureau qui se précipite dès qu'on lui présente un drap rouge, n'appartient guère qu'à nous. Seuls nous sommes excitables à ce point, seuls nous changeons du jour au lendemain sous l'impression d'une circonstance ou d'un mot. Les pays habitués à la liberté ne se laissent pas entraîner ainsi, ils examinent, discutent et tiennent bon. Plus les événements sont graves, plus il importe aux citoyens d'exercer leurs droits. La liberté pour un peuple consistant au bout du compte à faire ce qu'il veut et à ne pas faire ce qu'il ne veut pas, on ne saurait admettre une suspension de son devoir d'examen, précisément à l'heure où ceux qui le gouvernent parviennent le plus aisément à tromper ses volontés[1].

Et c'est dans ces luttes difficiles, dans ces résis-

1. Il y a une théorie politique des généraux, il y a une tradition militaire du premier Empire qui nie cela; mais c'est la théorie du pur asservissement.

tances au courant national, dans ces manifestations des dissidences tenaces que se forgent les hommes et les nations. Il faut des caractères, il faut des énergies, il faut des âmes qui ne cèdent ni devant le nombre ni devant la clameur publique. Où se forment ces âmes-là, s'il est entendu qu'aux heures suprêmes tout le monde doit se taire ou se conformer?

IX

LE PATRIOTISME DES ULTRAMONTAINS

Les ultramontains, qui ont leur patriotisme à eux, dénoncent et accusent les protestants français. Affectant de ne voir que des réformés dans l'Allemagne en partie catholique, ils nous cherchent des connivences avec l'ennemi et nous signalent comme des hommes dangereux.

Je reviendrai là-dessus.

En attendant, qu'on me permette de jeter un coup d'œil sur les faits et gestes de l'ultramontanisme en France.

Depuis dix-huit ans, l'ultramontanisme prépare la lutte du monde latin contre le monde anglo-germain. Depuis dix-huit ans, le parti clérical, aidé du parti militaire, s'efforce de faire adopter à la France un rôle de puissance essentiellement catholique. Cochinchine, occupation de Rome, expédition du Mexique, essai de rupture avec les États-Unis, tout se suit logiquement et tend au même but. Ce parti-là, le clérical, a vigoureusement poussé à la guerre de 1870. Lui du moins ne pourra pas dire qu'il y était opposé. Nous avons vu la joie enthousiaste d'un grand nombre d'évêques, nous savons en quels termes l'*Union*, l'*Univers*, le *Correspondant* et bien d'autres journaux appartenant aux nuances les plus diverses saluaient ce glorieux événement : la guerre déclarée *aux Prussiens*. Faire de cette guerre une guerre religieuse, c'était le rêve. Il n'a pas tenu au parti que le rêve ne devînt une réalité.

La revanche de Sadowa ! Voilà l'idée qui le hantait plus encore qu'elle ne travaillait le parti militaire.

Le grand cri de douleur, après Sadowa, était parti

de Rome : *Il mondo casca!* disait Antonelli; et tous les organes de Rome dans le monde avaient fait chorus.

Aussi lisez certains mandements, — celui de M. Plantier, évêque de Nîmes, — lisez les appels aux armes de la Vendée, écoutez les prônes des curés bien pensants; il s'agit moins de délivrer le pays qu'il ne s'agit de sauver la religion, il s'agit moins de refouler l'Allemagne qu'il ne s'agit d'égorger les soldats protestants, ces profanateurs d'églises, ces briseurs de croix, ces destructeurs d'images de la Vierge!

En Alsace, en Languedoc, partout où les deux communions se trouvent en présence, la position des protestants devient difficile. Un soupçon les suit, une menace pèse sur eux. Nos réformés payent de leur personne et détestent l'ennemi, peu importe; il faut une guerre de religion, on l'aura.

Hé bien non, Dieu en soit loué, on ne l'a pas eue. Elle n'existait que dans la pensée des ultramontains. Si vous en doutez, regardez les populations de la Bavière et de la Prusse, passionnées pour le soulève-

ment national, tandis que le Hanovre protestant semble hésiter; regardez nos réformés de France, plus ardents au combat, plus enfiévrés contre l'Allemagne — et je ne les en loue pas — que ne se sont montrés nos ultramontains!

A Sadowa, la question religieuse se présentait de front; aussi la Prusse protestante se trouvait-elle seule sous les armes. En 1870 la question de nationalité est seule en jeu, aussi l'Allemagne catholique marche-t-elle tout entière sous le drapeau. A Sadowa les représentants couronnés des deux communions se disputaient l'empire germain; en 1870 l'Allemagne levée comme un seul homme court à la frontière défendre le pays.

Sadowa est à la fois la continuation et la conclusion de la guerre de trente ans. Les ultramontains ne se trompent point quand ils voient là une dernière victoire de Gustave-Adolphe sur Wallenstein ou sur Piccolomini [1].

1. Rendons-nous compte du principe que défendait Gustave-Adolphe et avec lui les Français ses alliés. Il n'était pas question

Reste la guerre de race. Au travers du règne entier de Napoléon III apparaît une pensée particulièrement fatale et particulièrement funeste : grouper la race latine et la lancer à l'assaut de la race anglo-germanique. Si cette pensée, qui appartient peut-être moins à l'empereur qu'à l'impératrice, s'emparait jamais des esprits, on verrait de bien autres calamités. Le monde latin d'un côté, le monde anglo-germanique

d'asservir les catholiques aux protestants; il s'agissait de réagir contre les sanglantes persécutions de l'Autriche et des jésuites, il s'agissait de conquérir la liberté pour tous, de se tourner du côté de l'avenir, de la lumière et du progrès. Tous les historiens l'ont compris ainsi, et parmi eux, les partisans de l'Autriche sont rares. L'Autriche, ne l'oublions pas, représente dans la guerre de trente ans le principe de la persécution à outrance. On ne sait pas assez, et ce qu'a été Ferdinand II, et les horreurs systématiquement accomplies par les jésuites qui exécutaient ses ordres, ou plutôt qui le gouvernaient en maîtres. La Hongrie et la Bohême ont vu égaler (non pas dépasser, c'est impossible) les dragonnades de Louis XIV. Un comte Dohna se vantait d'avoir eu plus de succès que l'apôtre Pierre qui n'avait converti que trois mille personnes en un jour. Les plus honorables têtes de Bohême étaient tombées sur l'échafaud, la population du pays avait diminué des deux tiers.

de l'autre, on verrait s'enflammer les haines religieuses, on verrait les peuples slaves entrer en ébullition, l'Europe changée en un vaste champ de bataille, et la liberté et l'avenir sombrer dans le chaos.

Dire que nous, protestants français, nous ne souffrons pas lorsque notre gouvernement, adoptant une politique de couleur religieuse et méconnaissant l'égalité des citoyens ainsi que la séparation du temporel et du spirituel, se jette dans une guerre antiprotestante, ce serait mentir. Nous avons nos sympathies et nous le déclarons franchement. Nous aimons les pays de la Bible, la noble cause qu'ils représentent est chère à nos cœurs. Nous nous intéressons à ce progrès de civilisation et d'indépendance qui s'accomplit sous les auspices de l'Angleterre, des États-Unis, de la Suisse, de la Hollande, et aussi de l'Allemagne. Ou j'ai bien mal lu ce qui s'est écrit chez nous depuis dix ans, ou j'ai le droit de croire qu'un tel sentiment n'est point particulier à mes

coreligionnaires et que tout ce qui pense librement en France s'y associe de plein cœur.

Je suis fermement résolu à conserver mon opinion sur les peuples, en dépit des guerres et des froissements douloureux qu'elles entraînent. On peut être en guerre avec une nation, je le suppose, sans se croire obligé de changer du jour au lendemain toutes les convictions qu'on gardait sur son compte. Nos savants libéraux n'ont cessé d'admirer l'Allemagne. Faudra-t-il renverser tout cela; mettrons-nous le cœur à droite?

Je conserve mes sympathies et mon droit. Si nous avons — Dieu nous en préserve — une guerre avec les États-Unis, je ne m'engage pas à détester les États-Unis. Si jamais la France se trouvait en froid avec la Suisse, je ne m'engage pas à prendre la Suisse en horreur. Si nous luttons un jour contre les Anglais, je ne m'engage pas à découvrir en moi ces haines que la France a nourries pendant un demi-siècle et qui n'ont disparu que sous la monarchie de juillet.

Qu'on se rassure d'ailleurs; l'Allemagne qui nous attire par son esprit de recherche, par son développement, par sa cordialité, par son amour du vrai, par son indépendance individuelle et locale, l'Allemagne est loin de nous plaire en tout. Son protestantisme officiel — je ne parle pas du protestantisme évangélique — tantôt luthérien à l'excès et prenant l'apparence d'une religion politique, tantôt rationaliste jusqu'à l'incrédulité; cette sécheresse de manières qui règne en Prusse et surtout à Berlin, l'esprit militaire et fonctionnaire qui s'y oppose à l'esprit libéral, ont peu de charme pour nous. Partisan convaincu de la séparation de l'Église et de l'État, l'idée de voir un empereur protestant à la tête du corps germanique ne nous sourit guère, pas plus que de voir un pape royal régler les affaires de la religion.

Ceci posé, j'en reviens aux dénonciations ultramontaines.

Nous ne nous plaignons pas de nos concitoyens

catholiques en général; les relations que nous soutenons avec eux n'ont cessé d'être excellentes. Nous ne nous plaignons pas même des ignorants entraînés par la calomnie; ils ne sont nullement les vrais coupables. Nous nous plaignons de ceux qui, froidement, sachant ce qu'ils faisaient, pénétrant par effraction dans le for intérieur et accusant avec perfidie les pensées parce qu'ils ne pouvaient accuser les actes, ont essayé de donner à la guerre étrangère l'assaisonnement d'une guerre civile et religieuse. Ceux-là, il n'est pas de termes pour flétrir leur conduite. Ces dénonciations dévotes qui demandent du sang nous reportent au *Tartuffe;* rappelez-vous le vers de Molière :

Qui veut m'assassiner avec un fer sacré!

Elles nous reportent aux infamies qu'un procédé pareil déchaînait sous le grand roi; rappelez-vous la révocation de l'édit de Nantes et les dragons.

Quels patriotes! Tandis que l'ennemi est sur notre sol, leur génie travaille à nous diviser, procurant

ainsi aux Allemands la plus inespérée des diversions. Vous représentez-vous la France foulée par les armées étrangères, déchirée par le conflit intérieur?

Et quelle audace, de la part d'hommes qui n'ont d'autre patrie que Rome, d'autre chef que le pape, d'autres intérêts que les intérêts catholiques, d'autre politique que celle qui sert *la cause!*

C'est leur affaire, et tant qu'ils remplissent leurs devoirs de citoyens, nous n'avons pas le moindre droit de juger leurs motifs. Mais, si nous le voulions, nous serait-il bien difficile de tourner contre eux l'arme dont ils se servent contre nous; de dire que les catholiques italiens, par exemple, s'affligeraient médiocrement de voir le royaume d'Italie renversé, Rome repris, les anciens princes ramenés par l'Autriche; de dire que les catholiques belges verraient sans un chagrin mortel la Belgique répudier sa nationalité pour s'annexer à la France; de dire que les catholiques espagnols ont peu de dévouement pour les institutions nationales, et qu'une guerre civile ou étrangère qui rétablirait Isabelle ne trouverait pas en

eux des adversaires bien ardents; de dire que, sous le premier Empire, l'expédition chargée de s'emparer du pape n'excitait pas beaucoup les sympathies du clergé; de dire que, l'autre jour, nos curés ultramontains déclaraient sans façon que la France allait être châtiée par l'Allemagne, à cause du crime que nous avions commis en abandonnant Pie IX!

Songez à la situation des catholiques eux-mêmes, en tous pays, si la méthode des dénonciations dévotes venait à prévaloir.

En Angleterre, les citoyens irlandais deviendraient suspects; en Amérique, on demanderait à la population catholique non-seulement l'obéissance aux lois, mais encore l'enthousiasme pour tel ou tel entraînement national; en Allemagne, dans cette lutte terrible, on accuserait les sympathies secrètes de ceux-là mêmes qui ont vaillamment combattu!

Et le système des procès de tendance ne s'arrête pas là. Tantôt il frappe les républicains, tantôt les légitimistes, tantôt les esprits forts, partout la conscience. C'est un vilain poignard avec lequel on

atteint par derrière tout cœur résistant et courageux.

Croyez-moi, respectons le for intérieur. A moins d'en revenir à l'inquisition, nous n'avons pas le droit de le violer. Chacun répond de ses actes, nul ne peut pénétrer au delà. La raison en est simple : au delà se trouvent le sanctuaire, la vie intime, les sentiments dont l'homme ne doit compte qu'à Dieu. L'inquisition portait la main sur l'âme; ce fait seul demandait l'emploi des tortures; l'âme ne se laisse pas aisément violenter. Nous ne sommes plus au temps de l'inquisition. Protestants et catholiques, gardons nos sympathies, n'exigeant les uns des autres que le ferme accomplissement du devoir.

Nous donnons nos enfants, ne nous en demandez pas plus [1].

Ces accusations, au bout du compte, auront peut-être leur utilité. Elles amèneront la séparation du spirituel et du temporel. Elles dégoûteront tout esprit éclairé de faire de la politique protestante, de la

1. J'ai moi-même sous les armes un neveu tendrement aimé, croyez-vous que j'ébranle son courage?

politique catholique, de la politique orthodoxe. C'est là qu'il faut arriver : à rendre les affaires de l'État exclusivement politiques, à rendre les affaires des divers cultes exclusivement religieuses. Faute de cette distinction, un double mal se produit pour la politique et pour la religion ; pour l'État que l'on divise, pour l'Église que l'on asservit.

Quant à nous, les hommes libres, restons fermes. La guerre nous paraît condamnable, maintenons notre droit de condamner la guerre ; le parti de la guerre a pris notre pays par surprise, maintenons notre droit d'avertir notre pays ; les désastres nationaux, à côté de la douleur qu'ils nous infligent, nous semblent renfermer un châtiment de Dieu, maintenons notre droit de le croire ; le catholicisme romain nous paraît une cause d'affaiblissement pour la France, les nations de la Bible nous semblent marcher en avant, nous voudrions voir notre pays prendre le même chemin, maintenons notre droit de désirer et d'espérer.

PREMIÈRE PARTIE

ENQUÊTE

SUR

LA GUERRE DE 1870

I

QUI EST COUPABLE

L'ALLEMAGNE OU LA FRANCE

I

NÉCESSITÉ D'UNE ENQUÊTE

Napoléon Ier, quand il déclarait la guerre, parlait seul.

La perfide Albion, les iniquités de Pitt, les crimes du pape, ceux de la Hollande ou de l'Espagne figuraient tour à tour au *Moniteur;* le peuple lisait, et Napoléon Ier allait de l'avant, sûr de n'être pas contredit.

Aujourd'hui, quoique nos libertés semblent parfois disparaître, il en reste assez cependant pour que certaines vérités s'échappent, même aux plus mauvais moments.

En tout cas, l'Europe n'est plus sous le joug. Il y a une opinion européenne qui examine et qui compare. Elle nous a jugés.

Parmi nos amis du dehors — et la France en compte beaucoup — plusieurs ont dit : La France a bien fait de chercher querelle à l'Allemagne! — Aucun ne s'est avisé de dire : C'est l'Allemagne qui a cherché querelle à la France.

Intéressés dans la question, il nous importe de l'éclaircir.

N'objectez pas que c'est une affaire terminée. L'affaire est si peu terminée, que, bien ou mal résolue, elle engage notre avenir tout entier.

Pour qu'une surprise pareille à celle du 15 juillet 1870 devienne à jamais impossible, il faut que les causes de la guerre soient mises à nu, il faut que les responsabilités soient nettement départies, il faut

que l'attentat soit flétri. Si la politique de guerre qui nous a perdus ne subit pas une éclatante condamnation, elle se fera hautaine en dépit des désastres; elle se fera, qui sait? pacifique; elle professera la plus expansive tendresse pour l'union des peuples; elle ne rêvera que congrès de la paix, qu'organisation de l'Europe en vue de la paix, que médiations pour assurer la paix, jusqu'au moment où, se croyant en mesure, elle mettra le monde en feu.

Avons-nous été, oui ou non, les agresseurs? des motifs légitimes ont-ils, oui ou non, justifié notre déclaration de guerre? tout est là.

Victimes d'une provocation inqualifiable, ou le succès accompagne nos armes : montons au Capitole et remercions les dieux! — ou nous rencontrons des revers : l'honneur est sauf, et la nation a grandi!

Agresseurs au contraire, l'Europe nous tourne le dos, l'Allemagne se lève, du nord au midi ses enfants courent aux frontières, elle défend son droit, elle défend son sol, la victoire est pour elle : on voulait l'humilier, elle impose ses conditions;

on prétendait la mutiler, elle diminue l'ennemi. Est-ce là notre histoire? nous allons voir.

II

QUI A FAIT LA GUERRE

La Prusse n'en est pas à sa première guerre. En 1866, on nous le fait remarquer, elle a provoqué l'Autriche.

Je ne le nie point. Toutefois, pour rester équitables, rappelons-nous que l'état de guerre existait déjà, d'une manière flagrante, entre les deux puissances qui se disputaient l'hégémonie allemande.

Le prince de Schwarzemberg déclarait en fait cette guerre, lorsqu'à Olmutz il faisait, avec une incomparable audace, reculer le prédécesseur du roi Guillaume.

La guerre était une seconde fois déclarée à la Prusse par l'Autriche, lorsqu'à Francfort, au milieu des princes rassemblés, l'empereur autrichien pre-

nait le fauteuil de la présidence. M. de Bismark le comprenait bien, car il quitta Francfort déclarant la diète finie.

Et l'affaire du Danemark! en justifierez-vous la Prusse?

Non. Je dirai seulement que si la France y avait mis son *veto*, la guerre danoise n'aurait pas eu lieu.

Et le Luxembourg?

Lors du Luxembourg la guerre allait être déclarée par la France, quand Napoléon III, s'apercevant que *nous n'étions pas prêts*, eut la sagesse de s'arrêter.

Et notre proposition de désarmement?

Notre proposition, vous voulez rire! Qui a cru, un seul instant, qu'on allait en France réduire les cadres, supprimer l'avancement militaire, et mécontenter l'armée? Nos propositions de désarmement, nos projets de congrès pour la paix n'ont jamais été que des malices diplomatiques, propres à nous donner le beau rôle en mettant nos adversaires dans leur tort.

C'est possible, mais la Prusse voulait nous attaquer!

Si peu scrupuleuse que se montre l'ambition prussienne, son premier intérêt consistait à n'attaquer personne. Le jour où elle aurait pris l'initiative d'une guerre contre la France, elle eût tout simplement perdu ceci : le Sud, ses propres landwehrs, l'appui moral de l'Europe. Il ne faut pas, à force de le croire perfide, faire de M. de Bismark un niais. Or il aurait été tel s'il avait révolté le sentiment allemand, détaché le Sud et mis l'Europe contre lui. A Paris pas plus qu'à Berlin, nul n'a été dupe de cette bourde inventée après coup.

Eh bien, la mesure était comble, et la France a eu raison d'attaquer!

Voilà qui est parler net. M. Rouher, au surplus, le disait après la déclaration de guerre : « Nous avons patienté pendant quatre ans! »

Patienté pourquoi, patienté à propos de quoi, ce serait assez difficile à définir si la passion ne s'en chargeait. La revanche de Sadowa! tel est son premier cri. — J'ai rencontré des gens, peu instruits il est vrai, qui, à force d'entendre parler de la revanche

de Sadowa, avaient fini par se persuader que la France figurait sur le champ de bataille et qu'elle y avait été battue. En réalité ces gens-là ne se trompaient pas tant qu'on croit. Ce qui a été battu à Sadowa, c'est tout un plan fondé sur la défaite de la Prusse. Nous serions intervenus alors, nous aurions protégé le vaincu ; nous aurions pris Venise, nous l'aurions donnée à l'Italie ; nous aurions réglé l'Europe, notre prépotence se serait établie par un coup de théâtre, de générosité et de paix[1].

Il est dur de perdre tout cela.

1. On vient de publier une note importante du baron Ricasoli.

Lors de la rétrocession de la Vénétie à l'Italie, la France, à laquelle l'Autriche avait pris soin de céder cette province, fit un effort accompagné de menaces pour décider l'Italie à se séparer de la Prusse. M. Ricasoli, le seul grand ministre qu'ait eu l'Italie depuis Cavour, supérieur à Cavour par l'élévation du point de vue moral et par la dignité d'un patriotisme qui n'a pas acheté l'agrandissement par la mutilation et la sujétion, répondit que l'Italie tiendrait sa parole et resterait fidèle à son allié.

On voit, par parenthèse, que la Prusse nous doit moins de reconnaissance qu'on ne l'a dit pour notre attitude en 1866.

Une goutte d'eau fait déborder le vase! Une goutte suffit quand le vase est plein!

Il serait peut-être à propos d'examiner ce qu'il y avait donc dans ce vase pour qu'il fût si plein. N'y avait-il point quelques jalousies militaires, quelque désir inassouvi de compensations, quelque besoin de faire diversion à la liberté renaissante? Je ne résous pas la question, je me contente de la poser.

Peut-être! mais nous vivions dans l'insécurité; une menace planait dans l'air, c'était insoutenable, tous les intérêts en souffraient; la guerre vaut mieux, au moins on sait ce qu'on a!

Le chef-d'œuvre de la politique de guerre, le voilà: entretenir si constamment le pays dans un état de trouble insupportable, qu'il devienne aisé de lui faire accepter l'idée d'en sortir, fût-ce par une explosion.

Au surplus, nous inventons des choses philosophiques et profondes pour éviter les raisons qui sautent aux yeux. — Ainsi l'Allemagne nous ferait la

guerre, non parce que nous l'avons attaquée, mais parce que la chaste Germanie de Tacite s'attribuerait une mission providentielle à l'égard de la France démoralisée. Le roi Guillaume se croirait chargé d'accomplir les jugements de Dieu envers la moderne Babylone!

Je ne nie certes pas les jugements de Dieu ; mais que l'Allemagne se soit levée pour cela, que le Sud ait donné la main au Nord pour cela, que les landwehrs s'émeuvent pour cela, que M. de Bismark travaille pour cela, le prétendre c'est se moquer de nous.

A bout d'arguments, on affecte une profonde indifférence pour les causes de la guerre. Qu'importe l'origine, la guerre est tout!

Je renverse l'argument, et je dis que l'origine est tout.

Qui a provoqué, qui est responsable? telle sera jusqu'au bout la grande question. L'origine contient la suite des événements. Celui qui assume la responsabilité de la guerre est responsable de tout le mal qu'elle a fait, de toutes les conséquences qu'elle a

entraînées. Que penseriez-vous d'un homme qui, en attaquant un autre et se voyant battre par lui, s'écrierait : « Il ne s'agit plus de l'origine de la querelle; on me frappe, on me traite durement, c'est mon vainqueur qui est responsable! »

En fin de compte, le parti de la guerre n'a pas cherché tant de raisons. Il rayonnait, tout simplement. On allait conduire à la mort des milliers et des milliers d'hommes, qu'importe! le but était atteint.

Ça y est! Ce mot fameux, échappé au maréchal Le Bœuf, ministre de la guerre, exprime avec une éloquence vulgaire mais incisive l'ivresse du parti.

La commission chargée d'examiner la déclaration de guerre ne s'occupait que d'une chose : « Sommes-nous prêts? »

Les ministres et le maréchal ne donnaient des explications que sur ce point-là : « Nous sommes prêts et plus que prêts. »

M. Rouher s'adressant à l'Empereur, comme pré-

sident du Sénat, après la déclaration, rappelait avec solennité que la France se préparait depuis quatre ans.

Cela ressemble peu, on en conviendra, à l'attitude d'un pays que la Prusse aurait tout à coup forcé à se battre.

Qu'on n'oublie pas d'ailleurs le dédain profond que notre routine militaire entretenait pour les landwehrs : pauvres armées de pères de famille, de bourgeois, de cordonniers et d'avocats! Tout soldat de profession, dans un pays comme le nôtre, croit à peine avoir besoin de sa crosse pour mener bon train ces gens-là.

Jamais une cause n'est entièrement pure, je ne l'ignore point. Il ne s'agit pas de savoir si la cause de l'Allemagne, ou la nôtre, est mélangée de bien ou de mal, il s'agit de savoir, et cela d'une manière absolue, si nous avons eu un motif suffisant pour déclarer la guerre. En d'autres termes, nous a-t-on infligé une injure mortelle, notre territoire était-il menacé, nous défendions-nous?

L'Empereur, plus sincère en cela que ses ministres,

lorsque, cherchant à justifier la déclaration, ils changeaient de thèse à tout instant, l'Empereur dans ses proclamations et ses discours parle fort peu de la légitimité de nos griefs, fort peu de la nécessité de protéger notre pays contre une agression, beaucoup du sentiment national.

L'agression et la défense, telle est la distinction fort simple, mais décisive, à laquelle il faut toujours revenir et ramener.

Qui a provoqué? qui a pris l'offensive? En un mot, si le gouvernement français n'avait pas déclaré la guerre, l'aurions-nous?

Lamartine, cité comme autorité par M. de Gramont, aurait dit que le véritable auteur de la guerre c'est celui qui la nécessite.

Quoiqu'on puisse abuser de cet axiome et qu'il ne soit pas mauvais de maintenir bien nette, bien palpable, bien populaire la responsabilité de celui qui *déclare* la guerre; quoiqu'il soit bon que chacun s'arrête et s'examine dix fois avant de signer un tel acte, admettons la théorie.

Où découvrez-vous, dans l'affaire dont il s'agit, une *nécessité?* La candidature Hohenzollern, une fois retirée, parvenez-vous à voir la *nécessité* de tirer le canon? Toute conscience droite a répondu.

On accorderait volontiers que le gouvernement a eu des torts de formes.

Il est bien question de cela! Les formes n'ont manqué nulle part, mais le fond, c'est-à-dire l'ultimatum posé avant toute démarche diplomatique; le fond, c'est-à-dire le signal donné à l'emportement national avant toute discussion préalable; le fond, c'est-à-dire le refus de s'arrêter après le retrait de la candidature Hohenzollern; le fond, c'est-à-dire la guerre préparée, amenée, voulue, voilà ce qui importe seul.

La première parole de M. de Gramont, il faut le répéter, contenait en plein la dernière [1]. Pour qui

1. Les coups de théâtre font partie des traditions du premier empire, et le discours de M. de Gramont est dans l'esprit de ces traditions-là.

savait lire, la déclaration de guerre s'y trouvait écrite en toutes lettres. Quand on s'exprime ainsi, tout est décidé, il ne reste à résoudre que des questions de procédure, de bonne ou de mauvaise façon. Qu'au point de vue stratégique la guerre elle-même commence sur le territoire allemand ou sur le territoire français, la chose est indifférente. Les rôles d'offensive et de défensive sont définitivement réglés.

Déclarer la guerre, et une telle guerre, sans avoir la main absolument forcée, restera le plus grand crime des temps modernes. Le croira-t-on? il s'est trouvé sept hommes éclairés, de sens rassis, discutant froidement autour d'une table, pour prendre une telle résolution et pour assumer une pareille responsabilité! — Ces hommes n'ont pas voulu tout ce qu'ils ont fait; je le pense, et je l'espère pour eux. Néanmoins, nul ne peut dire ce qu'il y a eu d'audace insolente dans le fait de jeter la France en pleine guerre quand la France voulait la paix, dans l'emploi des moyens grossiers par lesquels on a sup-

primé la réflexion, dans la rapidité avec laquelle on a précipité l'acte irrémédiable ne laissant pas une minute à l'examen, dans l'aveugle témérité qui, pour étouffer toute velléité résistante, a lâché l'esprit de révolution.

On sentait bien là des gens qui jouent leur *va-tout*.

Ajoutez un dernier trait. L'Angleterre leur a offert l'arbitrage prévu par le traité de Paris, ils l'ont refusé.

Et comme cette responsabilité pèse à ses auteurs! Chacun s'en décharge du mieux qu'il peut. Un jour on met en avant le trône de Charles-Quint et la candidature Hohenzollern; la candidature disparue, vient le refus d'engager l'avenir; le refus légitime et sensé ne pouvant plus servir, c'est la France et ce sont ses entraînements; puis c'est la fatalité, puis c'est une injure prétendue, sans compter qu'au moment même de la déclaration on oublie deux faits énormes, qui auraient été pourtant d'un bien grand secours, — on s'en est souvenu plus tard, trop tard,

— je veux dire la fameuse promesse de ne pas mettre en avant les Hohenzollern, et ces hideuses offres de spoliation, de destruction des neutres, ces remaniements de la carte à notre profit, diaboliques tentations que depuis quatre ans notre gouvernement a eu le pénible devoir de repousser avec horreur.

Ce malaise des âmes prouve une chose, c'est que la paix est sacrée, et que lorsqu'on la détruit, la conscience en prend difficilement son parti.

III

NOUS N'ÉTIONS PAS PRÊTS

Poursuivons l'enquête.

Les avocats de notre innocence ont trouvé un argument définitif : Nous n'étions pas prêts; l'Allemagne était prête!

Nous n'étions pas prêts! Et que fallait-il donc pour être prêts? Accroître nos dépenses militaires, augmenter nos contingents, tenir la nation sous les armes?

D'ailleurs, la question n'est pas là. Être prêt ne signifie rien ici, se croire prêt décide tout. On n'était pas prêt, c'est possible; on se croyait prêt, c'est certain.

Quand la commission étudiait notre déclaration de guerre, les ministres sont-ils venus lui dire : L'Allemagne est prête, nous ne le sommes pas, elle va nous attaquer, nous devons nous défendre ! — Non; ils ont dit : La France est prête! Depuis Sadowa nous préparons et nous armons; enfin, nous avons le bout; nos chassepots portent infiniment plus loin que les fusils à aiguille; nos mitrailleuses, à une distance de deux mille pas, réduisent cinq cents chevaux en bouillie, notre armée fera quatre bouchées des landwehrs, l'Allemagne est divisée, le Sud ne marchera pas, le Nord se massera lentement, l'heure sonne, voici quatre ans que nous l'attendons, ne la laissons pas échapper, enlevons la rupture, vivement : Ça y est!

Pas prêts! nous l'étions mieux que pour Solferino; il s'agissait d'autres adversaires, j'en conviens.

Pas prêts! qu'auraient ajouté dix ans de préparatifs à nos fortifications, à notre marine, à notre armée, à nos réserves?

Pas prêts! Au fait, vous avez raison, nous n'étions pas prêts, et je vais vous montrer comment.

Ce qui n'était pas prêt, c'étaient les caractères; des chassepots, nous en avions assez[1]; les caractères manquaient. On ne vit pas impunément sous un régime qui abaisse et qui énerve, on ne se passe pas impunément de liberté. Les généraux s'en étaient ressentis, l'administration s'en était ressentie, le pays entier s'en était ressenti. Or, à une défaillance pareille, ni le nombre ni la qualité des fusils ne fait rien.

Prenons l'autre affirmation : L'Allemagne était prête!

L'Allemagne a pour elle un irrécusable témoin : son fusil à aiguille. Elle en connaissait l'infériorité, un changement allait se faire; malgré son énergie et

1. Quoi qu'on en ait dit, ils auraient suffi pour armer douze cent mille hommes, d'après les affirmations du général Palikao.

sa promptitude, l'Allemagne, tant elle comptait sur la paix, n'avait pas encore opéré cette transformation. Et c'est un tel moment, transitoire, défavorable au suprême degré, que l'Allemagne aurait choisi pour nous provoquer, nous et nos mitrailleuses, nous et nos chassepots !

L'Allemagne était si peu préparée, — dans le sens d'une attaque, entendons-nous bien, — qu'il lui a fallu quinze jours pour réunir ses forces, pour habiller, pour armer et pour expédier ses landwehrs. Sans la lenteur inattendue de nos concentrations, l'Allemagne aurait été envahie avant d'être prête. Elle s'y attendait parfaitement ; le plan d'une campagne défensive était sa prévision première ; on comptait sur Mayence et sur Coblentz, uniquement, pour arrêter la marche victorieuse de notre armée, et l'on avait déjà rasé la campagne, autour de ces deux villes, sacrifiant les résidences et les châteaux, sans oublier le pont de Kehl qu'on avait fait sauter, probablement pour entrer en France !

Qu'à côté du plan de campagne défensif il existât

un plan de campagne offensif, je n'en doute point. Ne pas admettre la chance d'une bataille gagnée, d'un élan, d'une frontière franchie eût été naïf. A charge de stupidité, il fallait étudier les passages des Vosges, Metz et le chemin de Paris. Peut-on reprocher à M. de Moltke, une fois la guerre déclarée, de s'être porté le plus tôt possible en avant, d'avoir marché vite, d'être allé loin, d'avoir poursuivi son adversaire qui battait en retraite? la légitimité d'une telle tactique ne se prouve-t-elle pas d'elle-même? Je le demande à tout esprit sensé.

Que l'Allemagne entière prévît la guerre, nul ne le niera. Depuis que nous menacions nos voisins, c'est-à-dire depuis quatre ans, il n'y avait en Allemagne d'autre préoccupation et d'autre conversation que cet immense péril envisagé avec une immense douleur, mais aussi avec l'indomptable résolution d'en venir à bout, une fois pour toutes, dût-on y sacrifier la moitié de la jeunesse du pays. Sous le coup de notre mauvaise humeur, voyant à son horizon nos *points noirs,* sentant comme l'Europe entière

le malaise que nous nous plaisions à entretenir, l'Allemagne s'attendait à tout et se préparait à tout. En présence de nos armements, de notre attitude et de nos prétentions, il eût été insensé d'agir autrement. De ces mesures de prudence à l'agression, il y a un abîme, ni plus ni moins.

Si habile et si pervers d'ailleurs qu'on fasse M. de Bismark, il ne pouvait agir seul. Or la pensée de paix dominait chez le roi, chez le prince royal et chez le peuple allemand. On sait en quels termes, pleins de bonhomie et de droiture, le prince royal a dit à qui a voulu l'entendre qu'il détestait la guerre, et qu'une attaque imprévue avait seule soulevé son sentiment patriotique et celui de son pays.

Une agression de la Prusse! voyez-vous cela! Comme c'est bien la politique d'hommes de bon sens! On a sur les bras l'organisation intérieure de l'Allemagne, les États du Sud sont plus ou moins hostiles, la France est redoutable par elle-même, elle peut rencontrer des alliés; n'importe, on est sûr d'entraîner, pour l'invasion surtout, le Sud mal disposé et les

landwehrs, composées de citoyens amis de leur repos!

Si vous voulez savoir d'où part l'agression, regardez les deux pays au moment de la déclaration de guerre.

Là, de l'autre côté du Rhin, l'événement est sinistre, l'émotion profonde ; on accepte vaillamment le défi, on défendra le sol pied à pied, on se prépare fortement, on ne lâchera point, mais on est sérieux, mais on est triste parce qu'on sent que le conflit sera terrible et que le meilleur sang de l'Allemagne coulera.

Ici, chez nous, tout rit et tout chante; les femmes jettent des fleurs aux soldats, les soldats seuls ont quelque souci : *Et si le Prussien me cogne!* disait l'un d'eux. — C'est égal, on se tient sûr du succès, on part pour la fête, on part pour Berlin ; ne faut-il pas donner une leçon à ces gens-là, et leur prendre quelque province, par-dessus le marché!

L'Allemagne était mieux préparée que nous!

Cela ne prouve pas que l'Allemagne voulût nous

dévorer, cela montre qu'elle avait des ministres plus habiles et un meilleur gouvernement.

L'Allemagne, mieux préparée, cherchait une rupture !

Il y avait dans ce cas un bon tour à lui jouer : faire la sourde oreille et lui laisser le soin de rompre.

IV

DE QUEL COTÉ VENAIT L'ÉTAT DE FIÈVRE

Avouons-le franchement ; l'état de fièvre venait de nous.

Entre la France et la Prusse, quelle est celle des deux nations qui a tenu l'Europe en éveil, nécessitant partout la charge écrasante des armements? Est-ce celle qui ne dispose que d'une bonne défensive, est-ce celle au contraire qui a un fort pouvoir offensif en main?

On accuse la Prusse d'avoir donné un développement exagéré à son effectif militaire. Je ne me sens

aucun enthousiasme pour les grosses armées, qu'elles soient allemandes ou françaises; mais je demande si, de bonne foi, un de nos ministres de la guerre se serait contenté de ces troupes-là, formées d'hommes mariés, d'artisans, de *civils,* et s'il aurait consenti à regarder ces hommes comme des soldats! Additionnez un peu nos dépenses militaires, depuis quinze ans, et mettez à côté l'addition des dépenses militaires de la Prusse! Lequel des deux pays a renouvelé son armement? Lequel a créé une marine au moins égale, si ce n'est supérieure — c'est nous qui le disons — à la marine des Anglais? Lequel a hautement affiché la prétention de réaliser — ce qui ne s'est jamais vu — une double supériorité sur terre et sur mer!

Vous faut-il une preuve de plus? Si la France désarmait, si l'on cessait de sentir passer dans l'air ses aspirations guerrières, l'Europe entière désarmerait, et respirerait.

Nous ne pouvons pas le nier, notre histoire en témoigne, chez nous se trouve à un degré exceptionnel l'esprit militaire, l'esprit de conquête, l'esprit

d'expédition armée, l'esprit glorieux et batailleur.

M. Thiers, dans ses livres et dans ses discours, exprime fidèlement ce côté de notre caractère. Personne plus que lui n'a contribué à l'explosion de cette guerre, qu'il a combattue un jour. C'est lui qui a entretenu chez nous le culte de la légende napoléonienne, c'est lui qui a exalté la grandeur militaire de la France, c'est lui qui toujours a réclamé de fortes armées et une forte marine; c'est lui qui a transformé Sadowa en défaite française; c'est lui qui, aux applaudissements de la Chambre, a désigné l'unité allemande comme un ennemi national; c'est lui qui s'est opposé de tout son pouvoir à l'unité italienne; c'est lui qui a répandu dans le pays entier ces jalousies contre la Prusse si bien exploitées au mois de juillet; c'est lui qui a remis en vogue, malgré M. Favre, les vieilles théories d'équilibre et la nécessité pour la France de maintenir autour d'elle la faiblesse et la division de ses voisins.

Tout cela porte coup, au dehors comme au dedans.

6.

M. de Bismark n'était pas encore inventé quand la fièvre avec redoublements nous tenait déjà.

La guerre nous amuse, mais elle n'amuse pas nos voisins. Fils des anciens Gaulois qui ne connaissaient d'autre plaisir que de se battre, qui brûlaient le Capitole et laissaient leur nom à la Galatie, nous avons besoin de remuer beaucoup. Soit, mais les autres peuples ont d'autres besoins.

Nous sommes passés à l'état d'enfants terribles. On nous redoute comme une sorte de danger public. Que fera la France, que prépare-t-elle, qui attaquera-t-elle, que va-t-elle convoiter? il n'y a pas un quart d'heure de tranquillité pour qui que ce soit. Tantôt c'est la guerre, et l'Europe arme à outrance, se demandant chaque matin si la France ne va pas donner le signal; tantôt c'est la révolution, et l'Europe troublée se demande si l'anarchie ne va pas commencer chez nous pour l'envahir après. Quand un de nos gouvernements a duré une quinzaine d'années, on sait que ses jours sont comptés, que le feu va éclater dans Paris et que l'incendie s'étendra

partout. J'ai entendu des gens graves proposer sérieusement que l'Europe fatiguée mît une bonne fois la France en régie pour en finir avec ces périls incessants.

La France révolutionnaire inquiète encore plus que la France guerrière. Non-seulement la France subit la révolution, mais elle la pratique en grand, le peuple entier y met la main, et sous prétexte de liberté, volontiers elle en secouerait les torches aux quatre coins de l'horizon [1].

Ne nous y trompons pas, le voisinage des volcans ne plaît à personne. On se représente malaisément l'impatience que finit par causer ce fait d'une contrée

1. L'esprit révolutionnaire n'est pas l'esprit de liberté. Un pays libre n'est pas une cause d'agitation en Europe; il est une garantie d'ordre et de repos. Voyez l'Angleterre et la Suisse, la Hollande et la Belgique. Tel pays libre peut avoir une vie incommode, toutefois l'indépendance du mal y trouve sa limite et son remède dans l'indépendance du bien. Le régime entraîne des souffrances, il est salubre et fortifiant. Chez nous, la révolution qui, le plus souvent, alterne avec le despotisme, détruit les libertés que celui-ci avait laissées debout.

qui renverse périodiquement sa constitution, et qui, à chaque renversement, ébranle l'Europe, sans compter les secousses préparatoires. Ce perpétuel tremblement de terre agace et irrite. Nous nous abuserions fort si nous pensions que les rois seuls en sont importunés. Les peuples s'en lassent, et les amis de la liberté en viennent à nous haïr, car la révolution est l'épouvantail des libertés.

II

LES FAITS

I

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

Jamais ce mot : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée », n'a reçu une application plus effrayante qu'au moment du conflit de 1870.

Il ne reste qu'un parti à prendre, laisser de côté les paroles : circulaires, lettres explicatives, assertions, réfutations, et s'attacher uniquement aux faits.

Convenons-en d'ailleurs, les preuves de véracité données par nous dans nos bulletins ne sont pas de nature à mettre en crédit les affirmations de notre diplomatie.

Abordons les faits.

L'acceptation éventuelle du trône d'Espagne par un prince de Hohenzollern, parent du roi de Prusse, forme, chacun s'en souvient, le premier acte des démêlés. Notre gouvernement affecte une surprise mêlée d'indignation ; il ne savait rien, il ne soupçonnait rien, c'est un coup de Jarnac, on l'a pris en traître ! Or il se trouve que les démarches du prince étaient parfaitement connues, que notre ambassadeur à Madrid en était informé, et que trois semaines avant cette *surprise*, M. John Lemoinne qui savait la candidature comme tout le monde en parlait ouvertement dans le *Journal des Débats*[1].

1. Il semble évident que notre gouvernement était résolu à ne laisser d'autre candidature possible en Espagne que celle du prince des Asturies.

S'adresser au roi de Prusse pour obtenir le retrait de la candidature Hohenzollern, c'est le second acte.

Pourquoi s'adresser au roi? pourquoi pas à ses ministres? cette circonstance n'a pas été assez remarquée. On s'y prend de la sorte lorsqu'on veut amener une rupture. Avec des ministres les négociations peuvent se dénouer, se renouer, on peut tout dire, aucun mal irrémédiable ne s'accomplit, le recours à la décision royale figure toujours au dernier plan, on a le temps de réfléchir, on prend celui de s'entendre. — Avec un roi, les questions de dignité se montrent vite, les paroles deviennent vite irrévocables, on a sous la main l'incident décisif.

Et pourtant telle était la bonne foi du roi de Prusse, tel était son désir de paix, qu'après avoir officieusement obtenu le retrait de la candidature, il remet lui-même à notre ambassadeur le journal qui annonce le désistement du prince. Que signifie ce procédé courtois et loyal? il signifie ceci : — J'ai compris,

cette candidature vous déplaît, dans un intérêt de paix elle est sacrifiée, le grief n'existe plus, l'affaire est vidée. — Trouvez-vous qu'on voie là l'ardeur sanguinaire d'un prince décidé à la guerre? un chercheur de prétexte agit-il de la sorte? est-ce ainsi q'on s'y prend lorsqu'on veut rompre à tout prix?

Le nuage en effet paraissait dissipé; la France le pensait, l'Europe le croyait, le roi de Prusse n'en doutait pas.

Mais cette solution pacifique ne faisait pas le compte de notre gouvernement. Il avait demandé le retrait, il avait obtenu le retrait; il n'avait pas la guerre qu'il voulait avoir.

C'est alors, en troisième lieu, que paraît une prétention inattendue : obtenir du roi un engagement pour l'avenir.

A la rigueur, s'ils y avaient apporté les formes convenables, des médiateurs parlant au nom de l'Europe et faisant valoir les intérêts de la paix auraient pu demander cela, à titre de condescendance

et comme gage de sécurité pour tous. Probablement qu'ils auraient réussi.

Une exigence pareille, émise par la France seule, au moment même où elle vient d'accepter le retrait; au moment où pour éviter un choc funeste le roi vient de faire le sacrifice de ses sentiments de famille; au moment où la Prusse vient de subir volontairement une sorte d'échec; cette exigence hautaine, défiante, blessante, devait rencontrer ce qu'elle a rencontré, un refus.

Qui s'en étonnera? Il y a une dignité royale; il y a des respects dus à un honnête homme. Quand un roi honnête homme vous annonce le retrait du fait qui vous froissait, sa parole contient implicitement une promesse. M. Thiers l'a dit : l'acte du roi Guillaume renfermait tout et promettait tout.

Devant une menace publique : le manifeste de M. de Gramont, il était très-difficile déjà de maintenir la renonciation, très-difficile de l'annoncer à notre ambassadeur; il était impossible de subir une humiliation, d'accepter un rôle dépendant,

de se soumettre à une espèce d'amende honorable[1].

Comme il fallait en finir, absolument, et lancer le pays, on a trouvé le mot qui chez nous fait tout sauter : l'insulte !

La réponse négative et définitive du roi une fois reçue, notre ambassadeur a demandé, contre tous les usages, une seconde audience au roi. Le roi ne l'a pas accordée. C'est une insulte, notre ambassadeur est insulté !

Et notre ambassadeur *insulté* dîne le jour même chez le roi, et le lendemain, au moment du départ du roi, notre ambassadeur *insulté* présente au roi ses respects, et le roi, dans la gare, salue notre ambassa-

1. On a cité d'autres renonciations : celle du duc de Nemours, celle du prince Alfred. Jamais ces renonciations n'ont été le résultat d'une exigence publique. Jamais un engagement d'avenir n'a été réclamé, et réclamé sous le coup d'une menace. Retournons les rôles. Qu'eussions-nous dit, si à l'instant même où montrant à la Prusse, par une concession pénible, notre désir de bonne entente et de bon accord, elle fût revenue sur sa première parole, y ajoutant une réclamation offensante et un défi public.

deur avec cordialité! Étrange insulté, étrange insulteur.

Brusquez-le! — Ce mot décisif des instructions diplomatiques résume tout.

Brusquez! — l'insulte prétendue, on la communique aux gouvernements européens. Brusquez! — on en échauffe la France. Brusquez! — nous n'aurons la guerre qu'à ce prix. Brusquez! — il faudra bien qu'on se batte, après on examinera[1]!

II

LES NÉGOCIATIONS PARTAGEUSES

Les négociations partageuses entre la Prusse et nous ne sont un mystère pour qui que ce soit. Il y a eu des tripotages des deux parts.

1. Chacun a sa façon de comprendre l'honneur national. Pour moi, je crois que le privilége des forts, c'est de ne pas être vétilleux. Qu'un petit pays se montre susceptible, c'est fier et beau; mais qu'un grand pays qui possède une histoire militaire pareille à la nôtre et que personne n'accusera de lâcheté, sacrifie la paix du monde à je ne sais quelle question de procédé, **la démence ici surpasserait l'attentat.**

Nous avons réclamé des compensations; M. de Bismark nous a montré tantôt ceci, tantôt cela; nous n'avons dit ni oui ni non; puis n'obtenant rien en fin de compte, le jour où nous nous sommes crus prêts, nous avons fait la guerre.

On cite une lettre du général Türr. Qu'apprend-elle? Que M. de Bismark, qui était allé à Biarritz et qui nous connaissait bien, n'a cessé de faire miroiter des compensations devant nos yeux, et que, ne pouvant ni ne voulant céder un seul pouce du sol germanique, il trouvait habile de détourner nos convoitises vers la Belgique, la sachant d'ailleurs fort bien défendue par la politique de l'Angleterre. Le procédé n'est pas moral, je ne me constitue pas l'admirateur d'une telle diplomatie; mais si elle prouve que M. de Bismark offrait, elle prouve aussi qu'il convenait de nous offrir, c'est-à-dire que nous demandions.

L'Europe sait à quoi s'en tenir là-dessus; elle connaît nos appétits; seulement elle ne croyait pas que le menu du festin eût été écrit sur le papier de l'ambassade française, par notre ambassadeur.

Le projet, dit-on, est l'œuvre de M. de Bismark; nous n'avons cessé de nous trouver aux prises avec des propositions qui nous révoltaient[1]! — D'où vient alors que nous ne les avons pas désavouées? Il ne manque pas de moyens pour cela. On fait insérer une révélation dans les journaux anglais, on met en campagne les feuilles officielles, on se fait interpeller au Corps législatif; on fait mieux, on oppose à des offres odieuses un de ces refus péremptoires après lesquels il n'y a plus rien à répondre; et tout est dit.

On a parlé d'une promesse de M. de Thile, promesse dont la violation constituerait notre véritable grief. Ici, comme pour le projet écrit de la main de notre ambassadeur, ce qui frappe l'opinion en Europe, c'est que ces pièces si importantes ont été découvertes après coup. La promesse de M. de Thile, tout comme la pensée de M. de Bismark transcrite par notre ambassadeur, aurait fait bonne figure, convenons-en, dans le manifeste de M. de Gramont!

1. Si ce fameux projet était de l'écriture de M. de Bismark, comme nous trouverions le fait concluant!

Comment expliquer que ni le manifeste, ni les discours violents qui ont suivi, ni la déclaration de guerre ne les aient mentionnés? Comment se fait-il que, lorsque nous étions à l'affût des prétextes, prenant tantôt la candidature, tantôt l'insulte, nous n'ayons pas tout simplement prononcé ces paroles : Voilà quatre ans que la Prusse nous poursuit de ses propositions de partage ; elle voudrait remanier l'Europe, elle menace l'indépendance des neutres ; nous avons toujours résisté, nous nous sommes toujours indignés; il est temps de châtier par la guerre les perturbateurs du repos européen!

Au lieu de cette vertueuse dénonciation, silence absolu. Et remarquez-le, ces négociations, proposées par la Prusse et repoussées par la France, c'est la Prusse et non pas la France qui vient en saisir l'opinion.

Au demeurant, chacun, dans ces vilenies diplomatiques, est resté fidèle à son rôle. Qui donc a exigé des compensations après l'agrandissement de l'Italie? Qui a professé la même doctrine au sujet de l'agran-

dissement de la Prusse? Qui a réclamé le Luxembourg et remué la sotte affaire des chemins belges? La théorie des compensations était tellement admise chez nous, qu'un traité secret de plus ou de moins n'y changeait rien.

Au travers des explications, des contre-explications et des réfutations, ceci demeure certain : nous voulions un ou plusieurs morceaux de l'Europe, une Savoie et une Nice quelconque, comme après notre campagne en Italie. M. de Bismark nous a laissé croire que nous pourrions nous arranger avec lui sur cette base des accroissements respectifs. Après Sadowa, notre armée n'étant pas prête, il nous a fallu patienter. Depuis Sadowa nous n'avons cessé de convoiter et de négocier. Enfin, M. de Bismark ne s'exécutant pas et notre armée se trouvant prête, nous avons lancé la déclaration.

Qu'on nous eût accordé la plus petite province, et toute la fantasmagorie des incidents provocateurs : candidature Hohenzollern, refus d'engagement pour l'avenir, insulte, promesses violées,

agression, mesure comble, tout se fût évanoui en un instant.

Reste qu'en présence des pourparlers qui ont eu lieu entre la France et la Prusse, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là deux puissances ambitieuses, peu scrupuleuses, et que les neutres feront bien de ne pas l'oublier.

Cela dit, achevons notre confession.

L'annexion de la Savoie et de Nice a donné le signal des ambitions et des remaniements territoriaux. En France on n'a pensé qu'une chose, c'est qu'après avoir publiquement annoncé que nous combattions pour une idée, nous nous étions montrés très-modérés en ne prenant qu'une province. Hors de France l'impression a été tout autre. Jamais cette conquête déguisée en annexion ne s'est fait accepter; elle n'a jamais obtenu la sanction des grandes puissances; jamais, depuis ce jour funeste, une négociation amicale et confiante ne s'est établie entre elles et nous. La diplomatie française n'a eu dès lors

d'autres relations sérieuses en Europe que ces édifiants conflits de convoitises réciproques où se sont complu M. Benedetti et M. de Bismark.

Il y a plus, si nous y regardons bien, nous trouverons que l'annexion de Nice et de la Savoie, que la violence évidente faite à Nice et dont nous ne nous sommes pas émus le moins du monde, ont donné l'abominable exemple suivi par la Prusse à l'égard du Danemark, ont été le premier pas vers l'annexion de l'Alsace résistante. Nous seuls, à ce moment-là, nous seuls depuis Napoléon Ier, avons appliqué en Europe le système des agrandissements territoriaux.

Résumons. On a tripoté des deux parts; on a déclaré la guerre d'un seul côté. Et c'est de ce côté, le nôtre, j'ai la douleur de le dire, qu'on a lestement mis l'Europe en sang.

III

LES THÉORIES

I

LES COMPENSATIONS

Est-ce hypocrisie, est-ce vertu, nous faisons des théories pour tout ; nous en faisons surtout pour justifier nos fautes.

Voyez les compensations ! La compensation est tout simplement une grosse vilaine convoitise qui aboutit quand elle peut à un gros vilain marché. Avec des causeries diplomatiques, des airs mystérieux, quelques mots profonds : l'équilibre européen, les nationalités

et les races, vous avez la théorie, dès lors vous avez le droit.

Pour moi, je trouve le système infâme, et ma dignité comme Français en a toujours souffert.

Y a-t-il une règle en Europe, en vertu de laquelle on soit tenu, chaque fois qu'une puissance quelconque s'organise ou s'agrandit, de nous découvrir quelque part, aux dépens de nos voisins, un morceau à prendre? s'il en est ainsi, je n'ai plus rien à dire. Mais qu'on me permette de le demander, sur quel principe cela repose-t-il? Faisons-nous payer un service rendu? alors c'est ignoble, c'est vendre à prix d'argent le sang de nos soldats : tant pour Magenta, tant pour Solferino! — Si nous n'avons pas rendu de service, si ce n'est pas un payement, c'est donc un droit, sorte de droit d'aubaine que posséderait la France seule, et par lequel, lorsqu'un naufrage a lieu, lorsqu'une nation s'enrichit aux dépens d'une autre, il nous faut notre part.

Et que deviennent les populations, et que signifie ce trafic des territoires et de leurs habitants, et que

venez-vous abriter votre prise brutale derrière une simagrée de vote qui n'a jamais trompé qui que ce soit !

La conquête est odieuse, au moins elle est franche. Nous nous battons, vous avez le dessous; j'en profite, tant pis pour vous[1].

L'annexion, avec ses manières doucereuses, me révolte comme ferait Basile! Grâce à Dieu, nul n'en est dupe et elle ne profite guère. Tous les diplomates vous le diront, Nice et la Savoie ont fait perdre sa valeur à notre parole; notre signature a été protestée; Nice et la Savoie ont pesé sur nous d'un poids

1. Je ne mets pas au nombre des torts du gouvernement prussien la réunion du Hanovre et de quelques autres territoires. Lorsqu'une grande nation est coupée en deux par un autre pays et que celui-ci se montre hostile dans une lutte suprême, la conquête est légitime. La France en pareille situation n'a pas hésité une minute.

Quant à la formation de la Confédération du Nord, c'est un des actes de l'unification intérieure que l'Allemagne doit accomplir dans son indépendance et dont nous n'avons pas à nous mêler.

énorme, nous ne nous en sommes pas relevés.

Nous nous en sommes encore moins repentis. La théorie reste debout. M. de Cavour l'avait comprise, M. de Bismark ne l'a pas comprise, nous avons demandé à la guerre ce que les négociations ne nous avaient pas donné.

Mais convenez-en, la Prusse n'est guère aimable ! elle aurait dû nous consoler de Sadowa, elle aurait dû nous dédommager du tort qu'elle nous a fait en ne se laissant pas battre conformément à notre programme, elle aurait dû se rappeler le droit suzerain qu'exerce la France sur les prises de ses voisins. Il faut être bien Prussien, bien féodal, bien endurci dans son orgueil de barbare du Nord, pour ne pas reconnaître et pratiquer notre grand système des compensations! M. de Bismark est un ingrat! Notre bienveillante neutralité en 1866 ne lui avait-elle pas permis de dégarnir sa frontière pour augmenter d'autant son armée de Bohême? Une rectification sur la Saar, ou le Luxembourg, n'était-ce point là le sous-entendu des entretiens de Biarritz ? — M. de Bismark nous apparaissait

alors comme un autre Cavour; il a trompé nos ambitions, c'est un Méphistophélès !

A cela, M. de Bismark pourrait répondre que s'il y a, entre M. de Cavour et lui, une différence après la guerre avec l'Autriche, c'est qu'il y en a une avant. M. de Cavour stipulait notre intervention armée, M. de Bismark réservait à son pays le droit de combattre seul.

M. de Bismark pourrait dire que si, à Biarritz, la théorie des compensations s'était renfermée dans les sous-entendus, c'est que l'Empereur comptait sur la défaite prussienne, c'est qu'il comptait sauver la Prusse, c'est qu'il prétendait dans ce cas porter ses exigences de compensations à la hauteur du service rendu.

M. de Bismark pourrait nous faire observer que Saarbruk et Sarrelouis ne nous auraient pas contentés longtemps, pas plus que le Luxembourg, pas plus que la Belgique. Il nous fallait le Rhin ; on en convient aujourd'hui, et même on le proclame. Le Rhin était le fond persistant des demandes plus ou moins

modestes qui se succédaient sous toutes les formes et dans toutes les occasions.

M. de Bismark pourrait ajouter que l'Allemagne doit tenir compte de l'opinion allemande,— un détail que nous oublions volontiers, — et que l'idée de mutiler le territoire allemand pour calmer nos appétits aurait fait bondir l'Allemagne entière, du Rhin à la Vistule !

II

UNE QUESTION DE VERTU

C'est égal, M. de Bismark a été notre tentateur. Sans lui nous n'aurions convoité ni la province ni le royaume de personne ! —

Il se peut. Mais c'est jouer de malheur, avouez-le, que de trouver ainsi des tentateurs sur son chemin,— n'oubliez pas M. de Cavour, — tandis que les gouvernements pacifiques n'en rencontrent aucun. Je ne sache pas qu'un Méphistophélès quelconque soit venu tenter Louis-Philippe pendant les dix-huit ans

de son règne; je ne crois pas que ni l'Angleterre, ni la Belgique, ni la Hollande aient eu affaire avec ce personnage-là.

J'ai individuellement très-peu de goût pour M. de Bismark, cet ultra renforcé, ce ministre si peu difficile sur le choix des moyens, cet homme d'État qui a prononcé, dit-on, l'affreuse parole : « La force prime le droit! » ce diplomate enfin aux yeux duquel le but justifie tout. Je le blâme d'avoir fait une guerre injuste en Danemark [1]. Je le blâme d'avoir cultivé nos idées de compensation. Je le blâme — et ici le mot n'est pas assez fort — d'avoir énoncé, par légèreté peut-être, des vues indignes envers la Hollande [2]. Mais quand on veut nous donner à croire

1. Et de n'avoir pas exécuté l'article du traité de Prague.

2. Le bruit s'est en effet répandu que M. de Bismark avait songé à annexer la Hollande. Rien ne le prouve; l'unité allemande se trouverait compromise pour peu qu'on y mêlât d'autres nationalités. Mais si jamais cette pensée venait au ministre prussien, nous l'attaquerions avec une indignation qui porterait ses fruits. La Hollande nous est chère à plus d'un titre; elle a droit au même respect que la Belgique.

que nous faisons une guerre de vertu, que nous ne pouvons supporter que M. de Bismark soit si peu vertueux, que nous sommes des chevaliers errants, des redresseurs de torts, que notre délicatesse est révoltée parce que M. de Bismark n'est pas assez délicat, en vérité on se moque de nous.

Soyons justes; l'équité ne diminue ni les individus ni les nations.

M. de Bismark est un grand ministre, il en faut convenir. Nous avons eu des ministres faisant le métier de commis ou noyés dans de menues intrigues. Bismark et Cavour appartiennent à une autre espèce[1]; ils ont une politique nationale et poursui-

1. Le jugement superficiel qu'on porte sur M. de Cavour ressemble à celui qu'on porte sur M. de Bismark : Encore un fin joueur! dit-on. Cavour a réussi à force de finesse!

Non, M. de Cavour a réussi à force d'avoir raison. Il y a deux parties dans son œuvre, la partie énergique et belle qui tient aux vérités qu'il avait saisies; la partie misérable qui tient au trop de finesse de son esprit.

La grande vérité, c'était l'indépendance italienne et le besoin de secouer le joug autrichien. C'était aussi (et là surtout j'admire

vent l'unité d'un grand pays. Bismark est plus allemand que prussien, comme Cavour est plus italien que piémontais. Mais Bismark est supérieur à Cavour en ceci, qu'il a accompli son œuvre par ses propres forces et sans accepter le patronage de l'étranger. Homme d'une seule pensée, cette pensée le domine, et il lui appartient; sa réalisation lui paraît tellement nécessaire que plus d'une fois, il lui a sacrifié la rectitude du sens moral.

Au reste, quand il agit ainsi, sans scrupule, il le fait hardiment, effrontément, de façon que nul ne s'y trompe.

Son but, je l'ai dit, est bien plus l'unité de l'Allemagne que l'agrandissement de la Prusse.

Pour unir l'Allemagne, il fallait l'avoir avec soi;

Cavour), le sentiment que la liberté seule amènerait l'indépendance de la nation.

Quant aux négociations de Plombières, elles ont produit un assujettissement regrettable, des armements exagérés, des impôts écrasants, des finances délabrées, une attitude peu digne, excepté sous le baron Ricasoli.

de là l'affaire du Danemark qui passionnait l'Allemagne entière.

Pour unir l'Allemagne, il fallait briser la vieille machine de Francfort, supprimer le dualisme et rejeter l'Autriche vers l'Orient; de là tous les actes de 1866.

M. de Bismark est beaucoup moins un homme faux qu'un caractère quelque peu brutal. Volontiers il cassera les vitres, et s'il avance une chose inexacte, il aura soin de montrer qu'il la donne pour telle. Il a ce que j'appellerai la gaucherie anglaise; personne n'est moins diplomate dans le sens qu'on attache à ce mot. Faisant hardiment ce qu'il fait, exagérant une détermination que rien n'arrête, il n'a pas l'habileté des petites menées et des détails. Il a l'autre, la grande, celle qui voit clair devant elle et qui gouverne au but. Les Américains exercent un attrait particulier sur lui. Il ne cause avec personne aussi volontiers qu'avec Burnside ou Shéridan. Ces natures viriles, ces esprits simples et forts, dépourvus de souplesse, s'accordent avec ses propres instincts.

Gentilhomme campagnard, homme de famille, créé pour l'action, nul ne prépare moins ses phrases, qu'il s'agisse d'une convention diplomatique ou d'un discours; mais ce qu'il veut, il le veut complétement, uniquement, il le veut jusqu'au bout.

Ne faisons pas de M. de Bismark un ange, n'en faisons pas un démon. Rappelons-nous le *Moniteur* du premier empire, relisons ces modèles d'éloquence indignée au sujet des perfidies, des mensonges, des crimes accumulés de Pitt, le ministre de *l'infâme* Albion ! Aucun monstre ne lui était comparable, la guerre n'existait que par son fait. Sans lui, Napoléon nous aurait doté de la paix perpétuelle! Et la France avait fini par croire tout cela.

On a besoin d'un Bismark très-pervers tout comme il fallait au premier empire un exécrable Pitt[1]. Cela sert toujours, quitte après, la politique une fois

1. Si quelqu'un s'était avisé de dire alors que Pitt (le grand Pitt, William, le fils de lord Chatham) était l'ami de Wilberforce, qu'il se ruinait au service de son pays, qu'il mourrait pauvre et que la nation payerait ses dettes, quel scandale public !

changée et les esprits calmés, à jeter au panier ces mannequins de fantaisie.

Notez que M. de Bismark, cet ennemi juré de la France, paraît être précisément l'homme d'Allemagne qui montre le plus de modération envers la France; n'oubliez pas que la conquête de l'Alsace et de la Lorraine, ardemment adoptée par tous les Allemands, a trouvé chez M. de Bismark, dit-on, un accueil beaucoup plus réservé.

Dans l'affaire du Luxembourg il a fait retirer la garnison prussienne plutôt que d'amener un conflit. Dans l'affaire de Hohenzollern il a fait retirer la candidature.

Quelles que soient les perversités de M. de Bismark, un fait demeure acquis; nous demandions une proie, on nous l'a refusée, nous sommes partis pour l'aller prendre. Qu'il y ait là-dedans un Méphistophélès, c'est possible; mais que notre gouvernement ait eu l'innocence de Marguerite, c'est douteux.

III

LES TORTS SONT PARTAGÉS

Hé bien soit, des deux côtés il y a eu des coquins, et les torts sont partagés ! —

Je la déteste, cette thèse commode, invention de notre lâcheté. S'agit-il de la lutte des partis? personne n'est parfait, il y a du mal partout! et l'on se dispense d'apporter un énergique appui à la bonne cause.

S'agit-il de la déclaration de guerre? de part et d'autre il y a eu de mauvais procédés! et nous voilà déchargés du devoir de rechercher le juste et le vrai.

Blâmer tout le monde plaît à notre orgueil. Cela ressemble à du bon sens et à de l'impartialité. On n'est ni la dupe de l'ennemi, ni l'esclave des entraînements nationaux. Comme, nécessairement, maintes fautes ont été commises des deux côtés, on s'appuie sur une vérité incontestable. Mais la vérité vraie

n'est pas là. Les appréciations subtiles et les moralités respectives ne changent rien à la question de fait : Qui a préparé la guerre, qui a déclaré la guerre? c'est toujours là qu'il en faut revenir.

IV

LA GUERRE D'ÉQUILIBRE

On l'avoue maintenant; on a voulu la guerre.

L'équilibre européen était compromis; on a fait une guerre d'équilibre! —

C'est se tromper d'époque que de venir nous parler froidement d'une guerre d'équilibre. La conscience du XIXe siècle admet si peu de telles guerres, que dans l'énoncé de nos motifs on chercherait vainement celui-là. Pour l'invoquer, il aurait fallu s'exprimer ainsi : la Prusse est trop grande et la France ne l'est pas assez, nous faisons la guerre afin de diminuer la première et d'accroître la seconde!

L'équilibre! laissez-moi vous dire quelle France

l'aurait ramené, quelle France aurait pesé d'un juste poids en Europe : une France vraiment désintéressée et n'acceptant rien de qui que ce soit; une France donnant l'exemple du désarmement et ne craignant pas que personne vînt l'attaquer chez elle; une France répudiant les théories de compensation, tenant son territoire pour achevé et n'inquiétant aucun de ses voisins; une France attirant la confiance des neutres; une France réduisant ses budgets et ses impôts en même temps que ses armées; une France libérale et pacifique; une France inspirant l'amour et ne répandant pas la terreur.

Guerre politique, guerre d'équilibre ! admettre ces qualifications élastiques c'est admettre la légitimité de toutes les guerres, sans exception. Ne faut-il pas maintenir l'équilibre contre les changements accomplis, ne faut-il pas le maintenir contre les changements projetés, ne faut-il pas le maintenir lorsque des divisions intérieures disparaissent, le maintenir encore quand une nationalité s'affirme et s'unit?

Pour l'équilibre faire tuer deux cent mille hommes!

Et après cela, chacun le sait, l'équilibre sera dix fois plus compromis qu'avant, car il y aura un vainqueur.

V

LA GUERRE FATALE

Alea jacta est! — Il semble que ce cri de César passant le Rubicon soit devenu le mot d'ordre de notre politique de casse-cou :

Le sort en est jeté, c'était inévitable, c'était fatal, que voulez-vous ! —

Avec cette sentence on se dispense de l'examen. La guerre est-elle juste ? peu importe, elle est fatale. Les assertions de ceux qui l'ont déclarée sont-elles vraies? peu importe, l'événement est fatal. Mais cet événement, nous sera-t-il avantageux ou funeste? peu importe, c'est une fatalité. Questions de conscience, questions de bon sens, questions d'humanité, questions de prospérité publique, questions de liberté, questions de progrès, questions d'avenir, tout s'éva-

nouit en présence de l'inévitable et du fatal. Il fallait que cela arrivât! c'était écrit! Jamais musulman n'a mieux dit que nous : Allah ou Allah!

Ce fatalisme ne nous sourit que trop. La tendance en vertu de laquelle on ne résiste à rien, adorant toujours l'événement quel qu'il soit, a trouvé sa formule dans un lâche système qui a fait école chez nous. Je veux parler du fatalisme historique. Ce qui a été devait être. Les vaincus n'étaient que des obstacles sur le chemin de la sainte fatalité. Il fallait que les girondins renversassent les constitutionnels. Il fallait que les montagnards écrasassent les girondins. Il fallait que l'empire renversât la république. Ne nous parlez plus d'indépendance, l'indépendance serait une révolte contre la souveraineté du fait. En présence du fait nous ne renonçons pas seulement à nous servir de notre liberté, nous nions l'intervention de la liberté, et de la moralité par conséquent, dans les annales humaines. En face du fait, il n'y a plus ni droit ni devoir.

Fatal, inévitable, cela devait venir tôt ou tard!

En ce cas je suis de l'avis de M. Ratisbonne, il valait mieux que cela vînt tard; demain est à Dieu.

Inévitable! La guerre était si évitable au contraire, que pour ne pas l'éviter il a fallu la vouloir et la vouloir absolument.

C'est une liquidation! la situation s'embrouillait, les griefs s'accumulaient, les armements s'exagéraient, tout se tendait; un orage purifie l'air et soulage les poitrines. — Il y aurait trop à dire sur cette méthode qui nous mène à la guérison par l'agonie. En tout cas, on pouvait trouver un moyen plus simple et moins dangereux pour détendre les nerfs de la France; on pouvait respecter l'indépendance des autres peuples, laisser l'Allemagne se faire, ne préparer ni ne redouter d'agression, arriver à la paix par l'esprit de paix.

Au surplus, on ne recourt à la fatalité, cette déesse aveugle, que lorsqu'on a peur des clairvoyants. En nous invitant à nous placer au-dessus des incidents et des causes immédiates, en nous présentant comme la vraie origine de la rupture une sorte d'antagonisme *fatal* qui poussait l'un contre l'autre les deux

plus grands peuples militaires de l'Europe, les avocats de la guerre confessent naïvement que les causes immédiates leur font défaut, et que les incidents n'ont été que des prétextes. J'en prends note, car c'est justement le contraire de ce qu'on disait en commençant.

La déclaration de guerre, nous le savons à cette heure, aurait pu se rédiger ainsi : Nous n'avons été ni insultés ni menacés ; nous n'avons eu aucun motif légitime d'attaquer l'Allemagne, mais la guerre était fatale, elle devait éclater, et le moment nous a paru bon.

Ces gens-là raisonnent juste. Il était fatal et inévitable que le parti qui cherchait une revanche de Sadowa et qu'appuyait l'Empereur avec son entourage, parvînt quelque jour à découvrir l'occasion qu'il poursuivait ardemment.

Il était inévitable et fatal que se sentant en mesure ou croyant l'être, ce parti réussît à surprendre l'opinion, à soulever par un incident quelconque les passions nationales, à nous lancer dans une lutte

dont nous n'avions nulle envie et dont l'Allemagne se souciait encore moins que nous.

Tout cela était fatal et inévitable avec la loi militaire, avec les illusions chauvines, avec un gouvernement résolu à tout pour éviter la liberté, avec une chambre complaisante, avec un sénat nul, avec une opposition ayant plus de violence que de vigueur, avec l'incapacité des résistances tenaces, avec l'affaissement général.

VI

LA GUERRE, DÉRIVATIF

Bien des gens ont une excuse toute prête : La guerre est un dérivatif! —

On souffre de maux intérieurs, on a des difficultés à surmonter, on ne sait comment imposer silence à certaines oppositions, comment détourner certains courants; discuter serait chanceux, surmonter le mal par le bien exigerait beucoup d'efforts, accepter la

liberté réelle constituerait une pénible concession : vite, le dérivatif !

Les discussions à coup de canon ne coûtent que des milliers de vies ; elles écartent les bavards et mettent les libertés au rebut.

D'ailleurs ne faut-il pas de temps en temps occuper l'armée ? C'est ici une de ces grosses raisons dont on ne dit rien et qui décident tout.

L'armée, tant que le régime parlementaire n'est pas affermi, prend une importance excessive ; c'est un point d'appui auquel les gouvernements pensent toujours. Les opinions de l'armée, ses fantaisies, ses ennuis, ses glorioles et ses rivalités vis-à-vis des armées étrangères, voilà ce qu'il faut ou satisfaire ou détourner. S'il ne s'agit pour y parvenir que de bouleverser le monde, hé bien, on le bouleversera.

Ce n'est pas tout ; ne voyez-vous pas les grèves d'ouvriers, ne sentez-vous pas les approches du socialisme ? la guerre dérivatif va nous débarrasser de tout cela.

En effet ! et nos revers l'ont bien montré ! L'esprit

révolutionnaire, déchaîné par notre déclaration, a marché du même pas que nos défaites.

Quoi qu'il en soit, et la guerre dût-elle nous délivrer de tous nos périls, je n'accepte pas pour mon pays ce rôle de peste publique ; je n'accepte pas l'iniquité d'une politique qui va tuer les voisins afin de distraire la France ; je n'accepte pas cette guérison au moyen du malheur d'autrui ; je n'admets pas qu'on mène nos nationaux à la boucherie parce que notre armée a des caprices et que nos villes renferment des furieux ; je n'admets pas plus cela que je ne reconnais à un homme le droit d'en aller égorger un autre sous prétexte qu'il se sent quelque ennui, ou que ses affaires ne vont pas comme il voudrait.

VII

LA GUERRE PACIFIQUE

Arrêtons-nous un instant, et remarquons ceci : De nos jours, la guerre est devenue si contraire au sens

moral, que pour obtenir une sorte de laisser-passer, elle est obligée de prendre une peau de brebis et de se faire pacifique.

Celui qui attaque emploie toutes les tactiques imaginables pour contraindre l'adversaire à attaquer ; celui qui provoque n'a rien de plus pressé que de mettre en avant des propositions de paix inacceptables, afin de se faire refuser la paix par l'ennemi ; une fois aux prises et les furies lâchées, on ne se démonte point : la guerre va conquérir la paix !

La guerre pour conquérir la paix ! — Cette idée avait paru burlesque au moment où Victor Hugo l'énonçait à Lausanne, déclarant que pour arriver à l'état de paix définitive, il fallait une dernière guerre, formidable et concluante.

L'idée, vous le voyez a fait son chemin.

C'est si séduisant, ce programme ! Battre l'ennemi, être maître partout, au dedans comme au dehors, et réunir ensuite le rôle de pacificateur à celui de vainqueur ! Malheureusement, le programme reçoit toujours quelque accroc. Napoléon Ier, ce grand

apaiseur, a été constamment victime d'accidents pareils. Tantôt c'était l'Angleterre qui s'obstinait, tantôt quelque autre puissance qui manquait de résignation. Et Napoléon, ce pauvre poursuivant de la paix, se remettait en guerre.

Mais tranquillisons-nous : *l'avenir appartient à la paix !* —

Pourvu que dans le moment présent on se batte et l'on se massacre, les partis les plus acharnés à la guerre sont comme nous, ils n'aspirent qu'à la paix. Laissez-leur essayer quelques mitrailleuses, laissez-leur tuer quelque cent mille hommes :

> ...Après cela, mon cher, contents,
> Nous pourrons rire et prendre du bon temps!

On serait tenté de leur répondre, comme à Pyrrhus :

> Dès à présent, seigneur, sans sortir de l'Épire
> Du matin jusqu'au soir, qui nous retient de rire?

VIII

LA GUERRE LIBÉRALE

On s'est indigné, en France, parce que l'Allemagne se posait en nation prédestinée, chargée d'accomplir les desseins de Dieu.

Or c'est précisément là notre prétention. Nous ne cessons de le répéter sous toutes les formes : la France a été, est le peuple chargé de répandre les libertés, et quand elle fait la guerre, c'est la guerre libérale qu'elle fait.

Il y a là un côté vrai. Le génie de la France est essentiellement vulgarisateur et propagateur. Les grandes idées qui arrivent à la France et dont elle profite mal elle-même, elle sait les comprendre et les disséminer. Bien que les libertés modernes aient leur véritable origine en Angleterre et en Amérique, la France, on doit le reconnaître, a contribué pour sa part à les communiquer à d'autres peuples. Sans

doute elle a propagé la révolution encore plus que la liberté; sans doute elle a discrédité la liberté autant qu'elle l'a servie en organisant le despotisme sous son nom; toutefois, sans remonter à la guerre de Trente ans, qui nous trouvait du côté de Gustave-Adolphe, la France de 89 a lutté contre le passé, elle a contribué à renverser l'ancien régime, elle a délivré certains pays sujets.

Cela dit, ne nous vantons pas trop. Si nous avons émancipé Argovie et Vaud, nous avons supprimé la république de Venise et nous l'avons donnée à l'Autriche. Défenseurs de la liberté des peuples, nous avons écrasé l'indépendance nationale en Espagne, en Hollande et en Allemagne[1]. Sous la république, partis pour libérer les Belges et les Allemands, nous avons pris et gardé la Belgique, sans compter les provinces rhénanes; patrons des petits pays, personne n'en a aboli plus que nous; nul n'a plus médiatisé

1. Les peuples qui, pour recouvrer leur indépendance nationale, se sont soulevés contre nous en 1813, savent le cas que nous en avions fait.

d'États dans la Confédération germanique. Les peuples que nous sauvons se montrent peu reconnaissants, car ils versent leur sang pour se débarrasser de nous. Béranger l'affirme, il est vrai :

Les nations règnent par nos conquêtes!

Mais les nations conquises ne partagent pas l'avis de Béranger.

En tout cas, cette portion de vérité que notre 89 a mise en lumière n'avait pas besoin des baïonnettes pour pénétrer partout. Nos conquêtes ont été l'obstacle et non le moyen.

Nous parlerions plus justement si nous disions que nous avons porté avec nous nos codes, l'égalité, notre droit civil, véritables éléments de progrès.

Aujourd'hui, de quelle liberté entendons-nous, au nom du ciel, doter l'Allemagne en lui faisant la guerre? Pour donner, il faut avoir. La liberté, nous l'avons eue de 1815 à 1848, pendant la période où nos armées, par la bonne raison qu'elles n'ont pas bougé, n'ont rien porté aux autres peuples dans les

plis de leurs drapeaux. Depuis 1848 on sait ce que l'indépendance est devenue chez nous.

Dites-moi dès lors quelles libertés l'Allemagne peut recevoir de nous. Est-ce la liberté politique, la liberté du commerce, celle de la pensée, celle de la presse, ou celle de l'enseignement?

IX

LES SYMPATHIES ET LES ANTIPATHIES

Abandonnons les théories.

J'aime un tel, je n'ai pas de goût pour cet autre. J'aime les Français, je déteste les Allemands. La France a raison parce qu'elle me plaît, l'Allemagne a tort parce qu'elle me déplaît. Je m'amuse en France et je m'ennuie en Allemagne. Les livres français sont bien faits, les livres allemands sont compliqués et lourds. D'ailleurs la langue française est la mienne. Et puis j'ai rencontré sur ma route des Français agréables, j'ai trouvé des Allemands maussades. J'ai

des sympathies, j'ai des antipathies, ne m'en demandez pas plus! —

Que deviennent, je voudrais le savoir, la vérité, l'équité et le droit? Et sans l'équité, et sans la vérité, que reste-t-il ici-bas?

Quoi, il y aurait sur la terre des peuples gracieux auxquels tout serait permis, qui troubleraient impunément la paix du monde, et qu'on trouverait charmants! Avec une pareille doctrine, les peuples charmants continueront à ne pas se gêner et le monde à pâtir.

Sa grâce est la plus forte!

Cela répond à tout.

Ah! moi aussi j'aime la France, non-seulement par devoir, mais par goût. J'ai été nourri de sa littérature, je me plais dans le commerce de son esprit; sa civilisation est la mienne; par le passé, et aussi par l'avenir, je ne peux ni ne veux me séparer de ses destinées. Toutefois j'ai une façon qui n'est pas la vôtre de manifester mon amour. Envers ceux que

nous chérissons, notre premier devoir est de parler vrai. Les flatter, entretenir leurs illusions, cultiver leurs vices, les soutenir dans leurs torts, n'espérez pas cela de ceux qui aiment sincèrement. L'amour des bonnes mères se montre en ceci qu'elles sont sévères pour leurs fils ; elles ne leur passeront pas les fautes qu'elles excusent chez les autres enfants ; et c'est ainsi qu'elles font des hommes. Le procédé n'est pas différent pour faire des nations.

Si les charmes de la France légitiment sa cause, la morgue prussienne perd celle de l'Allemagne.

Les Prussiens étaient devenus trop arrogants ! — L'étaient-ils, est-on hautain et roide à Berlin ; y a-t-on des manières cassantes, se vante-t-on, le porte-t-on beau ? c'est possible. Mais quelle raison de guerre, grand Dieu !

Nous avons eu l'orgueil anglais, l'insolence autrichienne, la superbe russe, nous aurons la fierté américaine; et il me semble — ceci soit dit entre nous — que la jactance française pourrait aussi

fournir une occasion de se battre, car les propos que nous tenons sur nos voisins ne brillent pas toujours par la modestie ou par le bon goût.

Quoi qu'il en soit, voilà un peuple qui ne demandait qu'à vivre en paix ; on l'attaque, son sang coule; vaincu, on l'écrase et on le dépouille ; vainqueur, on le blâme de poursuivre ses avantages et d'exiger des conditions qui garantissent l'avenir. Ni ses douleurs ni son droit ne nous touchent. Ce peuple n'appartient pas à notre race, nous le trouvons lourd, il nous semble pédant, son langage nous agace, la question de sympathie est résolue contre lui, et, dès lors, toute question de justice disparaît.

Nous ne sommes pas au bout. Bien des gens tournent aujourd'hui le dos à la justice, tout simplement parce que les choses ont trop duré! Entendre si longtemps parler de la même guerre irrite leur système nerveux. Qu'on ne les fatigue plus de ces détails : l'équité et le droit!

Je suis de leur avis, la guerre de 1870 a trop duré;

seulement il faudrait savoir qui, de la France ou de l'Allemagne, a fait durer la guerre. S'il y a quelqu'un à qui la guerre ait duré, c'est le peuple allemand et c'est le roi Guillaume. On ne continue pas une telle campagne pour son plaisir; avec des landwehrs, cela n'est pas commode. Encore faut-il, pour que cela ne continue pas, qu'on puisse traiter; il faut être deux pour signer la paix. Le vaincu qui refuse de consentir aux conséquences de ses revers, fait aussi bien durer la guerre que le vainqueur qui exagère ses prétentions.

La France attaquée par la Prusse, la France arrivée aux portes de Berlin après avoir détruit toutes les armées allemandes, aurait certainement accusé l'ennemi de prolonger la guerre si, par son refus de céder les provinces rhénanes, la Prusse eût mis un invincible obstacle à la paix.

On abandonne la thèse, et l'on déclare avec un air de générosité qu'on est toujours pour les vaincus!

Étions-nous pour les vaincus de Solferino? étions-

nous pour les vaincus de Richemond? étions-nous pour les vaincus d'Iéna?

La pitié a son rôle, son large et noble rôle ici-bas; malheur à qui le méconnaîtrait; mais la pitié, pas plus que la force, ne saurait primer le droit.

Toute guerre fait un vaincu, un vaincu pour lequel le cœur s'émeut; toute guerre fait un vainqueur, un vainqueur qu'aisément on trouve insupportable; cela ne change rien ni aux principes ni au droit.

La justice est inviolable. Si les sympathies, si les antipathies venaient à l'emporter sur la justice, les bases mêmes de la société s'écrouleraient.

La justice est le seul flambeau qui éclaire nos chemins; quiconque l'éteint sous prétexte de sentiment se condamne à de périlleuses obscurités.

Ne nous faisons pas d'illusions; l'opinion de l'Europe n'a pas été pour nous. Informez-vous de ce qu'au moment de la guerre on pensait en Angleterre, en

Russie, en Suisse, en Belgique, en Hollande, vous saurez à quoi vous en tenir[1].

Parmi les grandes puissances, il en est une qu'on oublie trop souvent : c'est la conscience publique. Elle se manifeste dans les pays étrangers aux débats. Écoutons d'une oreille attentive le premier murmure qui se forme au loin ; nous reconnaîtrons la voix du maître au berceau : l'arrêt de la puissance souveraine qui juge en dernier ressort.

1. M. Thiers a fait plus de trois mille lieues sans découvrir nulle part une velléité active en notre faveur.

IV

LE GOUVERNEMENT ET LE PAYS

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

I

LE PAYS ÉTAIT PACIFIQUE

Je ne connaissais pas les rapports des préfets, découverts et publiés plus tard, quand j'affirmais, le 15 juillet 1870, que la déclaration de guerre ferait violence au sentiment de paix régnant dans notre pays et surtout dans nos campagnes. Les hommes sensés chez nous ne poursuivaient aucune compensation. Sadowa, — la politique de guerre y avait

pris peine, — restait sur le cœur de bien des gens; on aurait désiré sans doute la restitution de Sarre-louis, afin de compléter la défense de cette frontière et de ne pas laisser une porte ouverte en face de Metz, mais le pays se passait à merveille de la Belgique et du Luxembourg. Quant à la guerre, il la voulait si peu, que, n'ignorant aucun des actes de la Prusse, il votait dans un sens expressément pacifique. Rappelez-vous les élections générales, et les candidats obligés de se prononcer dans le sens de la paix; rappelez-vous la diminution du contingent militaire exigée par l'opinion; rappelez-vous l'isolement absolu des quelques journaux qui servaient d'organe au parti de la guerre et de la réaction; rappelez-vous le plébiscite qui jamais n'aurait été voté sans le grand mot devenu populaire : L'Empire, c'est la paix! rappelez-vous enfin la joie universelle causée par M. Ollivier, lorsque, annonçant le retrait de la candidature Hohenzollern, il déclara que cette renonciation assurait la paix.

Jamais la confiance en la paix, jamais l'attache-

ment à la paix ne s'étaient montrés si fermes. Un quart d'heure avant le manifeste de M. de Gramont, la France voulait la paix.

On nous parle du mouvement national! Ce mouvement, on l'a créé de toutes pièces; le gouvernement qui en est l'instigateur, a pris soin d'empêcher tout ce qui aurait pu modérer l'émotion en l'éclairant. Non-seulement la voix de M. Thiers est sans cesse étouffée par les clameurs de la droite dans la triste journée du 15 juillet, mais la gauche réclame en vain la communication des dépêches contenant *l'insulte;* cette demande est repoussée au scrutin, l'examen parlementaire est absolument supprimé.

Savez-vous pourquoi on a enlevé le vote de la guerre en quelques jours, je me trompe, en quelques heures. on tenait avant tout à ne pas nous donner le temps de réfléchir. Vis-à-vis de la Prusse, quelques jours de retard n'étaient rien, la lenteur des premiers préparatifs l'a bien montré; vis-à-vis de la France, quelques jours de retard, c'était tout. Si on laissait à la France le loisir de se rendre compte et de discuter,

si on ne la plaçât pas sur le champ en face de l'irrévocable, si on lui permettait de découvrir ce que valaient les prétendues insultes et les prétendues menaces de la Prusse, le sentiment pacifique se réveillait et le parti de la guerre manquait son coup. Ceux qui ont essayé, comme moi, de faire entendre même sous la forme la plus modérée, un mot dans le sens de la paix, savent contre quels obstacles ils se sont heurtés.

La nation a été entraînée; bien des peuples l'auraient été comme elle, surtout ceux qui n'ont pas fait l'austère apprentissage de la liberté. Des paroles enflammées apportées par un ministre, un ultimatum dès le premier mot, la menteuse nécessité de relever un outrage, de prévenir une agression; puis, avec une précipitation vertigineuse, avec la hâte d'un parti enfiévré qui croit l'occasion bonne et qui craint qu'un instant d'arrêt le ramène en arrière, la guerre déclarée, la guerre commencée, l'ennemi en France, le péril national proclamé, l'armement des masses, voilà ce qui a précipité la France dans cet enfer.

Ceci posé, et la responsabilité de l'initiative étant mise tout entière à la charge du gouvernement, du parti militaire et clérical, un fait demeure certain : notre défaillance nationale et le silence universel. Pas une résistance, pas une opposition! pas un de ces grands amis de la paix ne sait envoyer un télégramme à son député pour lui recommander la paix! aucun de ces journaux partisans de la paix n'ose insérer une soudaine explosion d'indignation et de colère! On subit, on se laisse faire et on laisse faire.

La France voulait la paix, je le crois; mais en France il y a deux France, celle qui lance, celle qui s'abandonne.

Après le gouvernement, Paris a donné le signal. Quand le gouvernement et Paris se trouvent en opposition, certaines sottises sont évitées; quand le gouvernement et Paris s'accordent, il y a là une puissance invincible qui étouffe toutes les voix. Paris crie, chante, hurle; la passion militaire embrase le corps législatif, le sénat, les rues, les théâtres; de proche en proche elle gagne les départements. La

province était pacifique, mais elle est lente, mais elle est habituée à suivre l'impulsion, mais elle n'a trouvé d'appui nulle part. D'ailleurs, il faut bien le dire, les pacifiques ne sont pas bruyants, et chez nous on obéit toujours. La classe des cultivateurs a pris feu la dernière. Fait remarquable, les soldats, qui sont les paysans sous l'uniforme, ont été de tous les moins ardents.

Le gouvernement et Paris ont la responsabilité de ceux qui entraînent, le pays a la responsabilité des entraînés. Le pays était opposé à la guerre; toutefois le pays n'a rien dit, et le pays a tout endossé. Plus il voulait la paix, plus il est responsable de la guerre; les crimes qu'on accomplit les yeux ouverts, sachant bien ce qu'on fait, sont les pires de tous. Dire : j'étais, au fond, pour la paix, ne peut servir d'excuse; ce qu'on est au fond, il faut l'être à la surface. Les majorités qui ne parlent ni n'agissent ne comptent point. Tant que l'esprit d'indépendance n'aura pas pris pied chez nous, nous passerons notre temps à avoir ces deux choses : des majorités très-sensées

qui obéissent, des minorités très-absurdes qui mènent.

Et l'étranger aura parfaitement le droit de soutenir que la nation répond de ses actes, que les menés sont aussi coupables que les meneurs.

Qui croira, d'ailleurs, qu'au XIXe siècle, un souverain en Europe puisse déclarer une grande guerre lorsque décidément le pays n'en veut pas!

Ce qui reste humiliant pour nous, c'est la promptitude extrême de nos revirements. Éternels phraseurs, — et de plus, phraseurs sincères, ce qui est l'idéal du genre, — nous avons parlé avec un véritable enthousiasme de la paix, nous avons écrit ces pages éloquentes qui s'appellent *le Conscrit* et *Waterloo*; puis, du jour au lendemain, le vent ayant tourné, nous entamons une guerre de race, une guerre européenne, une guerre sans limite, nous l'entamons avec une sincérité non moins grande, avec une légèreté qu'on n'apporterait pas à l'examen du moindre intérêt local. Et il n'y a pas à le nier; notre ivresse, la guerre à peine déclarée, notre infa-

tuation pendant tout son cours, notre détermination de croire à des succès mensongers, notre rigoureuse hostilité envers les Allemands établis en France, tout cela s'est étalé dans les journaux qui ont le plus de lecteurs et d'acheteurs, et qui semblent, par conséquent, avoir le mieux exprimé le sentiment général[1].

Hé bien seigneur, enlevons Hermione!

Cette citation suffit à M. Ratisbonne : Nous avons fait nos objections à la guerre, nous avons trouvé qu'elle était injuste et funeste; la guerre — Oreste, si vous voulez — ne nous a pas écoutés, et prenant bravement notre parti, nous nous déclarons prêts à enlever Hermione!

Avouons-le, les Oreste ne perdraient rien à rencontrer des Pylade moins complaisants.

Nos désastres accomplis, il s'est trouvé que personne n'avait voulu la guerre. L'empereur ne la vou-

1. Le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Paris-Journal*.

lait point, il a cédé au mouvement national. L'opposition du corps législatif ne la voulait point, et le corps législatif, on ne sait comment, l'a votée à l'unanimité. Les provinces ne la voulaient point; elles se sont laissé égarer par Paris. Paris ne la voulait point, les gamins seuls l'ont acclamée. Le parti de la guerre ne la voulait pas davantage, ni le parti clérical, ni personne!

La guerre s'est faite toute seule.

II

LE PARTI DE LA GUERRE

Nous avons en France ce qu'on rencontre aussi, par malheur, chez d'autres nations, un parti militaire.

Si peu nombreux qu'il soit, le parti militaire a toujours des chances de réaliser à un moment donné son idée fixe, tant il est influent en haut lieu, tant il est obstiné, tant il est habile à entretenir les passions et

les inquiétudes, à empêcher la pacification des esprits.

Depuis plusieurs années, surtout depuis Sadowa, nous avons vu constamment figurer en face de la grande opinion nationale qui voulait la paix, ce petit parti très-bruyant, très-persévérant, très-puissant qui voulait la guerre. Il est organisé, il n'a cessé d'agir avec cet ensemble de gens qui savent ce qu'il leur faut et où ils vont. Armements, lois militaires, incessantes difficultés au dehors, craintes de l'Europe entretenues avec soin, excitation de l'armée, il n'a cessé de préparer son œuvre au milieu du pays pacifique mais indolent, qui ne songeait pas à organiser un parti de la paix.

Le pays, bien que pacifique, était cependant excitable et irritable; on y avait pris peine. La politique de guerre, pendant cinq ans, avait poursuivi son œuvre infernale, nous inoculant le virus des passions jalouses et les haines du faux patriotisme. La surprise de juillet eût été impossible sans cette patiente opération. Que M. de Bismarck ait con-

tribué à surcharger notre ciel de nuages électriques, je n'en disconviens pas; mais c'est le parti militaire qui a préparé et qui a déchaîné les foudres.

Il suffit d'avoir lu certains journaux pour comprendre comment, à un instant donné, quand les circonstances ont paru favorables, la politique de guerre d'un petit nombre d'hommes déterminés s'est brusquement substituée à la politique obstinément mais mollement pacifique de la nation tout entière. Vous n'avez pas oublié les cris de ces journaux après Sadowa, leurs cris lors de l'affaire du Luxembourg, lors des chemins de fer belges, même à propos du Saint-Gothard! Tout leur était occasion. Étonnez-vous, après cela, de la réponse insosente adressée par le parti de la guerre au suffrage universel!

Le suffrage universel venait de dire : Je veux la paix.

La politique de guerre lui répond : Tu n'auras pas la paix!

Et nous, avec l'ensemble docile d'un peuple admi-

nistré et enrégimenté, nous avons accepté cela.

Nos ministres de la guerre, depuis Sadowa, ont été des gens fort honorables sans doute, mais qu'on redoutait instinctivement chez nous, et dont les plans ardemment poursuivis dans l'ombre inquiétaient la France au moins autant que l'étranger. Chacun l'a remarqué, le parti qui nous a jeté dans la guerre, a formé lui- même le ministère qui a fait la guerre; il exécute son programme, et je trouve que cela vaut mieux[1]!

Ne confondons pas le parti de la guerre avec les rangs inférieurs de l'armée. Personne moins que l'armée n'a été enthousiasmé par la déclaration.

1. On a beaucoup dit (mais je ne veux rien affirmer) qu'un des motifs déterminants de la guerre a été la nécessité absolue où l'on se trouvait de noyer maints tripotages dans le déluge des grosses dépenses qu'entraîne la guerre.

La liste civile en particulier aurait fait plus d'un emprunt aux fonds militaires, et l'on craignait le moment où, par l'effet des formes constitutionnelles qui avaient été établies, viendrait un examen sérieux écarté jusqu'alors.

Il n'y aurait donc plus eu un moment à perdre.

Quant aux officiers, c'est une autre affaire. Il y a là une carrière, ce mot dit tout en France. Une carrière! cela fait taire toute autre considération. La Crimée, l'Italie, le Mexique, la Cochinchine, étaient déjà bien loin. Les insurrections se faisaient rares en Algérie; la vie de garnison est assommante, et malgré l'intermède des camps de Châlons, on se serait vite dégoûté si l'on n'avait parlé entre soi des perspectives, que dis-je, des espérances de la guerre prochaine avec les Prussiens. La guerre, n'est-ce point la récolte des grades et des décorations, sans compter l'honneur et les bulletins?

D'ailleurs la rivalité de gloire prend vite les caractères de la passion. Il s'agit décidément de savoir laquelle des deux armées vaut le plus. A force de nous dire que nous n'avons pas de rivaux en Europe, nous ne supportons plus même la pensée d'égalité. Ces idées et ces jalousies, nos ministres de la guerre en ont toujours été les interprètes convaincus. Celui qui a lancé la déclaration rayonnait. Qu'est-ce que cela prouve? que le maréchal Lebœuf soit un méchant

homme? nullement; cela prouve qu'il existe encore un courant de pensées auquel, Dieu merci, nous sommes devenus parfaitement étrangers.

Ce courant, on le trouve en d'autres pays. Les camarillas militaires en Autriche et en Italie n'ont cessé de menacer la paix. Dans les pays médiocrement libres et latins, on n'a cessé de voir, comme chez-nous, d'un côté une nation unanimement pacifique, de l'autre un parti de la guerre s'agitant autour du souverain, inquiétant tout le monde et préparant des catastrophes. Saura-t-on jamais quelle part de responsabilité revient aux camarillas militaires d'Autriche et d'Italie dans notre criminel coup de tête de juillet[1]? Certainement plus d'une parole partie de Florence ou de Vienne, plus d'un encouragement ressemblant à une promesse a dû flatter nos illusions et nous lancer. Il va bien sans dire, d'ailleurs, que

1. Le duc de Gramont arrivait de Vienne. Les journaux de Vienne, les versions de Vienne, les désirs de revanche de Sadowa qui venaient de Vienne, tout a contribué plus qu'on ne l'imagine à souffler le feu.

lorsqu'elles ont vu nos désastres, l'Autriche et l'Italie ont pris le ciel à témoin de leur innocence et de leur esprit de paix : « Je ne connais pas cet homme-là ! »

III

L'EMPIRE, C'EST LA GUERRE

On ne cueille pas des raisins sur des épines. On ne cueille pas la paix sur un Bonaparte, encore moins la liberté.

Chaque famille a sa tradition ; or cette tradition s'impose bien plus qu'on ne le croit ; elle agit non-seulement sur la personne qui règne, mais sur la nation, mais sur les fonctionnaires, mais sur l'armée, mais sur les pays étrangers, mais sur les rapports diplomatiques. On s'attend à certains événements, on les suppose d'instinct, on les redoute ou on les désire ; en tout cas on les voit, même quand ils n'existent point, et à force de les attendre, on les réalise.

Disons-le à titre d'excuse, un souverain qui réagit contre les traditions de sa famille accomplit une œuvre difficile; ne lui soyons pas trop sévères quand il échoue.

Je désire pour ma part être juste envers Napoléon III. Les hommes serviles naguère vis-à-vis de l'empire et maintenant prodigues d'injures envers l'empereur me font éprouver un dégoût profond. Quelle que soit la brusquerie de nos revirements — et nous en trouverions trois ou quatre bien complets, sans remonter à plus d'une année — celui-ci a un caractère particulièrement odieux. La chute d'un souverain est selon moi une invitation à l'indulgence, ou tout au moins à une scrupuleuse impartialité.

Si le 2 décembre, l'empereur s'est rendu inexcusable par la violation de son serment, n'oublions pas que les menaces de la république rouge donnaient à la politique de l'ordre, quelle qu'elle fût, une véritable valeur. On peut ne pas aimer les rhumes et les préférer aux fluxions de poitrine.

La guerre de Crimée, la guerre d'Italie gâtée

après coup, ont eu leur caractère généreux. La liberté de commerce est un grand acte.

Reconnaissons les torts de l'empereur, ne les exagérons pas. Personne n'a été moins chauvin que lui; moins que personne, il a rêvé le Rhin; plus que personne il a accepté la grande Italie et la grande Allemagne. Son esprit, remarquablement libre de préjugés, rejetait volontiers l'ancien système d'équilibre européen, comme il avait rejeté les anciennes idées de protection commerciale. Sa politique manque d'idées générales exécutées avec suite et marquant l'unité dans les vues et dans la direction. La seule idée générale qui se dégage nettement, c'est celle de la résurrection du monde latin, c'est celle d'une digue opposée à l'expansion croissante du monde anglo-saxon et protestant. On la doit à l'impératrice et au parti clérical. Indépendamment du secours armé donné au catholicisme par l'occupation de Rome et l'expédition de Cochinchine, cette politique nous a procuré la campagne au Mexique, elle a failli nous procurer la guerre avec les États-Unis, elle nous a dotés de la guerre

d'Allemagne ! Ne faut-il point arrêter dans son ascendant et dans ses progrès ce monde anglo-saxon qui en Amérique fonde une nation si puissante, qui ose en Europe fonder une autre nation très-puissante aussi ?

Les gouvernements libres sont seuls pacifiques : à défaut de liberté, on fait la guerre. En accroissant les armements, en ayant toujours la main sur la garde de son épée, en entretenant des craintes vagues, en faisant planer des menaces sur la paix de l'Europe, le gouvernement impérial atteignait ce but infiniment cher à la vanité française, de maintenir la France à l'état de pays redoutable que l'on courtise, que l'on ménage, auquel on attribue sans cesse d'effrayants desseins.

L'empereur venait de s'engager, il faut s'en souvenir, dans une voie qui, pour peu que l'on continuât à la suivre, menait droit au gouvernement parlementaire, à la bête noire, à nous passer des constitutions impériales. Après un premier effort pour s'arrêter sur ce chemin — le plébiscite — il était évident qu'on en tenterait un second ; et quel moyen de réaction

peut valoir la guerre? Le plébiscite d'ailleurs avait produit une espèce d'enivrement. On se sentait en veine de bonheur, on ne doutait pas que la victoire en Allemagne ne vînt s'ajouter à la victoire en France. Dans ce cas, voyez la situation! Pour les uns, pour les naïfs, le triomphe de la paix et de la liberté. Pour les autres, pour les habiles, l'affermissement des influences militaires, la déroute définitive du parlementarisme dont on n'avait que trop supporté les approches en accueillant pour quelques jours son porte-drapeau, M. Emile Ollivier.

Rappelons aussi la caserne du prince Eugène, le nombre assez considérable de *non* fournis par elle et par d'autres casernes lors du vote plébiscitaire. Soyez-en certains, ceci n'avait point passé inaperçu; la guerre qui a suivi de si près tient en partie à ces votes-là.

Elle tient encore à l'âge, aux infirmités de l'empereur. Voulant commander — il s'agissait de sauver l'intérêt dynastique — l'empereur n'avait pas de temps à perdre : il fallait présenter le jeune prince à

l'armée, il fallait le promener dans les camps, il fallait le montrer aux soldats, il fallait préparer la transmission de la couronne, il fallait surtout faire son métier de Bonaparte et s'appuyer sur ce qui a toujours fait la force des Bonaparte, l'armée, les victoires, l'agrandissement territorial, ce que nous appelons : notre prestige.

A peine la campagne commencée, l'empereur, soit défaillance, soit pressentiment, fait dire partout qu'il ne veut pas la guerre, que le sentiment national l'entraîne, que le pays lui a *glissé des mains*. Cette excuse, préparée déjà dans la proclamation qui précédait les hostilités, n'a aucune valeur. Ne laissons pas déplacer la vérité. On n'est pas entraîné quand on dispose d'un pouvoir absolu. Si l'on est opposé à la guerre comme l'empereur prétend l'avoir été, on ne la fait pas proposer par ses ministres. On n'entraîne pas, soi, une nation entière qui voulait la paix.

A qui fera-t-on croire que le duc de Gramont ait rédigé sans instruction formelle ce premier discours qui contenait tout? L'empereur l'a-t-il réprimandé?

L'empereur l'a-t-il désavoué? L'empereur l'a-t-il fait entrer dans une voie meilleure?

Pauvre empereur entraîné, dont les ministres commencent et continuent de la sorte, dont les ministres étouffent toute discussion, refusent toute communication, précipitent les choses de façon à rendre impossible tout retour à la paix!

Que l'empereur ait été entraîné par son entourage, à la bonne heure; mais c'est l'empereur entraîné qui a entraîné le pays.

L'excuse, au bout du compte, même quand elle était fondée, n'a jamais justifié les souverains. Le premier devoir d'un empereur ou d'un roi est de résister absolument lorsqu'il s'agit d'un acte coupable. Charles IX est demeuré responsable de la Saint-Barthélemy, Henri III est devenu responsable de la ligue quand il a fait le beau coup de s'en déclarer le chef. Et cependant quelle différence entre Napoléon III, pouvant s'appuyer sur la nation pacifique dont le vote venait de consacrer une fois de

plus son autorité, et ces pauvres Valois maladifs, élevés par Catherine de Médicis, et voyant en face d'eux un pouvoir plus grand, plus national que le leur, celui de la ligue et des Guise!

Notre sang a inondé le pays, nos campagnes sont dévastées, nous subissons des humiliations, de brillantes lumières s'éteignent. Celui qui a déclaré la guerre a fait cela.

Ne nous en étonnons point; il est dans le caractère des Napoléon de détruire la paix et de nous diminuer.

Le second empire a trouvé moyen de tomber comme le premier, au milieu des malédictions des familles.

Le 2 août, on donnait au prince impérial la petite représentation de Sarrebruck.

Le 2 septembre, on capitulait à Sedan.

V

NOVATION PRÉTENDUE APRÈS SEDAN

I

APRÈS SEDAN

La plus étrange thèse et la plus généralement admise est celle qui veut que l'Allemagne ait eu raison jusqu'à Sedan, ait eu tort depuis Sedan.

Jusqu'à Sedan, l'Allemagne avait affaire à l'Empereur, depuis Sedan, elle avait affaire à la nation, dès lors, l'Allemagne provoquée, ensanglantée et victorieuse devait retourner dans ses foyers, sans poursuivre ses avantages, sans exiger de garanties,

heureuse de nous avoir débarrassés de notre Empereur, certaine, par conséquent, que cela suffisait à la sécurité de ses frontières !

C'est l'empire qui a fait la guerre, ce n'est pas la France ! — Voilà ce qu'on dit.

L'Empire l'a déclarée, la France l'a adoptée.

Tout pays d'ailleurs est solidaire des actes de son gouvernement.

Les pays qui ont une représentation nationale et le suffrage universel par-dessus le marché sont encore moins autorisés que d'autres à se laver les mains des actes accomplis en leur nom et avec leur concours.

Ce n'est pas nous! C'est Louis XIV, c'est Napoléon Ier, c'est Napoléon III ! — Demandons-nous un seul instant ce que nous penserions d'un très-puissant voisin, qui nous ayant écrasés à plusieurs reprises, viendrait nous dire après : Ce n'est pas moi, ce sont mes rois et mes empereurs ! Il est vrai que je les ai suivis et acclamés; leurs victoires et leurs conquêtes sont le fond de ma gloire nationale ;

je n'ai cessé d'en désirer de nouvelles; n'importe, une fois la forme du gouvernement changée, vous devez croire que la nation l'est aussi; réclamer une garantie contre mes continuelles attaques, ce n'est plus vous défendre, c'est m'attaquer!

On dit : Nous avons renversé l'empire! — Celui qui l'a renversé, c'est le roi de Prusse. Vous n'avez pas ôté l'empire, ce sont les Allemands qui vous l'ont ôté. Ce que M. Gambetta proclamait à l'hôtel de ville, l'armée ennemie venait de le faire à Sedan. Il importe d'établir une vérité que notre vanité nationale a plongée dans l'oubli le plus absolu.

La République une fois installée, tout se transforme.

En vertu de notre nouvelle doctrine, sitôt qu'un pays provocateur change de gouvernement, l'ennemi doit arrêter sa marche et ses succès. S'il les poursuit, il se fait agresseur. La solidarité nationale n'existe plus. Chacun de nos gouvernements successifs ne répond pas de son prédécesseur, et l'étranger com-

met un crime quand il ne fait point volte-face en présence d'une de nos révolutions. Empire, nous avons déclaré la guerre, République, nous interdisons au vainqueur d'avancer. Pourquoi ne redeviendrions-nous pas Empire afin de recommencer dans de meilleures conditions?

Supposez la république proclamée chez nous au milieu de nos victoires au lieu de l'être au milieu de nos défaites; croyez-vous qu'elle eût infligé à notre armée la douleur de rebrousser chemin? Cette république-là, tout comme la première, aurait continué sa marche et pris le Rhin.

Supposez qu'attaqués injustement par l'Allemagne, menacés de l'enlèvement de nos provinces et du siége de Paris, nous eussions, au prix d'immenses sacrifices, reporté la guerre en Prusse! Tout à coup, le roi Guillaume étant fait prisonnier par nous, on proclame la république à Francfort; l'Allemagne nous somme de vider son territoire sans raser une forteresse, sans garder un pouce du sol! Et cette Allemagne s'est levée tout entière contre nous, et cette

Allemagne a crié : à Paris! et cette Allemagne a cruellement expulsé nos concitoyens, et cette Allemagne n'a cessé de nous envahir, et cette Allemagne, aujourd'hui républicaine, demain se refera impériale pour nous provoquer de nouveau.

Que voulez-vous, ce mot, la république! répond à tout. La France n'a plus aucun tort. L'Allemagne n'a plus aucun droit. Dès qu'apparaît la république, toute résistance devient impie; une guerre légitime se transforme en sacrilége; la sainte république a parlé, il ne reste au vainqueur qu'à se courber, le front dans la poussière.

Cette proclamation de la république a produit en Europe deux effets qu'il importe de constater. D'une part, le ralliement de tous les adhérents du radicalisme et du socialisme, de tous les partisans de l'esprit révolutionnaire. D'un bout de l'Europe à l'autre, ils ont obéi au signal donné. En un seul jour bien des journaux se sont brusquement tournés vers la France, bien des démonstrations populaires ont éclaté contre l'Allemagne.

D'un autre côté, si le parti du désordre nous a acclamés en tout pays, en tout pays aussi les amis de l'ordre se sont mis sur leurs gardes. Si au premier moment et par une sorte d'enfantillage le nom de république a grisé les nations libres, s'il a brouillé un instant les notions du juste et de l'injuste, s'il a égaré l'opinion, s'il a fait paraître le blanc noir et le noir blanc, nul ne s'y est longtemps trompé, le drapeau avait une couleur trop significative, les faits n'ont que trop démontré la distance qui peut exister entre le mot et la chose.

Notre prétention d'arrêter l'Allemagne à partir de Sedan est entièrement fondée sur cette assertion, que le parti républicain a blâmé la guerre, et que le parti républicain l'a désavouée.

Encore un coup, personne en France, personne à l'étranger ne se souvient de ces protestations qui auraient dû remplir les séances du Corps législatif et envahir les colonnes de nos journaux. Tout le monde se rappelle au contraire la violence avec laquelle le

parti républicain a réclamé l'expulsion des Allemands, a crié à l'espion, a hurlé : le Rhin !

Vous dites que la république n'a pas voulu cette guerre! Je serais bien surpris si les hommes qui ont violé l'enceinte du Corps législatif pour installer la république n'étaient pas précisément ceux-là mêmes qui faisaient chorus avec les meneurs impériaux[1].

La république, quelle que soit son attitude, ne passera jamais pour une garantie de paix. Les Allemands le savent mieux que nous. Notre première république a porté la guerre en Italie, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Allemagne; ces choses-là ne s'oublient pas; république ou dynastie napoléo-

1. On a violé l'enceinte du Corps législatif. Quant au Sénat, *on n'y a pas songé*. Les pères conscrits attendaient l'ennemi sur leurs chaises curules. Mais les Gaulois ont oublié de venir.

Rien ne peint mieux l'insignifiance absolue à laquelle on avait réduit un corps renfermant des illustrations, mais destiné à ne résister jamais. Il semble que cette maladie qui nous gagne, l'impossibilité de la résistance, ait trouvé dans le Sénat sa personnification idéale; il a voulu le despotisme, il a voulu les réformes libérales, il a voulu la guerre, il a tout voulu au moment précis où il convenait de vouloir.

nienne, il y a toujours de l'invasion là-dessous. Et quand la république propose de remplacer la guerre des rois par la fraternité des peuples, je ne crois pas que ce soit beaucoup plus rassurant. Nous n'avons plus d'empereur, n'ayez plus de roi! Avouez que la perspective est séduisante pour les rois de Prusse et de Bavière, pour les empereurs d'Autriche et de Russie, et que cela nous présage un temps de bonheur et de paix!

Mais, dit-on, le roi Guillaume dans sa proclamation a déclaré qu'il faisait la guerre au gouvernement, non au pays. — Le roi Guillaume n'a pas déclaré cela le moins du monde; il s'est, d'après l'usage suivi en pareil cas, engagé à faire la guerre aux armées, non aux bourgeois. Ceci ne saurait diviser la guerre, ni l'arrêter une fois qu'elle est commencée. Les armées entament la campagne; la nation loin de résister applaudit à la guerre, s'associe à la guerre, pousse et soutient la guerre, dès lors la nation est mal venue à réclamer une paix sans conditions.

D'ailleurs, entre la déclaration du roi de Prusse et l'avénement de la république, deux faits nouveaux sont survenus. Le premier se nomme le sang; le sang allemand qui a coulé avec une abondance que personne n'avait prévue. Le second fait s'appelle le peuple; le peuple allemand condamné par nous à d'effroyables sacrifices et dont les femmes et les filles sont couvertes d'habits de deuil. Le peuple allemand a fait sa déclaration, lui aussi. En face de la guerre adoptée, acclamée par le peuple français, le peuple allemand a déclaré que les cadavres de ses fils exigeaient autre chose qu'une révolution à Paris.

Désabusons-nous. Ce n'est pas le roi de Prusse, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le grand-duc de Bade qui ont poursuivi la guerre; c'est avant tout le peuple d'Allemagne qui s'est levé contre notre agression et qui veut marcher jusqu'au but.

Il est assez étrange qu'on l'oublie par ce temps de suffrage universel, les peuples ont aussi quelque chose à dire.

La guerre commence entre gouvernements, elle

continue entre nations. Si la France avait désavoué l'Empereur, si une forte opposition avait stigmatisé la guerre dans le Corps législatif et dans le pays entier, ou la guerre n'aurait pas eu lieu, ou l'Empereur succombant sous le poids de la réprobation nationale serait tombé par notre fait. Dans ce cas, le roi de Prusse, n'ayant plus devant lui le gouvernement impérial, et n'ayant pas devant lui la nation aurait dû s'arrêter.

En présence d'un pays qui n'a rien empêché, qui a tout adopté et qui n'offre rien, le roi de Prusse ne pouvait faire que ce qu'il a fait : avancer.

Pourquoi les soldats allemands et français s'embrassaient-ils après Sedan? Parce qu'ils croyaient la France assez sensée pour accepter les conséquences du désastre. On sait comment le gouvernement républicain a fait tomber ces espérances : *ni un pouce ni une pierre!*

Or voici le résultat d'un tel entêtement : le nombre de nos prisonniers doublé, nos places fortes capitulant l'une après l'autre, notre gouvernement à Bordeaux,

nos armées de secours dispersées, Paris pris, Paris insurgé!

Vous vous rappelez le marché de la Sibylle. Elle arrive avec ses trois livres; Tarquin, à qui elle en propose l'achat, les trouve trop chers. La Sibylle en brûle un et demande le même prix des deux autres; Tarquin se récrie plus fort. La Sibylle en brûle encore un et demande le même prix du dernier; cette fois Tarquin s'exécute et paye ce qu'on veut.

Ne trouvez-vous pas que cette histoire est un peu la nôtre? Encore n'est-il pas vrai que pour nous le prix soit resté immuable. A chaque retard, sans compter nos vies, nos ravages et nos défaites, les prétentions de l'ennemi se sont accrues de ses victoires.

II

NOUS SOMMES ENVAHIS

Nous sommes envahis! Tel a été le cri général depuis Sedan.

Nous leur avons déclaré chevaleresquement la

guerre, et ils nous ont répondu par l'invasion ! — Ce serait burlesque si ce n'était lamentable.

Entre la poursuite d'une guerre qui nécessairement amène le vainqueur sur le territoire ennemi et la conquête, il y a une distinction fondamentale à établir. La guerre de conquête est abominable, la conquête opérée par l'attaquant est abominable, la force y écrase décidément le droit, les populations y sont enlevées l'épée à la main comme des troupeaux par des brigands ; tous les principes du monde moderne, tous les intérêts protestent contre un tel attentat.

La conquête opérée par l'attaqué prend un tout autre caractère ; c'est une conquête défensive ; ce n'est pas la conquête. Ici le droit se dresse précisément contre la force. Ici la population détachée de son ancienne patrie a su quelles chances elle avait acceptées en attaquant. Ici la paix est intéressée à ce qu'un châtiment sérieux atteigne ceux qui la troublent d'un cœur léger.

La guerre, on ne saurait trop le répéter, entraîne ses conséquences, et quiconque se bat s'expose aux

suites de la défaite. Je comprends la douleur, je ne comprends pas la colère. Celui qui attaque doit s'attendre à être attaqué, celui qui voulait envahir doit s'attendre à être envahi. Quand on s'est proposé d'entrer dans un pays voisin et qu'on lui a déclaré la guerre, aucune loi divine ou humaine n'interdit à ce pays de devenir envahisseur ; il faut de toute nécessité qu'une des armées recule et que l'autre avance.

Un ancien officier supérieur parlant non en homme politique mais en homme de guerre le disait devant moi : déclarer la guerre à un voisin, c'est l'inviter à venir chez nous. — Une guerre où l'attaquant refuserait à l'attaqué le droit d'entrer chez lui, ressemblerait à un duel où l'un des adversaires stipulerait que les balles n'envahiraient pas sa personne.

C'est égal, c'est l'invasion, comme au temps d'Attila! —

Hélas oui, et comme au temps du premier empire! Aujourd'hui comme alors l'invasion chez soi est la conséquence, tantôt prochaine, tantôt lointaine, de l'invasion chez autrui. Nous étions partis pour Berlin,

les Allemands viennent à Paris; nous prétendions prendre les provinces Rhénanes, les Allemands nous prennent l'Alsace et la Lorraine.

On ose soutenir à cette heure que si la France avait remporté la victoire et marché jusqu'à Berlin, l'Europe ne lui aurait pas *permis* de prendre les provinces rhénanes! — Où donc se serait-elle trouvée, cette nation héroïque qui aurait arrêté la volonté de la France, devenue par ce dernier triomphe une puissance gigantesque? Les seuls peuples capables de résister, les Allemands, auraient été anéantis. La Russie ne craint pas les annexions françaises, et les eaux troubles lui plaisent. L'Autriche aurait été ravie. L'Italie et l'Espagne auraient secondé l'ascendant renaissant des races latines. Quant à l'Angleterre, on sait jusqu'où vont ses interventions. La grande difficulté eût été de ne pas réaliser à la lettre les frontières du Rhin, en suivant ce fleuve jusqu'à la mer et en joignant aux provinces rhénanes le Luxembourg et la Belgique; l'Europe aurait cru faire un effort inouï si elle avait obtenu cela. Notez que nous serions

parvenus, au besoin, à faire voter les populations rhénanes, luxembourgeoises et belges.

Point de conquêtes! civilisation! liberté! — Ces grands mots viennent assez mal après quatre ans passés à poursuivre une compensation, après la déclaration de guerre enlevée en cinq jours!

Nous ne préparions pas l'invasion! — Je voudrais bien savoir alors en quoi consistait notre plan de campagne. Voulions-nous que la guerre se fît chez nous? pensions-nous la maintenir au point mathématique où finit la France et où commence l'Allemagne?

Parlons sérieusement, nous partions pour arriver chez le voisin. Dans nos cantons agricoles, où l'on avait vu la guerre avec défaveur, il n'est pas un cultivateur sur cent qui, la guerre une fois entamée avec l'Allemagne, ne trouvât très-simple d'acquérir le Rhin. Très-vite et partout le *Rhin* de Musset est venu se joindre à la Marseillaise :

> Nous l'avons eu, votre Rhin allemand!

Nos soldats le chantaient, nos journaux le répé-

taient, il n'a pas tenu à nous que ce ne fût une vérité.

Nous avons la prétention d'être une nation à part. Ce que nous infligeons aux autres, les autres ne sauraient nous l'infliger sans commettre une sorte de sacrilége.

La France, dans l'enivrement des victoires de l'empire, s'était naïvement posée en reine de l'Europe. Elle pouvait tout se permettre envers ses sujets, ceux-ci ne devaient rien se permettre envers elle. Elle avait levé des contributions de guerre sur tous les pays, mais quand on en leva sur elle, ce fut un crime. Elle avait dépouillé de leurs statues et de leurs tableaux toutes les capitales de l'Europe, mais quand les pays dépouillés reprirent leurs tableaux et leurs statues, cela s'appela *la spoliation des musées*. En 1814 l'invasion révolta la France comme une inqualifiable insulte, et la France avait passé dix années à envahir tout le monde. En 1818, l'occupation parut à la France un attentat, et la

France avait occupé à tour de rôle tous les pays de l'Europe autrefois indépendants.

Il nous est resté beaucoup de cette outrecuidante candeur. Enlever des provinces à la France, c'est odieux; il n'est pas odieux d'en enlever à l'Allemagne[1]. Nous parlions de nos frontières naturelles du Rhin, cela nous paraissait fort simple, il nous

1. Les Allemands trouvent étrange ce principe qui peut se définir ainsi : Le territoire sacré de la France! Ils trouvent que le territoire de l'Allemagne est pour le moins aussi sacré.

On soutient chez nous qu'enlever une province à la France, c'est accomplir un acte beaucoup plus grave que celui que nous avons commis lorsque nous avons enlevé des provinces aux Allemands! En effet, dit-on, l'unité française est faite, l'unité allemande n'existait pas.

En tout cas, l'unité prussienne existait quand nous prenions des provinces à la Prusse : l'unité autrichienne existait lorsque nous prenions des provinces à l'Autriche.

Quand nous avons conquis l'Algérie, nous avons soumis à un joug étranger un peuple qui le repoussait avec horreur.

Quand nous avons désiré la conquête du Rhin, quand nous avons applaudi à nos écrivains populaires qui la réclamaient tous, quand nous avons admis cette conquête comme fruit naturel des victoires que nous allions remporter en Allemagne, nous comptions bien démembrer un pays dont l'unité est faite.

paraît injuste et indigne que les Allemands parlent de leur frontière des Vosges[1]. Traiter après un revers, cela nous est impossible; nous comptions traiter après une défaite allemande. Traiter tant qu'il y a un soldat ennemi sur notre sol, nous n'y consentons point; nous pensions imposer nos conditions sur le territoire ennemi[2]. Les autres peuvent être battus, au fond c'est leur métier; nous ne pouvons l'être,

1. On ne peut signer sans se déshonorer l'abandon de l'Alsace qui veut rester française! — Voilà ce qui se disait dans l'Assemblée de Bordeaux!

Nous avons donc condamné au déshonneur la moitié des peuples de l'Europe! La Suisse a dû nous céder le Valais. La Sardaigne a dû nous céder le Piémont. L'Autriche et la Prusse ont dû nous céder je ne sais combien de territoires. Nous-mêmes nous avons dû céder, non-seulement les provinces rhénanes que nous avions prises, mais Landau et Sarrelouis qui appartenaient à l'ancien territoire de la France. Nous sommes-nous déshonorés pour cela?

2. Pas de paix tant qu'il y aura un soldat allemand en France! Pas de paix tant qu'il y aura un soldat français en Allemagne! — De ces deux déclarations également patriotiques, il résulte ceci : ou que la paix ne peut se faire que sur la frontière exacte, ou que la paix ne peut pas se faire du tout, et qu'il faut arriver à l'extermination absolue de l'un ou de l'autre peuple.

l'adversaire qui nous bat manque à ce qu'il nous doit!

Jamais on n'a dit — ou pensé — plus naïvement :

Oh! moi c'est autre chose!

Jamais on n'a mieux répondu que M. de Bismark : Votre honneur n'est pas d'une autre qualité! —

Rappelez-vous le combat des enfants armés de sabres de bois, dans un dessin de Charlet : *On ne tape pas sur les doigts; c'est pas du jeu!*

Désavouons une bonne fois pour l'honneur français cette théorie des deux poids et deux mesures, théorie inique et inepte qui n'est ni de notre loyauté ni de notre dignité.

Laissons aussi cette légende : notre écrasement par le nombre! —

Le comte de Palikao nous l'a dit, nous avions au moins douze cent mille hommes sous les armes, sans compter nos mitrailleuses, sans compter la supériorité des chassepots, et celle, très-grande à nos yeux, de

nos soldats de profession sur les pères de famille de la landwehr.

Nos soldats, en nombre inférieur, ont soutenu le choc des Allemands à Woerth. Les Allemands, en nombre inférieur, ont soutenu notre choc à Mars-la-Tour où leurs têtes de colonnes se sont fait décimer pendant des heures pour laisser aux colonnes elles-mêmes le temps d'arriver. La bravoure de nos ennemis constate le courage de nos soldats. Pourquoi ne pas reconnaître que la vaillance est égale des deux côtés?

III

LE ROI GUILLAUME

La France, devenue tout à coup très-scrupuleuse en matière de religion, s'indigne des actions de grâce du roi Guillaume.

Rendre grâce des victoires, c'est-à-dire de la guerre, c'est-à-dire du sang versé, quelle horreur! —

Je croyais me rappeler qu'au moment même où la déclaration lancée, nous allions donner sans motif le

signal des massacres, je croyais me rappeler que tous nos prélats avaient publiquement appelé la bénédiction de Dieu sur nos armes; je croyais me rappeler que les mêmes prières étaient parties des églises protestantes; je me persuadais et je me persuade encore, que vainqueurs en Allemagne et poursuivant la guerre tant qu'aucun arrangement sérieux ne nous aurait été proposé, nous aurions rendu grâce à Dieu pour nos victoires.

Les *Te Deum* sont-ils autre chose? On n'avait pas encore imaginé de les trouver scandaleux. Mais des *Te Deum* pour des victoires sur la France, voilà une monstruosité.

On s'est moqué des sentiments du roi Guillaume dès les débuts mêmes de la guerre, avant que les hostilités eussent commencé. Notre haine du sérieux rendait ridicule à nos yeux ce jeûne proclamé, ces soldats communiant avant de partir, ces régiments chantant des cantiques. Sauf quelques phrases convenues, le pouvoir politique ne s'occupe pas chez nous de Dieu. C'est l'affaire des évêques. Nous

sommes si peu habitués à parler des choses de l'âme, nous vivons si peu en présence de l'éternité, la manifestation des sentiments d'un certain ordre est tellement réservée par nous aux prêtres et aux dévots de profession, qu'il nous semble qu'un roi qui se recommande à Dieu, se pose aux yeux du monde entier comme un chrétien d'élite.

Or il s'agit ici d'un acte très-simple, que tout prince de race allemande accomplira, fût-il rationaliste ou déiste.

Vaut-il mieux rendre grâce au destin, à l'étoile d'un empereur, à la fortune des armes?

Le roi Guillaume doit être pris tel qu'il se donne : croyant en Dieu, mais ne prenant pas une position de chrétien déclaré comme son frère qui l'a précédé sur le trône[1]; militaire avant tout, avec

1. La différence se montre dans les actes. Frédérick-Guillaume IV était tellement ami de la paix, qu'il a accepté la grossière insulte de Schwartzenberg à Olmutz, qu'il a refusé la couronne impériale, et qu'il a fait reculer la Prusse devant l'Autriche. Peut-être a-t-il, sous ce rapport, dépassé la mesure de ce qu'impose à un prince chrétien l'amour de la paix.

le caractère que cette profession communique aux princes.

Ni le roi, ni le peuple allemand ne se font passer pour *convertis,* dans le sens grave et complet du mot. Je ne prétends certes pas sonder le fond des cœurs, je prends les faits tels qu'ils se montrent. Il y a là un roi qui croit en Dieu, qui le prie et qui lui rend grâce. Il y a un peuple qui connaît la Bible, qui chante des cantiques, et qui s'est prosterné devant Dieu avant de marcher au combat. Ne demandons ni à ce roi ni à ce peuple ce que nous exigerions d'un disciple sanctifié de l'Évangile.

Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît! — Avec l'application que nous donnons à ce précepte, un père ne devrait pas châtier son enfant coupable, un juge ne devrait pas condamner le criminel, un gendarme ne devrait pas arrêter le malfaiteur, un homme ne devrait pas résister à l'attaque de sa maison, un roi provoqué ne devrait ni soutenir ni poursuivre la guerre, pas plus qu'un général ne devrait protéger ses communica-

tions, pas plus qu'un soldat ne devrait riposter aux coups de fusils qu'il reçoit.

Faisons large place à l'humanité, à la modération, à la douceur; un peuple et un roi chrétiens se montreront compatissants dans la guerre et généreux dans la paix; un peuple chrétien guidé par un roi chrétien se conduira chrétiennement partout, je suis le premier à le reconnaître; mais en quoi cela consiste-t-il ?

La charité qui nous ordonne de sacrifier notre droit, dans une certaine mesure, peut-elle nous porter à sacrifier celui des autres? Un chef de nation, qui par charité, mettrait à néant le droit de la nation et ses légitimes intérêts serait-il charitable?

Oublier la justice, dédaigner le bon sens, compromettre l'avenir, négliger des sûretés chèrement achetées, cela ne passera jamais ni pour du christianisme ni pour de la charité. Si chrétiens que vous fassiez un peuple et son roi, le devoir pour le roi et le peuple, une fois la guerre engagée, c'est de poursuivre jusqu'à ce qu'ils les aient obtenues, les

garanties indispensables à leur tranquillité. Plus ce peuple et ce roi aiment la paix, plus ils tiendront à l'assurer absolument. Dans cette guerre légitime, c'est-à-dire défensive, le roi qui rend grâce aura parfaitement le droit de considérer non la tuerie, mais l'accomplissement du devoir; dans la bataille comme en toutes choses, il verra la main de Dieu qui délivre ou qui châtie, car il croit que Dieu existe et que Dieu agit [1].

Une autre guerre défensive, qui a versé bien plus de sang, qui a ravagé bien plus de pays, qui a duré bien plus longtemps, qui a bombardé avec bien plus de persévérance, la guerre des États-Unis, nous a montré Lincoln et son armée agissant exactement comme je viens de le dire. Lincoln parlait de Dieu; on jeûnait et l'on priait en Amérique; les églises

1. J'ai la faiblesse de respecter même les hommes qui font le mal en bonne conscience : Un Louis IX se déclarant prêt à enfoncer son épée jusqu'à la garde dans le cœur des hérétiques; un Bernard de Clairvaux réclamant la persécution; un inquisiteur croyant servir Dieu; un homme du Sud combattant pour l'esclavage!

levaient des régiments; les amiraux, les généraux et les colonels lisaient la Bible avec leurs soldats! Et l'on poursuivait la guerre, et l'on ne s'arrêtait pas à moitié chemin, et nous applaudissions. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas de nous.

Le scandale qui nous révolte a été donné par les huguenots au XVIe siècle, par les Suisses devant Grandson[1], par tous ceux qui croient bien et qui se battent bien.

Après cela, je suis de votre avis. Un peuple vraiment chrétien doit être ému de sentiments fraternels, il ne doit pas avoir le goût de la guerre, il ne doit pas cultiver les idées de gloire militaire, il ne doit pas aimer la conquête et se battre pour des accroissements territoriaux, il doit retrancher de la guerre tout ce qui cause une souffrance inutile, il doit bannir de la guerre toute pensée de légèreté, il doit être vrai, haïr le mensonge et chasser l'illusion; vaillant

1. Les Bourguignons surpris de les voir à genoux crurent qu'ils se rendaient. Je pense que Dieu les avait entendus et exaucés.

sur le champ de bataille, il doit se montrer magnanime dans la paix! Voilà l'idéal. L'avons-nous atteint, avons-nous le droit d'exiger ces vertus des pays que nous attaquons? chacun répondra.

A défaut de ces qualités transcendantes et de ces générosités désirables, il serait injuste de ne pas reconnaître chez le roi Guillaume les traits qui font l'honnête homme, le père de famille craignant Dieu, le souverain comprenant sa responsabilité.

Certes il mérite autre chose que des reproches, ce vieux roi qui a payé de sa personne en France comme il l'avait fait à Sadowa, qui obtient les triomphes les plus splendides sans se laisser aller à la gloriole, qui donne à *Fritz* une décoration de seconde classe après Woerth, qui après Sedan reporte tout l'honneur, et cela sans affectation, sincèrement, sur Bismark pour la politique, sur Roon pour l'organisation de l'armée, sur Moltke pour la direction de la campagne!

N'oublions ni les ordres vite envoyés afin de laisser sortir la population bourgeoise de Strasbourg, ni la défense de bombarder Metz.

IV

LE PEUPLE ALLEMAND

L'Allemagne n'a pas fait cette guerre d'un cœur léger.

Nous la faisons d'un cœur lourd! — écrivait-on de l'autre côté du Rhin.

L'Allemagne a fait la guerre en bonne conscience ; de là vient sans doute qu'elle l'a faite avec un si terrible sérieux.

Attaquée, envahie, possédée, ravagée par nous à plusieurs reprises, provoquée de nouveau après une menace qui a duré quatre ans, l'Allemagne a pris une bonne fois la résolution de se débarrasser de nous, coûte que coûte, au prix du meilleur de son sang.

A qui faites-vous donc la guerre? demandait M. Thiers à M. de Ranke. — A Louis XIV.

C'est un souvenir en effet, entre l'Allemagne et la France, que celui de la dévastation du Palatinat ; dévastation savante, systématique, froidement

accomplie. Et cela au grand siècle des lumières, par les ordres du grand roi et de son grand ministre Louvois, par le moyen d'un homme tel que Turenne ! Un tel ravage, stratégique, prévu, ordonné, rigoureux, laisse loin derrière soi les réquisitions, et les incendies des villages où ont eu lieu des guet-apens.

L'Allemagne n'a pas oublié non plus la confédération du Rhin asservie à l'empire français et aidant à conquérir les autres pays allemands, elle n'a pas oublié l'incorporation dans la France d'une grande partie de l'Allemagne, elle n'a pas oublié la garnison française établie dans les places fortes jusqu'à l'extrême nord, le blocus continental forçant l'Allemagne à sacrifier pour nous toutes ses relations de commerce, la réduction de l'armée prussienne à un chiffre fixé, les contingents — et ceci est l'article le plus odieux — les contingents allemands englobés dans l'armée française, forcés de combattre avec nous contre la Russie, forcés de combattre avec nous contre d'autres Allemands !

Ces traînées sanglantes, nous les ravivons; ces traînées de poudre, nous y mettons le feu ; étonnez-vous après cela de l'explosion?

Dans notre légèreté naturelle, nous n'avons pas compris le caractère épouvantablement grave de la guerre que nous déchaînions en juillet 1870. Nous n'avons pas compris le lugubre sérieux qu'allaient y apporter les ennemis. Nous n'avons pas compris que l'Allemagne se lèverait d'un jet comme en 1813. Nous n'avons pas compris que ce ne serait plus une campagne rapide, telle que nos victoires nous y ont accoutumés d'ordinaire, vie brillante, un amusement, une occasion de se distinguer, de lire des bulletins, de gagner des décorations ou des épaulettes. Nous n'avons pas compris que pour l'Allemagne c'était la guerre sainte, la guerre du devoir, la guerre triste, la guerre des pères de famille.

Le sérieux qu'y met l'Allemagne est si frappant qu'il en devient effrayant. Quelles proclamations et quelles amplifications n'aurait-on pas eues chez nous après de tels succès, si nous avions vu défiler dans

nos villes tant de milliers de prisonniers, tant de canons pris sur les ennemis! Là-bas nulle ivresse, aucune excitation d'aucun genre, point de recherche de la gloire, rien qui ressemble au délire du triomphe, ni vanteries, ni jactance, peu de distinctions individuelles. Si une médaille est donnée, elle sera accordée à tous les soldats; elle sera nationale, comme la guerre elle-même.

Et cette guerre ne divertit personne; on la fait tristement; on ne l'aime pas, mais on ne lâchera pas. Le pays est occupé d'arriver à ce qu'il veut, non de briller, ou d'étonner l'Europe, ou de faire parler de lui. Ces gens ont un but: la sécurité de l'avenir. S'il faut pour l'atteindre donner le dernier homme, on le donnera; s'il faut rendre la guerre encore plus acharnée, on la rendra telle; s'il faut soutenir un long chômage, un long exil, on les supportera.

Ce que prétend l'Allemagne, elle le prétend obstinément, inflexiblement. Les mouvements de sensibilité ou de générosité lui sont aussi étrangers que les défaillances. Elle est dure parce quelle est outrée,

qu'elle est conséquente, et qu'elle veut vivre en paix.

Bien des gens qui ont compris l'irritation de la première heure s'étonnent de cette ténacité. Tant de victoires devraient apaiser le courroux! La guerre légitime de l'indignation est finie, la guerre illégitime de l'obstination a commencé! — On se trompe en croyant que les victoires calment la douleur. La douleur subsiste, bien plus, elle va croissant à mesure que se multiplient les deuils, et avec la douleur s'affirme le devoir.

La dureté dont il s'agit, se rattache d'ailleurs au formidable sérieux que crée le système des landwehrs.

Avec les armées ordinaires, la guerre qui se déclare légèrement peut se terminer légèrement aussi; quelques succès, une belle rentrée chez soi, tout est réglé. Avec les landwehrs, il n'en va pas de la sorte: la nation se mettant debout, exposant à la mort les fils de toutes les familles, suspendant toute activité, toute vie, depuis l'usine jusqu'à la culture des champs, depuis les bureaux des administrations

jusqu'aux chaires des professeurs, c'est là un effort si prodigieux, si déchirant, qu'on ne veut ni l'avoir fait en vain ni s'exposer à le recommencer. Il y a là une question de vie ou de mort.

Et ne parlez pas des Prussiens [1], l'Allemagne entière a répondu ; l'enthousiasme de Francfort a dépassé celui de Berlin ; du sud au nord le peuple s'est dressé, calme, fort, dans le sentiment d'une guerre sacrée, d'une guerre implacable. Personne n'a cru à des succès faciles ; ceux qui partaient savaient que la plupart d'entre eux ne verraient pas 1871. Les discours du roi, les manifestations nationales, absolument éloignées de nos forfanteries, ont la simplicité, ont la gravité biblique. Le roi de Prusse n'annonce pas

1. Il faut distinguer entre les différents pays d'Allemagne. Les Prussiens sont à peine des Allemands. Le gros de la population est d'origine slave : ce sont des Lettes. Le grand-duché de Bade et la Bavière, à l'autre bout de l'Allemagne, sont très-inférieurs au niveau général. Si l'on veut avoir une idée de l'Allemand complet, de l'Allemand bon, cordial, homme de famille, pieux, il faut considérer le Wurtemberg avant tout ; ensuite la Saxe et les duchés saxons.

l'anéantissement prochain des Français, il admet la possibilité des désastres, son peuple et lui regardent plus haut. Ce peuple qui accepte tous les sacrifices survivra, on le sent, à tous les revers. Ces *machines* — le mot est de Mme Sand — mêlent la pensée de Dieu à toutes leurs émotions. Il y a de la prière et de l'action de grâce dans toutes ces vies; on y retrouve la cordialité, la spiritualité d'un Luther. Lorsqu'à Gravelotte, sept mille des leurs étaient ensevelis sur le champ de bataille, les cantiques des bataillons rappelaient les promesses du Christ et la bienheureuse immortalité. L'Allemagne entière s'est humiliée devant Dieu avant d'entrer en campagne, aucun des régiments de ligne n'est parti sans se préparer par une communion solennelle à la mort qu'on allait affronter, aucun des hommes de la réserve n'a quitté sa famille sans prendre la cène avec elle, dernier repas trempé de larmes.

Or ces hommes ne veulent pas rester éternellement sur le qui-vive; ces hommes veulent être maîtres chez eux.

Si l'Allemagne se laisse aller à des tentations ambitieuses et injustes, je les condamnerai de toute la force de ma conscience. L'injustice allemande ne me trouvera pas plus complaisant ceres que l'injustice française. Mais que l'Allemagne secoue définitivement la menace suspendue sur sa tête, qu'elle veuille former son unité comme elle l'entend, qu'elle croie que n'ayant pardonné ni Waterloo ni même Sadowa, nous ne pardonnerons pas Sedan; qu'elle ait pensé que battant en retraite avant d'avoir pris Paris, nous la proclamerions épuisée, incapable de maintenir ses landwehrs, et finalement vaincue; qu'elle s'assure contre nos rancunes en rendant une nouvelle agression de notre part aussi peu dangereuse que possible, j'en ai de la douleur, j'en éprouve de l'humiliation, je ne saurais m'en indigner.

N'oublions pas qu'en refusant de traiter après chacun de nos échecs, nous avons de mois en mois aggravé les conditions de la paix, nous montrant plus durs envers nous-mêmes que ne l'étaient nos ennemis.

V

LES BARBARES DU NORD

Les barbars du Nord ! — On croit s'être vengé de la défaite, qand on a d'un air dédaigneux prononcé ce mot.

Les barbres du Nord ont donné à la guerre son caractère toace et brutal ! —

Les barbces du Nord ont commis des atrocités! *Les barbares dı Nord* ont fusillé, ont réquisitionné, ont pillé! *Les brbares du Nord !* — Cela répond à tout et cela nous lave de tout.

Il n'était pas besoin des *barbares du Nord* pour savoir dès e début qu'en mettant aux prises deux nationalités et deux races, on engageait un duel à mort. Entre l'Allemagne et la France, il ne pouvait être questin d'une simple passe d'armes. Dès le premier instart, la guerre a été ce qu'elle devait être, acharnée e sans merci. Deux peuples pareils ne sortent pas dela lutte comme ils y sont entrés.

Barbares du Nord! — Les Grecs appelaient les Romains *barbares*, les Romains appelaient *barbares* tout ce qui n'était pas eux, et les Chinois à leur tour, nous appellent *barbares*.

Tâchons de ne pas ressembler aux Chinois. Vous souriez ! La Chine a joué un grand rôle ; par une foule d'inventions elle a devancé les autres pays ; mais à force de se bercer elle-même dans sa supériorité, à force de corruption, d'administration et de centralisation, elle est parvenue à une sorte de pétrification immobile. Ce qui ne l'empêche pas d'être sans cesse travaillée par les révolutions, d'avoir la guerre civile en permanence et d'unir beaucoup de désordre à beaucoup d'impuissance d'agir. Il n'y a que les Chinois pour traiter les autres peuples de *barbares*. Du haut de leur civilisation de mandarins corrompus et de lettrés vaniteux, ils regardent avec mépris ces barbares occidentaux, ces barbares aux cheveux roux, ces Anglais, ces Européens qui les battent à plate couture. Les hordes des barbares occidentaux ont avancé pendant que la Chine restait stationnaire ; ils

possèdent »utes les inventions, tous les progrès, toutes les lmières, toute la jeunesse et toute la vie; mais qu'iporte, ce sont des barbares; ils font la guerre aurement qu'en peinture; ce sont des gens grossiers t sérieux! — Et le Chinois, content de lui-même, fié entre ses mandarins et ses lettrés, continue à s regarder comme le grand peuple!

Les brbares du Nord! — On reconnait la barbarie des Alleands à ce signe qu'ils sont dix fois plus instruitsque nous, qu'ils ont plus de mœurs de famille, plus dephilosophie, plus de piété. — Demandez à l'Europe qui sait notre ignorance, demandez aux générau:américains qui ont suivi l'armée allemande ou qui ont visitée, demandez à nos propres Revues et à nos ropres livres publiés avant 1870!

Les barares du Nord sont féroces! — Les barbares du Nord c'est-à-dire les Prussiens, c'est-à-dire les protestans! Or il se trouve que les actes reprochés aux barbres du Nord ont été commis par les barbares du Sud, ar les Bavarois, par les catholiques. On se plaisait ; voir les Prussiens hérétiques démolissant la

cathédrale de Strasbourg — qui n'est pas démolie — or c'étaient les Badois catholiques qui assiégeaient Strasbourg. Quand le duc de Fitz-James a décrit les atrocités commises dans un village attaqué, Bazeilles, — ce récit a été rectifié par d'autres, — il a eu soin de s'en prendre aux Prussiens, or c'étaient les Bavarois qui se battaient là[1].

Si on a pillé, si on a emballé, si on a massacré une ambulance française[2], si ces vols et si ces crimes sont restés sans répression, je n'ai pas d'expressions assez indignées pour les flétrir!

Mais laissons les épithètes et tenons-nous-en aux faits.

Parmi ceux que l'on reproche le plus ardemment à l'ennemi, figure en première ligne le bombardement

1. On rencontre effectivement en Bavière des populations encore dures et incultes, qui, dans leurs rixes de village, laissent des blessés et des morts sur le terrain. Ces hommes, restés au-dessous du niveau général de l'Allemagne, ont commis, c'est probable, quelques-uns des excès inséparables de la guerre.

2. A Hauteville, dans la Côte-d'Or.

de Strasbourg. Il semble que ce procédé vient d'être inventé par nos adversaires et que le monde civilisé n'a jamais rien vu de pareil.

Sans remonter plus haut, la guerre d'Amérique présentait naguère des récits de bombardement, — celui de Charlestown entre autres, — lesquels n'excitaient pas chez nous, que je sache, la moindre réprobation. Nous sommes-nous voilé la face quand nos obus ont détruit Kehl, quand ils ont réduit en cendres Sarrebruck, deux villes ouvertes, et que nous avons, par conséquent, incendiées sans raison? Si j'ai bonne mémoire, nos journaux, qui devaient plus tard s'indigner à propos de Strasbourg, ont à qui mieux mieux célébré ces exploits.

Blâmons sans ménagement le bombardement des villes, blâmons-le des deux côtés; et puis rappelons-nous que la guerre est la guerre, que le sort tout entier d'une armée étrangère se lie à la promptitude des opérations, qu'au point de vue même du sang répandu, le général en chef est tenu de hâter le siége par humanité, qu'il est tenu de compter com-

bien de cadavres vont rester sur le sol ennemi, si par sa faute la guerre est prolongée de quelques jours!

La cruauté des Prussiens — qui étaient des Badois —s'est manifestée en ceci, dit-on, qu'ils ont refusé à la population civile de Strasbourg l'autorisation de sortir! — Un fait réduit cette accusation à sa juste valeur. Le bombardement a été annoncé huit jours d'avance, la population civile a donc eu le temps de quitter Strasbourg. Plus tard, le siége une fois commencé et la population étant aux abois, le grand-duc de Bade autorisé par le roi de Prusse a, sur la demande de la Suisse, permis l'émigration des civils. Ils ont eu pleine liberté de s'en aller, et ce n'est qu'après un laps de temps très-suffisant, après que tous ceux qui voulaient sortir étaient sortis, après le départ de plusieurs trains immenses, gratuitement fournis par le grand-duché de Bade lui-même, que la permission a pris fin.

On a tiré sur la cathédrale! —C'est vrai; mais les assiégés avaient transformé la flèche en poste d'observation.

On a tiré sur la ville! — C'est vrai; mais tous les militaires vous diront que lorsque la ville elle-même se trouve fortifiée, il est impossible de l'épargner entièrement; si on la ménageait, l'armée assiégée irait s'établir dans les quartiers respectés et ne laisserait dans les fortifications que juste le nombre d'hommes nécessaire au service des pièces. Ajoutons que vers le milieu du siége, et par mesure d'humanité, le roi Guillaume a ordonné de cesser le feu sur l'intérieur.

On a tiré sur la bibliothèque! — C'est grand dommage et ce sera l'objet d'un éternel regret; mais pourquoi les conservateurs, qui avaient huit jours devant eux, n'ont-ils pas enfoui les manuscrits précieux, et cette belle collection de bibles — la plus riche qui fût au monde — dont les plus anciennes remontaient à Guttemberg?

Si, au lieu d'attaquer de vive force Strasbourg, les Allemands s'étaient contentés de le bloquer, croit-on que l'humanité s'en fût mieux trouvée? Y aurait-il eu moins de souffrances, moins de sang répandu? C'est

alors qu'on nous eût parlé de femmes, d'enfants mourant de faim, venant implorer un morceau de pain, cruellement rejetés dans la place ; et c'eût été dans la force des choses, car n'affamer que les combattants, ce serait renoncer à prendre une ville.

Allez, vous n'ôterez pas à la guerre son caractère atroce ; la reddition d'une place forte ne sera jamais obtenue que par un excès de douleur.

Ne condamnez pas les chefs militaires qui agissent selon les règles de la guerre ; stigmatisez ceux qui, tranquillement, à l'abri des balles et des bombes, ont décrété la guerre : voilà les hommes de sang.

Après tout, qu'allions-nous faire en Allemagne? Avec quoi prétendions-nous prendre les villes fortifiées de Mayence et de Coblentz? Qu'emportait notre flotte de la Baltique pour forcer Hambourg et Dantzick?

La France a bombardé, la France partait pour bombarber. Cela ne justifie aucun des procédés de la guerre; il y a au fond de la conscience quelque

chose qui est plus sûr que les codes militaires et qui proteste; mais cela prouve que nous, Français, nous sommes mal placés pour reprocher les mêmes actes aux Allemands; cela nous ôte le droit d'exiger de nos ennemis qu'ils accomplissent en pleine guerre ces réformes gênantes et difficiles que personne n'a exécutées jusqu'ici, et dont nous aurions pris l'initiative encore moins qu'eux si nous nous étions trouvés dans leur situation.

Pour moi, je l'avoue, j'ai la conscience moins blessée par le siége loyal de Strasbourg en 1870, — malgré ses duretés, — que par la prise déloyale de Strasbourg en 1681. Cette conquête au milieu de la paix, contre la parole donnée, contre le texte du traité de Nimègue, au moyen des chambres de réunion [1] qui couronnaient leur œuvre en adjugeant

1. La chambre de réunion établie à Metz fut chargée de compléter l'acquisition des trois évêchés. La chambre établie à Brisach fut chargée de compléter l'acquisition de l'Alsace. La chambre établie à Besançon fut chargée de compléter l'acquisition de la Franche-Comté. Cette dernière adjugea au roi, Mont-

Strasbourg à Louis XIV, après lui avoir adjugé en Alsace, en Lorraine et en Franche-Comté ce que les traités ne lui donnaient pas; cette conquête menteuse et hypocrite d'une ville allemande et protestante qu'on allait rendre française et catholique, cette conquête-là me soulève le cœur.

On parle avec horreur des réquisitions allemandes, on trouve étrange et inouï que les départements traversés par l'armée ennemie aient fourni de l'argent, des denrées et subi des ravages. Le roi Guillaume ne les a pourtant pas soumis au régime établi par Napoléon I[er], système en vertu duquel la guerre devait nourrir la guerre sur le sol étranger. Je doute que nous ayons jamais expédié de France, à la suite de nos armées entrées en Allemagne, d'inter-

béliard, propriété du duc de Wurtemberg. Celle de Metz lui adjugea le duché des Deux-Ponts dont nous dépouillâmes le roi de Suède, notre ancien allié. Partout, en vertu du droit féodal et en remontant jusqu'à Dagobert, on réclama la suzeraineté sur les domaines d'une foule de seigneurs strasbourgeois.

minables troupeaux de bœufs ou de gigantesques convois de farine, pareils à ceux qui n'ont cessé d'accompagner l'armée de nos adversaires. Si nous avions exécuté notre campagne chez les voisins, nous serions-nous abstenus de faire des réquisitions? Je dis plus, nos départements traversés par les troupes françaises n'ont-ils pas eu de cruels dégâts à souffrir?

On parle de pillage[1]! Que faisaient nos armées républicaines lorsqu'elles emportaient le trésor de Berne, fouillant partout et prenant jusqu'à l'argenterie des particuliers? Que faisait le général Bonaparte lorqu'il rançonnait Venise, lorsqu'il enlevait à l'Italie et à l'Espagne leurs plus précieux objets

1. Voici un raisonnement nouveau : nous avions eu l'imprudence d'étaler nos richesses lors de l'exposition universelle; les barbares du Nord ont conçu l'idée d'un immense pillage; leur nation entière s'y est jetée; ils ont procédé avec la régularité de gens bien informés, qui savaient ce qu'il y a à prendre et qui n'ont rien voulu laisser derrière eux!

Étrange spéculation; et si chacun des barbares du Nord a fait son compte par doit et avoir au retour de la campagne de France, je doute que beaucoup d'entre eux aient eu un bénéfice

d'art? Nos officiers ne se sont-ils pas formé de belles collections? Et la Kasbah d'Alger, et le palais d'été de l'empereur de la Chine, qu'en dites-vous? Et cette caisse militaire si bien entretenue sous Napoléon I[er] par les contributions levées en pays ennemi, que tous frais de guerre payés, il restait encore de belles sommes à l'empereur !

Ni la Hollande, ni l'Espagne, ni l'Allemagne n'ont oublié les procédés napoléoniens. Notre sens moral ne s'en est pas beaucoup ému, et l'opinion de la France, pas plus que ses historiens populaires ou ses poëtes, n'a trouvé grand'chose à redire au système qui rançonnait l'Europe à notre profit.

S'agit-il de cruautés, chacun peut s'indigner

à constater. Ce qu'ils auront pris, c'est leur nourriture et parfois leur logement; encore la nourriture venait-elle en grande partie d'Allemagne et le logement consistait-il le plus souvent à coucher dans la boue, par la pluie battante, ou sur la neige.

En regard de ce bénéfice assez mince du pillage, ces industriels et ces agriculteurs pourront porter le chômage de leur usines et de leurs champs. Qu'il y ait eu des faits partiels de pillage, c'est possible; un pillage organisé et général, non.

excepté nous[1]. A Saint-Jean-d'Acre, Napoléon fait fusiller deux mille prisonniers turcs qui l'embarrassaient et trouve des soldats pour exécuter cette besogne; dans toute l'Europe, il fusille à tort et à travers; nos armées républicaines menaient la guillotine avec elles; en Vendée, on fusillait les prisonniers; en Algérie, on coupe les dattiers, on brûle les silos, on réduit les populations à mourir de faim; rien ne nous paraît plus légitime et plus naturel; durant la guerre de 1870 nous avons fusillé ceux qui reculaient; et lorsqu'après capitulation signée, un garde d'artillerie fait sauter avec l'ennemi la citadelle qui vient de se rendre, nos journaux appellent cela : *l'acte héroïque de Laon!*

Nous nous sommes, au demeurant, plus rigoureusement traités que ne l'ont fait les armées ennemies; nous avons saccagé les environs de Paris, et

1. Les mesures prises pour protéger les communications sont très-dures; cependant je doute qu'aucun général engagé à ce point dans le pays ennemi renonçât à se protéger ainsi contre les *partisans* et les destructeurs des voies ferrées.

si les forêts de Meudon et de Saint-Cloud subsistent encore, elle le doivent à l'arrivée des Allemands. Le château de Saint-Cloud qu'ils avaient épargné, nous y avons mis le feu; tableaux, plafonds peints par les maîtres, souvenirs historiques, rien ne nous a arrêtés. Qu'aurions-nous dit des *barbares du Nord* s'ils avaient détruit ces monuments!

En fait de *barbarie* nous préparons des pompes à pétrole, nous minons les quartiers, nous promenons par les rues de malheureux soldats fuyards avec leur uniforme retourné, en invitant les passants à leur cracher au visage, — une lâcheté destinée à en punir une autre; — nous chassons les Allemands inoffensifs qui encombrent nos gares, affamés, épouvantés, privés de tout, — et c'est le moment que Victor Hugo choisit pour apprendre à l'Allemagne que Paris est une vaste hospitalité! — nous faisons la chasse à l'espion, nous noyons, nous égorgeons sans qu'un cri de réprobation s'élève![1]

1. Voulant conserver un moyen de gêner le commerce allemand, nous avons refusé de renoncer à la saisie en mer, et nous

Ah! si franchissant le Rhin et pénétrant chez l'ennemi nous y avions rencontré la nation debout, si nos communications avaient été menacées, si nos guides s'étaient fait un devoir de nous égarer, si plutôt que de nous livrer des vivres on les avait détruits, si partout, à côté des troupes régulières, nous avions rencontré devant nous des bandes armées de bourgeois ou de paysans, si même les vieillards, les femmes, les enfants, si même les ecclésiastiques nous avaient tiré des coups de fusils, si l'on avait coupé les fils télégraphiques, si l'on avait détruit les voies ferrées qui étaient notre sûreté, je le demande, qu'aurions-nous fait? Aurions-nous usé de plus de douceur ou de moins de rigueur que les Allemands?

Les Allemands, à tout prendre, ne sont pas des

avons laissé à l'Allemagne le mérite de proclamer cette liberté. Or qu'est-il arrivé? grâce à notre refus qui détruisait la sécurité du commerce maritime, les neutres se sont substitués à nous tout aussi bien qu'à nos adversaires; on a préféré le pavillon neutre au Havre comme à Hambourg.

monstres. Ceux qui les ont vus à Strasbourg nous parlent de la bonhomie et de la politesse des soldats; chez eux point d'airs vainqueurs; aucune morgue chez les officiers; M. Russel, le fameux correspondant du *Times*, n'a pas vu, durant tout le cours de la guerre, un seul soldat Allemand ivre. Il déclare, quant à lui, que pas un acte de violence n'a été commis envers l'habitant[1]. Des comités de secours se sont fondés dans chaque ville d'Allemagne pour venir en aide à nos prisonniers; d'autres associations se sont formées en faveur des strasbourgeois; les bibliothèques allemandes préparent des envois destinés à réparer les pertes de la bibliothèque de Strasbourg; et je ne trouve rien de barbare dans la courtoisie en vertu de laquelle on a permis à bien des officiers français de retourner chez eux sur parole!

La *Commune*, si elle achève son œuvre à Paris, se chargera peut-être de nous faire regretter les *barbares du Nord*.

1. Un soldat s'étant rendu coupable d'un fait pareil a été immédiatement pendu.

VI

COUP D'OEIL RÉTROSPECTIF

I

LA PRUSSE ET M. DE BISMARK

Résumons rapidement.

Sans la Savoie et Nice, la fièvre des appétits ne se serait pas éveillée en Europe, le système des remaniements européens et des grandes agglomérations n'aurait pas été officiellement professé.

Cavour a engendré Bismark. La Prusse a cherché son Plombières à Biarritz.

Sans notre refus d'intervenir, je l'ai déjà dit, l'affaire du Danemark — dont tout le reste est sorti — n'aurait pas eu lieu [1].

Je condamne énergiquement cette iniquité brutale voulue par la nation allemande, exécutée par la Prusse et par l'Autriche, trop habilement exploitée par M. de Bismark. N'avoir pas encore accompli à l'égard du Schleswik l'article cinq du traité de Prague, dans le sens le plus large et le plus loyal, cela ne saurait s'excuser. Mais pour être justes, rappelons que dans les duchés — Schleswik et Holstein — la majorité du pays est allemande, que les Danois avaient tyrannisé cette majorité, la *danisant* par force au moyen

1. Dans la conférence de Londres, l'Angleterre proposait une démonstration commune, mais l'empereur, blessé du refus que lord John Russel venait d'opposer à son projet de congrès à Paris, ordonna à notre ambassadeur de contrarier à son tour l'Angleterre par un refus. Il aurait laissé entendre que s'il coopérait, ce serait par terre, en traversant l'Allemagne et en allumant la guerre européenne. Cette belle politique de susceptibilités et de représailles, le Danemark en a payé les frais et nous après lui.

des écoles et des églises, dans lesquelles l'usage de la langue allemande était interdit; rappelons que les populations opprimées s'étaient insurgées quinze ans auparavant[1]; disons que la diète de Francfort avait purement et simplement chargé les deux grandes puissances, l'Autriche et la Prusse, d'exécuter ses arrêts; répétons que l'Allemagne entière s'y portait avec une inconcevable passion[2]. Cela ne justifie pas, cela explique.

Sans nous, la Prusse n'aurait pas, en 1866, attaqué l'Autriche; la guerre était concertée avec nous, nous l'avions encouragée, nous avions pris nos mesures pour que rien ne la gênât, toute notre crainte était

1. En 1849, lorsque le frère du roi Guillaume refusa la couronne impériale, Schwartzenberg, vainqueur de l'insurrection viennoise, infligea à la Prusse, gouvernée par Manteuffel, la défense de poursuivre sa guerre contre le Danemark; d'autres procédés arrogants complétèrent l'humiliation. De là les deux revanches de Bismark : l'attaque du Danemark en compagnie de l'Autriche; Sadowa où l'Autriche fut expulsée de l'Allemagne.

2. Je n'ai jamais rencontré un Allemand, à cette époque, qui eût le moindre doute sur la légimité de l'agression.

qu'elle n'eût pas lieu[1]. La lutte virtuellement commencée d'ailleurs depuis les insolences d'Olmutz, depuis la réunion des princes à Francfort se poursuivait dans les moindres détails. Quand le ministre autrichien, à Francfort, allumait son cigare, M. de Bismark ôtait son habit et sa cravate : « Je fais comme monsieur, disait-il, je me met à l'aise! »

Le dualisme, on le voit, ne produisait pas seulement l'impuissance allemande et n'entravait pas seulement la tendance à l'unité, il était devenu lui-même impossible. Sans compter que l'Autriche, avec ses pays hongrois et slaves, était absolument impropre à ce rôle pour lequel la Prusse est faite : le rôle de chef de l'unité allemande. Bismark et la guerre de 1866 se relient donc étroitement à l'un des

1. Ce qu'on redoutait par-dessus tout en effet, c'était que la Prusse ne tombât pas dans le piége d'une défaite certaine, d'une préservation humiliante, d'un remaniement territorial qui lui aurait donné une meilleure forme, soit, mais qui nous aurait donné le Rhin, et par-dessus le marché le protectorat de l'Allemagne, définitivement privée de son unité.

plus grands événements de notre siècle ; le relèvement de l'Allemagne par l'unité et par la liberté.

Pour l'Allemagne, Bismark représente le croyant à l'unité germanique, le destructeur du régime misérable auquel présidait la diète et que maintenait l'influence autrichienne ; il représente le vengeur de l'honneur allemand, le défenseur de la sécurité du pays.

Bismark a relevé le gant du prince de Schwartzenberg. Il a redressé la vaillance prussienne et allemande vis-à-vis de l'arrogance de l'Autriche. Il a clos l'ère des vieilleries, et dispersé aux quatre vents les ombres diplomatiques qui siégeaient à Francfort pour sauvegarder un dualisme paralysant.

Enfin et surtout, il a fait la guerre de France et le traité de Versailles ! Et nous l'y avons aidé.

II

NOUS

Quel mépris pour nous, en plein XIXe siècle ! Prendre des peuples et les faire entr'égorger ! Mettre aux prises ces deux géants, les Gaulois et les Germains !

Je ne m'en consolerai jamais; mon impression première a été incomparablement douloureuse ; c'était comme une blessure mortelle qui m'aurait atteint. Et pourtant, remarquez-le, je ne mettais pas en doute nos premiers succès. N'importe, vainqueurs ou vaincus, l'horreur de cette lutte criminelle reste la même. De l'Oder au Rhin, du Rhin aux Pyrénées il n'y a plus que des vêtements noirs ; dans toutes les demeures il y a des larmes: des larmes, des cris de douleur et des malédictions ! La main eût dû se sécher plutôt que de signer la déclaration de guerre. Les balles qui tuent nos fils ont ricoché, elles sont parties de fusils français. Votants, indifférents, en-

thousiastes bruyants et insensés de la guerre, nous avons chargé les canons qui emportent nos enfants.

Tout cela pour empêcher l'Allemagne de se faire! Et nous prononçons de grands discours et nous imprimons de grandes phrases sur l'indépendance des peuples. Nous permettons à l'Espagne de choisir librement un roi, pourvu qu'elle ne prenne aucun candidat qui nous déplaise. Nous proclamons bien haut que l'Allemagne est maîtresse de s'organiser, à condition que ce soit comme nous l'entendrons, à condition de ne pas réunir le Sud au Nord, à condition de laisser à part les provinces rhénanes, à condition de maintenir ou de ressusciter les anciens princes et les anciens fractionnements, à condition de ne pas faire du roi de Prusse un empereur, à condition de nous donner des compensations, à condition que nous mettrons notre *veto* à tout ce qui est possible et praticable, cela en vertu de notre dogme immortel : la souveraineté du peuple et l'indépendance des nations!

Notre étourderie a dépassé notre crime.

Nous ne savions rien et nous espérions tout. Notre politique d'aventures ressemblait à la folie du joueur qui risque sa fortune sur la rouge ou sur la noire. Que nous fallait-il? peu de chose, un coup heureux : des alliances, l'Italie, ou l'Autriche, ou l'Angleterre avec nous ; quinze jours de guerre, une grande victoire, une prompte intervention des puissances, un prompt découragement de l'Allemagne, une prompt division du Sud et du Nord. Et le Rhin était à nous, et l'empire était raffermi, et nous faisions une entrée triomphale qui ensevelissait dans ses acclamations les misérables critiques du début, et nous avions un magnifique congrès de la paix à Paris, et nous y prenions le rôle de la magnanimité, et notre prépotence s'établissait et pesait sur l'Europe! — Nous n'avions pas prévu les froideurs des neutres[1], nous

1. Mon orgueil de Français a été froissé, je l'avoue, quand j'ai vu que nous cherchions des alliés, que nous regrettions d'avoir entamé la guerre sans en avoir.

Entre l'Allemagne et la France, l'égalité est parfaite; quarante millions d'hommes environ de chaque côté. L'Allemagne

n'avions pas prévu la réprobation générale, nous n'avions pas prévu qu'à notre provocation répondrait un immense cri de patriotisme allemand, nous n'avions pas prévu la ténacité de nos adversaires ni la valeur de leurs armées, ni leur science, ni leur résolution, pas plus que nos défaillances, pas plus que notre décomposition, pas plus que les jugements de Dieu.

Mais parvenez-vous à vous représenter la grandeur de nos désastres si nous avions commencé par envahir l'Allemagne! Vous représentez-vous nos troupes mal approvisionnées, mal renseignées, rencontrant en plein pays ennemi ce qu'elles ont rencontré en partie chez nous: la guerre sainte, la résistance invincible, les landwehrs éminemment propres à la défensive appuyées sur le sol natal, la nation tout entière décidée à en finir! Vous représentez-vous la

en outre est moins unie, elle est moins riche. Suppprimez l'injustice de la guerre, l'Allemagne se trouvera moins forte. — Il eût été beau, convenons-en, de voir la France secourue contre sa rivale inférieure en ressources naturelles!

conflagration universelle si par malheur, dans notre guerre impie, nous eussions trouvé des alliés. L'Europe serait entrée dans la fournaise, les alliés de la France auraient amené dans le champ clos les alliés de l'Allemagne; alors plus de limite aux massacres et aux dévastations, alors la carte de l'Europe aurait été changée de fond en comble, alors les bouleversements de la guerre et de la révolution n'eussent épargné personne, alors nous aurions vu la civilisation reculer d'un siècle et la liberté périr.

On a voulu une prépotence, il y en a une, mais ce n'est pas la nôtre. Le patriotisme de l'orgueil fait comme tous les faux patriotismes, il perd la patrie. L'ambition allemande nous a servi de prétexte, et il se trouve que par notre folie, nous en provoquons les développements périlleux.

Avant notre guerre de 1870, l'Allemagne restait concentrée sur elle-même, l'accomplissement de son organisation intérieure lui suffisait largement. Aujourd'hui, et grâce à nous, les désirs convoiteux de l'Alle-

magne peuvent s'éveiller; elle peut à son tour se griser de ses succès; d'une puissance essentiellement conservatrice, elle peut devenir une puissance agressive. Voilà ce qu'on appelle rétablir l'équilibre et assurer l'avenir !

L'empire est fait ! s'écriait un jour M. Thiers.

L'Allemagne est faite! pourrait-on ajouter aujourd'hui, la France est défaite, la prépotence est établie, l'avenir est compromis; or c'est nous qui, en quelques mois, avons accompli tout cela !

III

LA BÊTE ÉCARLATE

Les gens sensés qui, en juillet 1870, ont vu le gouvernement pousser au chant de la *Marseillaise*, ont compris que le signal de la guerre était le signal de la révolution.

Jamais on n'effacera cette coïncidence, qui marque une si grande date dans l'histoire et dans les plans

providentiels : la coïncidence de la déclaration de guerre et de la proclamation de l'infaillibilité[1].

La guerre, qui retire nos troupes de Rome et prive d'appui le pouvoir temporel. L'infaillibilité, qui contient, même sans le savoir, la séparation de l'Église et de l'État. L'infaillibilité et la guerre, qui ouvrent en même temps la porte d'une période nouvelle, d'une période révolutionnaire, de ce qui méritera peut-être le nom biblique des *derniers temps!*

Pour faire certaines entreprises guerrières, les forces révolutionnaires ne sont pas de trop. Il faut s'appuyer sur quelque chose ; rompant avec la liberté, on fait appel à la révolution ; on invoque les souvenirs de la république ; les affaires s'arrêtent, plus d'industrie, plus de travail, — et c'est une année de disette, — l'ouvrier qui chôme est à la merci de quiconque veut l'embaucher; viennent les mesures violentes, les

1. La proclamation de l'infaillibilité a eu lieu le 18 juillet. Elle est encadrée entre le départ pour Berlin du général de Wimpfen, porteur de la déclaration de guerre (17) et la communication de cette déclaration au parlement prussien (19).

déclarations d'urgence, les assignats, les armements en masse, les comités de salut public, la suspension des lois par l'état de siége, l'expulsion des étrangers, la saisie des sommes envoyées au dehors ; puis c'est l'Internationale, puis c'est la Commune, puis ce sont les assassinats !

La bête écarlate est lâchée !

Celui qui l'a déchaînée, se nomme le système impérial.

IV

LES TROIS BLAMES

Trois genres de blâme ont flétri cette guerre.

Blâme contre la guerre injuste ! — En juillet 1870, seul ou peu s'en faut à le produire, j'avais presque l'air d'un réprouvé.

Blâme contre la guerre mal préparée ! — Bien préparée, cette même guerre également inique, également agressive, également meurtrière, également désastreuse pour le bonheur de l'Europe et pour l'avenir

de la liberté n'aurait eu que des approbateurs; surtout si nos troupes *mieux préparées* et mieux commandées avaient pris la route de Berlin. En fait de préparatifs guerriers, on n'oublie que ces deux détails : la justice et la bénédiction de Dieu.

Blâme contre la guerre malheureuse! — Oh! celui-là est général. Rappelez-vous cette parole : « En France, rien ne réussit comme le succès! » — On pourrait la retourner et dire : En France, on pardonne tout, excepté de ne pas réussir!

Quant à moi, je le proteste ici, bien ou mal préparée, réussissant ou ne réussissant pas, lancée par l'empereur ou soutenue par la république, expliquée ou non par les torts de nos voisins, motivée par nos jalousies ou excusée par nos entraînements, la guerre de 1870 mérite l'exécration.

VII

CE QU'EST LA GUERRE

CE QU'ELLE DEVRAIT ÊTRE

I

LES PARTISANS

Quelles que soient les guerres du temps présent, on recule d'horreur dès qu'on ouvre un livre d'histoire. Villes prises où l'on égorge tout, massacre des prisonniers sans qu'il en réchappe un vilain — on gardait les nobles à rançon — incendie des châteaux et des villages, le paysan pressuré, torturé jusqu'à ce que la fureur le saisisse, qu'il pille et tue à son tour,

et qu'on le saccage, et qu'on le brûle pour le châtier, et que des provinces entières soient réduites en déserts, atrocités sans nom commises le rire à la bouche, férocités innocentes de gens qui ne sont pas plus méchants que d'autres, la vie tenue pour rien, les douleurs pour moins que rien, pas plus de pitié que de merci chez qui que ce soit pour qui que ce soit, tel est notre moyen âge, chevaleresque et généreux[1].

La guerre rend les hommes sauvages. A force de voir couler le sang, à force d'étouffer les sentiments naturels, à force de n'envisager que le but, on en vient vite aux cruautés, puis aux représailles, puis aux représailles des représailles, tant, que de l'homme il ne reste plus que la bête fauve, heureuse de déchirer.

En 1870, jusqu'à l'heure où la république lâchant les passions révolutionnaires a poussé ce cri : Tuez

1. Lisez dans Henri Martin notre histoire aux XIVe et XVe siècles.

tout par tous les moyens! — la guerre s'était maintenue dans les règles de la discipline militaire. L'intervention de la population civile, les coups de fusil partis de halliers, de maisons, de villages où il n'y avait pas un soldat, en ont absolument changé le caractère. Dès le moment où la guerre ne se renferme pas dans les armées, dès le moment où chacun tue comme et quand il peut, dès le moment où l'assassinat vient en aide au combat régulier, il faut dire adieu à la civilisation; les notions de justice et d'humanité disparaissent; on sort du droit des gens; l'ennemi étant partout pour le soldat étranger, le soldat étranger traite tout le monde en ennemi.

C'est ce qui est arrivé chez nous. La guerre de partisans, qui n'a rien sauvé, a tout brutalisé.

Le soldat contre le soldat, voilà le principe de la guerre civilisée. Le soldat doit être reconnu pour tel. Si l'uniforme n'est pas là, si quelque chose ne constate pas, d'une manière évidente, la qualité de combattant, le soldat cesse d'être soldat et la guerre d'être loyale. Un soldat ne porte l'uniforme que pour

ne pas être confondu avec un civil. Il est soldat non par fantaisie, non pour une heure, mais par devoir et pour toute la campagne. Des engagements sérieux, une commission régulière font de l'homme un soldat. Pour le soldat comme pour tout le monde, les droits reposent sur des obligations. Le droit de tuer sans être assassin n'est pas un droit médiocre; le droit d'être respecté quand on est pris les armes à la main n'est pas un droit médiocre; le droit d'être épargné par les camarades de ceux qu'on vient de tuer n'est pas un droit médiocre.

L'obligation correspondante consiste à se présenter comme soldat, c'est-à-dire à reconnaître et à respecter les règles qui, dans toute l'Europe, constituent la discipline militaire.

Faites observer ces règles à des partisans ! Le partisan n'est ni soldat ni civil, le partisan ne reconnaît ni règlements ni conventions internationales; le partisan se bat à son caprice, comme il lui convient; le partisan est tantôt bourgeois paisible, tantôt tueur de profession; il dirait volontiers :

Je suis oiseau, voyez mes ailes!
Je suis souris, vivent les rats!

Essayez de faire comprendre à ces êtres hybrides qu'on ne doit pas tuer les prisonniers, qu'on ne doit pas tirer sur les parlementaires, qu'on ne doit pas attaquer les ambulances, qu'on ne doit pas employer l'assassinat après la reddition d'une ville ou d'un village!

Dès qu'on rejette les obligations, remarquez-le, on renonce au droit. Pour les partisans, il n'y a pas plus de droit que d'obligations.

Mettons-nous à la place de l'ennemi. De qui lui faut-il se défier, contre qui lui faut-il se défendre? Le partisan lui tire dessus, jette son fusil, et quand un quart d'heure après le soldat régulier est parvenu à saisir le meurtrier, il n'a plus devant lui qu'un paysan, les mains dans les poches, ou qu'un bourgeois inoffensif. Exigerez-vous de ce soldat dont le camarade vient de tomber atteint, qui sent la mort le guetter de partout, qu'il fasse de la magnanimité? Sitôt qu'il y a trahison, les règlements tombent d'eux-

mêmes ; la préservation personnelle prime tout. Vous n'obtiendrez d'aucune armée, à commencer par la nôtre, qu'elle traite en prisonniers de guerre les gens qui ont tiré sur elle sans être soldats. Des exécutions sommaires réprimeront partout le mal. Et l'on vous dira qu'il n'y a pas d'autre remède, que le soldat est en garde contre le soldat, qu'attaqué par des soldats il n'a pas à se plaindre car les combats entre soldats sont toujours loyaux, mais que canardé par des civils, par des paysans cachés tantôt dans une église, tantôt dans une cave, tantôt sous un taillis, le soldat ne fait pas de quartier ; qu'en agissant ainsi il peut se méprendre sans doute et sacrifier des innocents, mais que ce n'est pas sa faute, que c'est celle de la guerre de partisans, et qu'il reste dans son droit.

On voudrait que l'ennemi traitât en soldats, non plus les tueurs d'aventure qui disparaissent aussitôt le coup fait, mais les nationaux qui sans uniforme il est vrai, combattent ouvertement, mêlés à l'armée. En théorie cela peut se soutenir ; dans la pratique

une telle distinction est impossible. Le bourgeois ne la saisira pas mieux que l'ennemi ; l'un, après avoir tiré dans les rangs, tirera parfaitement par une lucarne ou par un soupirail; l'autre, qui sait ce que vaut l'habit bourgeois, tuera parfaitement le civil qu'il trouvera les armes à la main parmi les soldats. C'est atroce, cela révolte tout ce qu'il y a d'humanité dans le cœur, mais il n'en saurait être autrement ; avec le partisan vous avez l'élément sauvage, et une fois déchaîné, rien ne le réprimera.

On dit : Si nous étions entrés en Allemagne, l'Allemagne aurait lâché ses partisans contre nous. — Certainement, et nous les aurions fusillés.

On dit : Il faut que les villes et que les villages ouverts se défendent ! — Très-bien, mais ne nous étonnons pas si les villages qui tirent sur l'ennemi sont brûlés par l'ennemi.

On dit : La nation doit s'armer ! — Rien de mieux, c'est son devoir; mais alors, qui vous empêche de l'enrégimenter? Vous avez la garde nationale, vous avez la mobile, vous avez des corps de francs-tireurs

officiellement organisés, mettez-y tous vos hommes valides, astreignez-les à l'uniforme, imposez-leur le règlement militaire, que l'ennemi sache s'il a devant lui un combattant ou un non-combattant, formez ainsi une véritable landwehr, que les armes soient loyales, les moyens intègres, et les Allemands n'auront rien à dire si la population entière de la France se lève au plein soleil, devant eux.

II

LA GUERRE AU COUTEAU

Ceux qui rêvaient un renouvellement de 92 ont vu ce qui nous manquait pour l'obtenir.

On n'a pas deux fois l'innocence révolutionnaire. Oui, l'innocence, la foi naïve et les illusions sincères. En 92 la nation se sentait confiante, elle pensait défendre la cause du progrès, la cause du monde entier. La France d'ailleurs se croyait attaquée, la France de 92 ne relevait de personne en Europe ;

quand l'Europe venait lui faire la loi, c'était une véritable invasion, et quand on courait à la frontière, ce qu'on défendait, c'était bien le territoire violé.

En 1870 nous n'avons eu en nous ni l'élan, ni le droit pour nous, ni devant nous les armées méthodiques de la coalition.

On a beaucoup parlé de rage patriotique, de guerre au couteau!

Malgré ses excès, cette guerre-là peut présenter quelque grandeur; à une condition pourtant: il faut qu'elle soit naturelle et spontanée. Quand on l'organise de toutes pièces, lorsqu'on se bat les flancs pour créer un soulèvement national, on a les fureurs, on a l'aveuglement populaire, on a la violence sous toutes ses formes avec l'impossibilité d'une direction ou d'une répression, on a l'exclusion des gens sensés et le règne des énergumènes, on a la férocité, mais on n'a pas la force. Ces tragédies sauvages, qu'il ne faut pas voir de trop près, ne prennent leur farouche beauté qu'à la condition de jaillir du sol.

La guerre au couteau ! la guerre à l'espagnole !

Les gens qui ne sont ni des peaux-rouges, ni des Espagnols de 1808, les gens très-civilisés comme nous, les gens qui bon gré mal gré ont l'esprit plein d'idées de douceur et d'humanité feront toujours gauchement cette guerre-là. Il y faut un appétit du sang, une indifférence à la tuerie que, Dieu merci, nous n'avons pas encore. L'Espagne des combats de taureaux, l'Espagne de la guerre carliste où durant des années on fusillait les prisonniers par milliers, a pu la faire et y réussir ; n'oublions pas que l'Espagne aussi, indignement envahie, avait le droit pour elle ; n'oublions pas non plus que sans les armées anglaises et Wellington, le couteau et les assassinats auraient mal aisément délivré le sol.

En regard de l'Espagne de 1808 on met l'Allemagne de 1813 : Ou comme l'une ou comme l'autre ! a-t-on dit. — Mais nous ne ressemblons pas plus à l'une qu'à l'autre. Il faudrait, pour ressembler à la première, reculer sous bien des rapports; il faudrait avancer de bien des façons pour ressembler à la

seconde. L'Espagne fanatisée s'enfièvre, elle résiste héroïquement à Saragosse, elle poignarde, elle tue par tous les moyens; savez-vous ce qui en résulte? sa haine convulsive la mène au rétablissement des couvents et du roi absolu; l'Espagne délivrée ne sera pas relevée, elle sortira de la victoire plus petite qu'avant. La Prusse après Iéna accepte une défaite irréparable, elle s'organise, la nation entre dans les rangs de l'armée, la Prusse devient libérale; laissez-la faire, elle sera grande au premier jour!

Ne confondons pas la virilité avec la rage. Convulsions épileptiques, fureurs à froid, haines acharnées et personnelles contre l'ennemi, sacrifice inutile des vies, défaites opiniâtrément entassées, ruines accumulées, générations fauchées, la patrie égorgée et d'un bout à l'autre sanglante plutôt que de réfléchir et de s'arrêter, telle est la rage et voilà vraiment le règne de Satan sur la terre!

Alors viennent les pensées atroces: La guerre ne fait que commencer! il y aura encore beaucoup de batailles! on prendra tous les hommes, tous les

enfants, jusqu'au dernier! — Alors viennent les excitations diaboliques : Tuez-en le plus possible, que pas un ne retourne vivant, jetez les hommes à la fournaise! — Alors viennent ces allégresses que vomit l'enfer : Voilà le typhus, voilà le choléra, on agonise et l'on meurt, tant mieux! —

Ceux qui parlent de la sorte savent-ils combien de larmes et de désespoir se cachent derrière chacun de ces mots?

La virilité, grâce à Dieu, a un autre caractère. Calme, recueillie, se possédant bien, avant tout elle cherche la vérité. La virilité ne fuit pas la situation, elle s'en rend compte. Elle ne prend pas des cris pour des actes, pas plus qu'elle ne prend les fureurs populaires pour la ténacité. Elle ne sacrifie pas l'avenir à l'illusion. Elle ne perd pas le pays plutôt que de le sauver en acceptant l'inévitable. Elle ne consent pas aux immolations inutiles, elle pousse aux efforts persévérants. Elle part d'un fait douloureux, elle arrive au relèvement définitif.

Excitez les passions mauvaises, vous devenez tout

entier meurtrier : toutes les passions mauvaises se lèvent à la fois, toutes marchent ensemble. C'était contre l'ennemi, vous le pensiez ; à un moment donné elles se jettent sur la patrie et la ravagent : révolution, socialisme, férocité, toujours le pays en sort affaibli.

Que la virilité réprime la rage au contraire, qu'elle prenne en main la conduite des affaires, qu'elle s'appuie sur la justice, qu'elle use d'humanité, toutes les saines énergies renaîtront. La vraie force naît du bien, jamais du mal.

III

ATROCITÉS, LE CODE MILITAIRE

En présence des immenses massacres de 1870, de ces mitrailleuses, de ces procédés pour tuer vite et beaucoup, on est tenté de demander pardon au roi Guézo, et de trouver qu'on a été bien sévère envers les coutumes du Dahomey et les lacs de sang

1870 a eu ses batailles; non, dites ses boucheries, dites ses scènes d'abattoir.

Encore reculerait-on d'horreur s'il s'agissait d'abattre vingt mille bœufs en quelques heures et au même endroit!

Certes le courage qui affronte de semblables périls est plus héroïque que jamais. Néanmoins les engins de tuerie ont été tellement perfectionnés, qu'il ne reste en quelque sorte plus rien de cet ancien prestige qui se déployait dans les combats[1].

Je me demande comment on fera pour raconter ceux-ci. Le dégoût, l'horreur et le deuil prendront tant de place qu'il en demeurera bien peu pour la gloire. Les vainqueurs eux-mêmes oseront à peine se réjouir.

1. Songez à ces listes de *manquants* qui, pendant les hostilités, arrivent chaque jour (et des deux côtés) au ministère de la guerre. Les manquants, on ne sait encore ce que c'est; sont-ils morts, sont-ils prisonniers? peut-être cela s'éclaircira-t-il un jour, et alors on informera leurs familles.

Mais cela ne s'éclaircit pas toujours: il y a des familles qui depuis la guerre d'Italie ne savent qu'une chose sur un de leurs membres, c'est qu'il est *manquant*.

Parmi les moyens de guerre dont rougira notre XIXe siècle, il faut citer l'emploi des turcos.

On l'a dit, si dans une guerre avec les États-Unis, les Américains avaient lâché sur nous les tribus de leurs Indiens armés de couteaux à scalper, aurions-nous trouvé le procédé bon? Or les turcos, qui déjà en 1859 s'étaient tristement distingués dans la guerre d'Italie, ont montré la même sauvagerie dans la guerre contre les Allemands. Ce que les turcos sont au fond, je n'ai pas à l'examiner. Il se rencontre dans leurs rangs, je n'en fais nul doute, des hommes honorables et humains. Mais leur destination, mais leur emploi qu'exaltaient à l'envi nos journaux, était celui de troupes féroces. On vantait leur sauvagerie, on se félicitait de la terreur que leur cruauté allait répandre chez l'ennemi; ils ont en effet tranché des têtes; on a trouvé sur eux des doigts coupés. Cela n'a pas beaucoup avancé nos affaires, et nous avons sur notre conscience un crime de plus.

Quant à moi, je ne prends pas mieux mon parti des mitrailleuses que des turcos. Je me rappelle fort bien que le maréchal Niel, en parlant de ces engins, se plaisait à décrire quelles masses d'hommes ils fauchaient avec la régularité des andains sur le pré. Figurez-vous, pendant les longues heures d'une bataille, ces coups de faux continuellement donnés, et ces lignes d'hommes couchées rang après rang! Franchement, ces moyens-là me semblent en dehors des procédés légitimes; ils achèvent à mes yeux le procès de la guerre.

Et nous ne sommes pas au bout; nous aurons les pompes à pétrole, les balles explosibles; la chimie se mettant en campagne nous trouvera bien quelque bombe asphyxiante, quelque façon merveilleuse de détruire un corps d'armée à distance, sans qu'on ait même la peine de se battre!

Jadis on mesurait les épées pour établir l'égalité et pour assurer la loyauté du duel; aujourd'hui, on ne songe qu'à une chose : tuer! Dès lors pourquoi serait-il défendu d'empoisonner les fontaines, de faire

dérailler les chemins de fer[1], pourquoi n'enverrait-on pas des lettres imprégnées d'un venin subtil?

La guerre est déshonorée! — ainsi s'exprimait une femme, en voyant nos armées troquer la vaillante épée de la France contre des mitrailleuses.

La guerre comme on est en train de la faire ne conserve plus rien de chevaleresque et de courtois; elle change entièrement de nature, elle se rend absolument odieuse et risque de tourner au ridicule.

Je l'espère pour ma part, on inventera quelque machine qui tuera si vite, de si loin, et tant de gens à la fois, que d'indignation et de dégoût la guerre deviendra impossible.

D'ici là, réformons les abus.

Je prends le code militaire. Il est odieux, tout simplement, et il l'est parce que l'utile y a usurpé la place du juste.

Nécessaire! On croit avoir tout dit quand on a pro-

1. Certains journaux y encourageaient nos ingénieurs.

noncé ce mot-là. Jadis il était *nécessaire* de pendre les braconniers et les voleurs. Il était *nécessaire* d'employer la torture et de rouer vif. Il a été *nécessaire* de guillotiner pour sauver la France révolutionnaire. Il avait été *nécessaire* de brûler les huguenots pour extirper l'hérésie ! Les nécessités du code militaire auront leur tour, soyez tranquilles, comme celles-ci. Mais jusque-là le code militaire reste en vigueur. Or il applique la peine capitale avec une facilité dont nous ne pouvons ni ne devons prendre notre parti. C'est comme chez Dracon, toujours la mort! la mort pour les espions, la mort pour les indisciplinés, la mort pour les lâches. Une sentinelle s'endort devant l'ennemi, la mort ; une résistance quelconque se produit à bord d'un navire, la mort. L'Angleterre, je le sais, traduit devant un conseil de guerre ses généraux et ses amiraux malhabiles ou malheureux, mais des précédents ne sont pas des arguments[1].

Si tout ce qui est utile devenait juste, cela nous

1. L'exécution de l'amiral Byng prouve que ces jugements ne sont pas une vaine forme.

mènerait loin. Nous en reviendrions vite à l'inquisition, qui trouvait fort utile de sauver quelques âmes en sacrifiant quelques corps; vite aux procédés de Napoléon III, qui trouvait utile de sauver l'ordre et lui-même en déportant quelques milliers d'hommes sans jugement préalable. Il peut être utile de violer les lois, de renverser les constitutions, de manquer à son serment; il peut être utile d'assassiner César. C'est à la conscience de renverser l'utile pour rétablir le droit.

Pillage sur terre et sur mer, voilà encore un vieux reste du bon temps des guerres, à refouler dans le passé. Sur mer on délivre des lettres de marque, et les corsaires exercent un brigandage autorisé; la marine régulière a ses parts de prise; on peut saisir la marchandise sous pavillon ennemi. Sur terre, nous savons ce qui se passe. Il importe que des conventions internationales règlent tout cela.

Ces conventions devraient introduire les deux clauses suivantes applicables à tous les traités de paix :

indemnité comprise dans les contributions de guerre et remise aux provinces ravagées ; indemnité également comprise dans les contributions de guerre et consacrée au remboursement des réquisitions mal justifiées.

En vertu de ces mêmes conventions, il faudrait démanteler les villes, surtout les grandes villes, les capitales. Il est sauvage de fortifier des centres de population qui, sans compter les milliers et les milliers d'habitants, renferment des musées, des bibliothèques, des monuments nationaux. On ne supprimera la barbarie des bombardements et des blocus qu'en supprimant les villes fortifiées, qu'en ayant des camps retranchés pour assurer la défense du pays.

Par toutes ces mesures on obtiendra le véritable progrès, la distinction absolue entre l'armée et la population civile, entre la guerre civilisée et la guerre barbare.

L'esprit de paix fera cela. Il ôtera à la guerre tout ce qu'il peut lui ôter. Déjà la guerre semble avoir honte d'elle-même, elle fait comme l'échafaud qui

se cache, comme les cachots qu'on nettoie, comme les bagnes qu'on disperse, comme les supplices qu'on abolit.

Si vous en doutez, comparez ces trois guerres civiles : celle de Vendée où l'on fusille tous les prisonniers, où le brave Hoche est forcé lui-même d'ordonner des exécutions en masse après Quiberon ; celle des Carlistes et des Christinos où l'on fusille les prisonniers des deux côtés ; celle d'Amérique, la plus terrible de toutes, où, malgré l'immensité du péril et la véhémence des passions, on n'a fusillé personne, ni dans le Sud ni dans le Nord. C'est ainsi que les États-Unis marquent en toutes choses les voies de l'avenir. Comparez encore le régime des pontons anglais aux traitements — humains à tout prendre — qu'ont rencontré nos prisonniers en Allemagne. Comparez à l'abandon d'autrefois, les soins prodigués aux blessés des deux armées par les femmes des deux nations ! Enfin voyez, au lieu de l'entière indifférence où les atrocités des anciennes guerres laissaient les populations civiles, voyez quelle horreur

nous inspirent les tueries, voyez avec quelle répugnance croissante notre civilisation assiste aux scènes que personne n'eût remarquées jadis.

On ne fusille pas un espion que tout ce qui est en nous ne se soulève. On ne fusille pas un paysan qui a tiré sur l'ennemi sans qu'un frisson ne parcoure nos veines. On ne bombarde pas une ville sans que nous nous révoltions contre cette extrémité. On n'affame pas une population bloquée sans que nous demandions compte de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants!

Il n'y a pas à s'y tromper, en dépit des triomphes de la guerre, l'esprit de paix fait son chemin.

IV

LES DEVOIRS DE LA NEUTRALITÉ

Les neutres ont des devoirs à remplir.

Parmi les silencieux dont nous parlions naguère, figurent les puissances qui n'ont pas su nous dire en

temps utile, c'est-à-dire tout de suite : Vous avez tort !

C'était le seul moyen de nous rendre service. C'était le seul moyen de préserver la paix

On l'a bien vu, la médiation pour la paix n'est possible qu'à un seul moment, à l'heure où la guerre est déclarée, non commencée ; mieux encore, à l'heure où elle va se déclarer.

La vraie médiation efficace aurait été exercée par l'Angleterre si, au mois de juillet 1870, ne se contentant pas de vagues représentations elle avait eu le courage de proclamer ce que tout le monde savait : que le retrait de la candidature Hohenzollern devait assurer la paix.

L'Angleterre et les médiateurs ont employé de tous les moyens le plus impuissant lorsqu'à la fin d'octobre ils ont recommandé un armistice. Pour qu'une intervention présente quelque valeur, il faut qu'elle ait une opinion, qu'elle prenne un parti, qu'elle s'appuie sur un terrain solide, qu'elle indique les bases d'une tractation. Recommander l'armistice sans

aborder de front la question de paix, c'est ne rien faire absolument.

Soyons justes toutefois. Les neutres, qui n'ont pas fait tout ce qu'ils pouvaient faire ont localisé la guerre, et c'est beaucoup. En convenant, dès le début, que la rencontre de l'Allemagne et de la France conserverait le caractère d'un duel sans dégénérer en mêlée générale, les neutres ont accompli vis-à-vis de l'Europe une œuvre de salut.

Il n'en est pas moins vrai que les règles de la neutralité, même en laissant à part la question de médiation pour la paix, ont besoin d'une révision.

L'Angleterre n'a cessé durant la guerre de fournir à l'un des belligérants, la France, des fusils, du charbon, et même l'usage d'un télégraphe sous-marin. Qu'elle y prenne garde, ces façons d'envisager les devoirs de la neutralité ont déjà compromis sa réputation à l'époque de l'Alabama. Une effroyable responsabilité pèse sur les pays qui manquent ainsi à leurs obligations. Qui dira combien de milliers de vies ont été sacrifiées, parce que l'Angleterre expédiant des armes

au Sud américain a prolongé la révolte! Qui dira combien de vies ont été sacrifiées en France, parce que des envois analogues auront encouragé un entêtement de résistance aussi funeste qu'impuissant!

Mais l'Angleterre semble n'envisager qu'une chose, le gain. L'Angleterre fait de l'argent avec la guerre et place ses fusils[1]. L'Angleterre, en scandale sous ce rapport, profite des chances heureuses qu'offre à sa fabrication d'armes tout conflit sanglant. Que voulez-vous, l'Angleterre compte ses écus, et il faut que le compte s'y trouve! Et puis songez au traité de commerce avec la France! Le cabinet Whig n'a d'autre préoccupation. Pour ces hommes-là, la liberté commerciale et ses avantages constituent toute la politique, politique d'égoïsme s'il en fut. Ils sont dé-

1. L'Angleterre a fourni à la France quatre cent mille armes. Quand l'Allemagne réclame à Londres contre ces fournitures, on lui ferme la bouche en rappelant que la Prusse a fourni des armes aux Russes pendant la guerre de Crimée.

On pourrait aussi fermer la bouche à l'Angleterre en lui rappelant qu'elle protestait contre ces fournitures et qu'elle trouvait le procédé abominable.

pourvus de ce sentiment de la dignité nationale que les Tories que lord Stanley ont au plus haut point, et qui donnait à l'Angleterre, quand les Tories la dirigeaient, une attitude et une influence que l'Europe n'a pas oubliées. L'Angleterre des Whigs au contraire, égoïste et faible, semble s'abaisser aux yeux du monde.

Je suis aussi partisan que possible du traité de commerce et j'aime depuis longtemps la liberté commerciale, mais les intérêts économiques, si grands soient-ils, doivent céder le pas à des intérêts d'un autre ordre.

Le traité de commerce me fait un peu l'effet du plat de lentilles d'Esaü. Je me demande si l'Angleterre de M. Bright n'aurait point vendu son droit d'aînesse !

La politique de paix, c'est très-bien, prenons garde seulement de confondre la politique de paix avec une politique de faiblesse et d'abstention qui favorise toutes les guerres.

L'Angleterre a largement ouvert sa bourse aux blessés et aux dévastés, ses souscriptions ont été très-

généreuses, au point de vue de la compassion elle a compris ses devoirs de neutre ; mais la charité qui secourt après, ne vaut pas le viril courage qui aide avant.

Vous savez le mot de M. de Bismark lorsqu'on parlait de l'Angleterre et de sa médiation pacifique : L'Angleterre, qu'est-ce que c'est que ça ? —

Franchement, les vrais amis de l'Angleterre rêvent pour elle un rôle non moins pacifique et plus fier.

Les États-Unis, eux qui avaient tant à se plaindre de l'Angleterre, n'ont pas mieux qu'elle, je regrette de le dire, observé les devoirs de la neutralité. Mêmes envois d'armes, sans compter les volontaires qui arrivaient en bataillons sous le pavillon étoilé ! Or ni les consuls ni le président n'ont protesté contre un tel acte, annonçant à leurs ressortissants l'application de la loi dans toute sa rigueur. Nous avons vu venir les bandes espagnoles, nous avons vu venir les bandes italiennes, chacune portant l'étendard national, et pas un ministre, pas un consul de ces deux

pays neutres n'a rien prévenu, n'a rien réprimé[1].

Seules la Belgique et la Suisse, fermes au milieu des défaillances, ont interdit toute sortie d'armes en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants, donnant ainsi une leçon austère aux nations qui violaient la neutralité.

On le voit, il est absolument indispensable de fixer le droit international.

1. Le secours que semblent apporter ces arrivées d'armes et d'hommes n'est qu'apparent. Il ajoute beaucoup aux illusions et rien ou presque rien à la défense. Des fusils par centaines de mille sont venus d'Angleterre, des fusils par centaines de mille sont venus d'Amérique, des bataillons espagnols et américains accourent chez nous, Garibaldi nous arrive avec ses Italiens, cela donne l'idée de ressources nouvelles et prodigieuses; par conséquent la guerre se prolonge, la portion occupée du territoire s'accroît, la ruine s'aggrave, les défaites et les humiliations se multiplient, les conditions de la paix deviennent plus dures, et ni les armes fournies par l'Angleterre, ni les bataillons de volontaires étrangers ne nous ont sauvés.

V

LES REFUGES

La guerre de 1870 s'est chargée de faire comprendre à quoi servent ces petits pays neutres, la Suisse et la Belgique. Ce sont des refuges.

La Belgique a secouru nos prisonniers, abrité bon nombre de nos blessés et de nos soldats.

Quant à la Suisse, elle a repris son rôle traditionnel de refuge. Que de refuges se sont succédé chez elle! Le grand refuge des protestants sous Louis XIV, le refuge des émigrés sous la république, le refuge des républicains sous le second empire, le refuge des impérialistes sous la seconde république, le refuge des hommes tranquilles qu'épouvante le drapeau rouge.

C'est en Suisse qu'ont été fondées et la convention de Genève et les sociétés internationales pour les prisonniers et les blessés. Les villes et les villages de la Suisse n'ont cessé d'envoyer le meilleur de leurs den-

rées, de puiser dans ces réserves de linge qui font l'orgueil des ménagères, de travailler en faveur de toutes les misères que chaque jour de guerre accroissait. La Suisse a réclamé, reçu et secouru la population civile de Strasbourg; elle a reçu, elle a secouru les Allemands expulsés de France et de Paris[1]. A Genève, à Bâle, des comités sur pied jour et nuit, et cela pendant plusieurs mois, procuraient des logements aux émigrants, attendaient pour les soigner et les réconforter nos convois de soldats blessés et malades. On sait quel accueil a trouvé en Suisse l'armée de Bourbaki, l'armée aux pieds gelés, aux affamés, aux délabrés.

Si quelque chose pouvait consoler de la guerre infernale, ce serait l'élan d'amour que lui oppose l'esprit de Christ. Le sentiment humain déborde, il franchit les frontières; inconciliable avec l'ancien patriotisme étroit et cruel, il se fait jour de toutes parts. C'est lui qui a enrôlé les infirmiers volontaires,

1. Les gouvernements allemands, en particulier le Wurtemberg, ont vivement remercié la Suisse, de même que la France l'avait remerciée pour les Strasbourgeois.

C'est lui qui a gagné la bataille de la spontanéité contre l'officiel [1]. C'est lui qui en Allemagne a levé cette belle armée des chevaliers de Saint-Jean, ces hommes que leur âge dispensait du service militaire, saintement actifs sur le champ de bataille, attentifs à nos blessés [2]. C'est lui qui, dans toutes les villes allemandes et françaises, partout où s'entassaient les mutilés nationaux ou ennemis, a porté les femmes, les hommes de tout rang et de toute profession à leur secours. C'est lui, le même, qui dans la guerre d'Amérique enveloppait les régiments exposés au feu d'autres régiments : les épouses, les mères, les sœurs, infirmières dévouées et coura-

1. Celui-ci s'est bien défendu, la régularité administrative a opéré une belle retraite, volontiers on n'aurait plus que des sœurs de charité et des infirmiers de profession. Mais l'immensité des besoins a forcé d'entr'ouvrir la porte, quoiqu'à regret, et les volontaires sont entrés. Une autre fois, si par malheur nous nous trouvons encore en guerre, la porte ne sera plus entrebâillée, elle sera enfoncée, je l'espère.

2. L'un d'eux, noble exemple de largeur, demandait et obtenait pour ses blessés des journaux français, souvent hostiles à l'Allemagne.

geuses. C'est lui qui a réveillé dans tous les cœurs une ardente compassion, un puissant besoin de soulager.

La guerre ne perd rien de son horreur, mais on respire, on entrevoit l'au delà, cela fait du bien.

VI

L'ÉVANGILE ET LA GUERRE

Mettre un bel habit, un chapeau d'une forme particulière, et aller, dans cet attirail, se faire casser bras et jambes! cela a-t-il le sens commun?

Supposez dans Gulliver quelque pays où arrive tout à coup des nouvelles de notre terre : Aujourd'hui, chez les humains, on a tué vingt mille hommes et on en a mutilé le double! Pour quelle cause? On ne sait pas bien ; les motifs ne sont pas clairs; personne ne peut s'en rendre compte; mais n'importe, on tue sans savoir pourquoi!

Ceux qui doutent de la méchanceté humaine sont maintenant, je pense, au net sur la question.

La guerre, c'est le grand péché. On ne saurait imaginer une manifestation plus complète de l'influence du diable. Dans tout autre crime on entrevoit un mobile, une satisfaction cherchée ; ici, rien. Ces soldats qui vont s'égorger ignorent pour quelle raison ils s'égorgent ; ils poursuivent avec rage la mort de l'ennemi, et tout à l'heure, couchés côte à côte sur un lit de souffrance, ils découvriront qu'ils n'étaient pas ennemis du tout !

Respect de la force seule, mépris de la vie humaine, de celle des autres, de la nôtre, de ce qui vient après, voilà ce que développe la guerre, et cela nous gagne vite.

L'Évangile nous ordonne d'aimer notre pays ; l'Évangile nous ordonne de défendre notre patrie ; loin de les affaiblir, il relève et sanctifie chacun de nos devoirs ; mais à côté de ces deux devoirs : aimer le pays et le défendre, il en met d'autres non moins absolus.

Pour le patriote chrétien il y a des frères par delà les frontières, il y a des âmes immortelles, il y a des

hommes en faveur desquels le Christ est mort, il y a une justice que nous devons servir quoi qu'il arrive, il y a, quoi qu'il arrive, l'horreur des cœurs légers à répandre le sang!

Quiconque sait que Dieu jugera, ne peut songer à paraître devant lui avec le mépris de la justice, avec la suppression de l'humanité, avec l'esprit de haine et de meurtre, avec cette prétendue morale patriotique, toute pétrie d'orgueil, de dureté, et que la morale ordinaire condamne absolument. Or c'est au nom de la morale ordinaire que nous serons jugés.

Vous représentez-vous un homme disant au juge souverain : J'ai foulé aux pieds la justice, la vérité et l'humanité; je n'ai pas résisté au mal, j'y ai adhéré; mais ma conscience ne me reproche rien; il s'agissait de mon pays!

Et le prix d'une âme, y avez-vous pensé! Avez-vous pensé, en présence de la déclaration de guerre, à cette détermination effroyable : précipiter des milliers d'âmes dans l'éternité!

Laissons les homélies; elles ne compromettent personne, elles sont approuvées de tout le monde et ne servent à rien.

Nos déclamations subissent, la détestation s'oppose; pour les unes la guerre est un malheur, pour l'autre elle est un crime. Tant que la guerre sera douloureuse et non flétrie, elle conservera ses coudées frauches. Parlez, écrivez contre la guerre, célébrez les bienfaits de la paix, adressez des lettres aux souverains, tout le monde sera de votre avis; les auteurs de la guerre vous donneront raison, ils vous dépasseront même en enthousiasme pour la paix; seulement vos lamentations n'auront point fait avancer la question d'un pas. Par cette voie s'échappent toutes les énergies, comme la vapeur quand elle sort d'une chaudière fendue et cesse d'exercer sa pression. Il vaudrait mieux être moins lamentable et plus viril.

Vouloir fermement la paix, aimer sincèrement les hommes, combattre l'injustice, fût-elle commise par notre pays, c'est le travail du chrétien, et son mot est celui-ci : je hais la haine!

Sans haine, vous pouvez m'en croire, l'esprit de guerre ne vivra pas longtemps.

Faute d'exceptions légitimes cependant, on affaiblit plus qu'on ne fortifie les attaques dont la guerre est l'objet.

Dans notre manie de généraliser et de formuler des maximes absolues, nous sommes parvenus, qui le croirait? à calomnier la guerre.

En condamnant toute guerre, même la guerre défensive, même la guerre intérieure pour maintenir l'ordre, on altère la notion du droit et celle du devoir. Il suffit de se représenter l'état du monde si un tel principe pouvait prévaloir. Les nations qui n'ont pas tant de scrupules envahiraient à leur aise les nations scrupuleuses; les anarchistes qui n'ont pas tant de scrupules lèveraient leurs armées internationales et renverseraient à leur aise les gouvernements scrupuleux; le désordre triompherait partout. Et qu'on ne vienne pas nous parler d'un arbitrage européen, car cet arbitrage serait nul s'il ne dispo-

sait d'aucune force; or employer la force n'est pas chrétien!

Si la guerre défensive est un péché, ouvrons nos rontières à l'ennemi. Si la guerre civile est un péché, ouvrons nos forteresses et nos villes à l'insurrection. Si toute espèce de défense personnelle est un péché, laissons massacrer notre femme et nos enfants. Si les grands saints doivent s'abstenir de toute guerre, même légitime, même ordonnée par les plus simples lois de la conscience et du bon sens, que faites-vous de la Bible qui nous parle de l'Éternel des armées, que faites-vous de l'Évangile qui nous dit que le prince ne porte pas l'épée en vain?

Ne disloquons ni la nature humaine ni le devoir. Aucun chrétien en France, aucun chrétien en Allemagne, aucun chrétien en Amérique pendant le long conflit avec le Sud, n'a été frappé de ce prétendu précepte : Ne pas porter les armes, et ne s'en pas servir pour la défense du sol ou du droit.

Le soldat chrétien se sent en plein accomplisse-

ment de devoir lorsqu'il combat dans une sainte guerre défensive; mourant sur le champ de bataille il implore le pardon de ses péchés, mais il ne met pas au nombre de ses péchés l'obéissance au devoir envers la patrie, que ratifie de tout point sa conscience de chrétien. Le chrétien réprimera l'émeute qui bouleverse la cité; s'il ne le faisait pas, il se sentirait aussi coupable que s'il refusait de protéger sa famille contre une horde de brigands. Ce chrétien, ce soldat ne hait pas l'ennemi; tout en combattant vaillamment, il n'oublie pas que son adversaire a une mère, qu'une femme pense à lui avec angoisse; il sait que cet homme a une patrie, lui aussi, que cet homme doit la servir, il ne saurait éprouver de haine envers cet homme. Le chrétien a la guerre en abomination, la gloire militaire au prix d'une seule vie lui fait horreur, il souhaite la paix dès qu'elle peut être honorablement conclue, il maudit la continuation des hostilités, et pourtant il prie pour le succès de ses armes et il se bat bien.

Je pense, avec les amis de la paix, que le rôle

des armées permanentes s'affaiblit, qu'un arbitrage peut arrêter et terminer la plupart des querelles, qu'il faut marcher résolûment dans ce sens; mais je pense aussi que loin d'être un mal et un péché, la guerre défensive est un grand devoir, un saint devoir, qu'elle est la défense du droit contre la force, qu'elle est la défense de la paix contre la guerre, qu'elle est en définitive le châtiment et la négation de la vraie guerre, de la guerre offensive, de la guerre qu'il faut abolir à tout prix.

Comme Français, nous ne pouvons avoir oublié Vercingétorix défendant la Gaule contre César. Les Allemands se souviennent d'Arminius. Et la Suisse, n'a-elle pas son Divicon ?

Flétrir toute espèce de guerre, affirmer que la guerre ne développe que des instincts mauvais, c'est tomber dans le faux et dans l'absurde. De rares vertus se sont déployées au milieu des combats. Louis IX, Godefroy de Bouillon, Saladin, et dans les temps modernes les huguenots de France, Coligny; ceux d'Allemagne, Gustave-Adolphe; ceux des Pays-

Bas, le Taciturne et les Gueux; ceux d'Angleterre et d'Amérique n'étaient pas, que je sache, des incarnations du péché.

La vie militaire a de grands côtés; certains héroïsmes disparaîtront, j'en ai peur, quand nous ne serons plus que des sociétés pacifiques vouées au commerce et à la recherche du profit.

Sans doute l'idéal chevaleresque peut se conserver et se retrouver en dehors du métier des armes, sans doute les occasions de dévouement et de valeur ne manquent jamais, nous n'en sommes pas réduits à choisir entre l'idéal chevaleresque avec la guerre, et la platitude commerciale avec une nation de boutiquiers; cependant le danger existe, et le reflet des vertus guerrières devra être remplacé par d'autres vaillances et d'autres désintéressements [1].

1. Je ne saurais avoir personnellement aucun préjugé contre la vie militaire. Mon père a servi depuis les campagnes d'Italie jusqu'à la bataille d'Eylau. Mes deux grands-pères étaient l'un et l'autre officiers supérieurs.

En fait de guerre légitime et généreuse, parlez-moi de la guerre d'Abyssinie. Délivrer des prisonniers, jeter à bas un monstre, montrer aux férocités africaines ce que sont la justice et la force de l'Europe, cela fait, rentrer chez soi sans prendre un pouce de terrain, voilà une expédition qui laissera en repos la conscience du général Napier, de ses compagnons d'armes et de l'Angleterre[1].

Tous nous avons admiré les États-Unis et Lincoln combattant les esclavagistes du Sud; si Lincoln, sous prétexte d'humanité, s'était arrêté avant d'avoir réduit les dernières résistances des rebelles, avant d'avoir conquis la paix future de l'Union et l'abolition radicale de l'esclavage, nous aurions trouvé qu'il manquait à tous ses devoirs de chef d'une grande nation.

Croyez-moi, ne plaçons pas les enfants de Dieu en dehors des devoirs communs; au lieu de chrétiens

1. Aussi voyez comme la bénédiction de Dieu s'y montre (elle dont nous tenons si peu de compte)! C'est par un vrai miracle que les captifs anglais n'ont pas été immolés.

nous ferions des moines; je ne vois pas trop ce que la paix y gagnerait.

Le XIXe siècle, au bout du compte, n'est plus le temps de ces légèretés militaires, de ces guerres à tout propos qui ont rempli les siècles précédents. Il a la conscience moins large; entraîné pendant quelques jours, il revient à lui-même, et n'admet pas que les nations s'entr'égorgent pour la conquête, pour la prépotence, pour l'équilibre, pour la gloire, pour occuper l'armée, pour amuser le pays, pour esquiver des difficultés intérieures, pour satisfaire un certain goût de se battre, pour gagner sa vie et s'entretenir la main.

Heureux ceux qui procurent la paix[1] *!*

Songeons au moment où nous comparaîtrons devant le souverain Maître, tant les rois que les peuples et jusqu'aux plus humbles citoyens qui peuvent parler, qui peuvent prier, qui peuvent procurer la paix!

1. *Evangile* selon saint Matthieu, chap. V, v. 9.

VIII

LES DEUX POINTS DE VUE

JUSTICE RELATIVE, JUSTICE ABSOLUE

Il ne faudrait pas abuser de l'histoire. On y trouve des précédents pour tous les crimes, des griefs pour tous les conflits, des comptes ouverts entre tous les voisins.

En définitive, le mal est le mal, et les précédents historiques n'y changent rien.

Tâchons de ne pas excuser ce qui est mauvais, sous prétexte que d'autres l'ont fait, et que l'histoire en a pris note.

L'histoire n'étant autre chose que les annales de

l'homme déchu, elle nous raconte effectivement une série d'attentats et d'atrocités. La guerre en particulier, malgré le manteau de pourpre dont on l'a couverte, a été du commencement à la fin le déploiement le plus effroyable de la cruauté humaine. Qu'en voulez-vous conclure ? que la cruauté est bonne? que le mal est le bien?

Prenons-y garde, les autres crimes aussi figurent dans l'histoire. Certaine école s'évertue à nous prouver que la proportion des vols, des assassinats, des adultères, des infanticides, a quelque chose de constant. Je ne vois pas pourquoi nous n'excuserions pas tous ces actes dont l'accomplissement s'opère en vertu d'une loi historique non moins suivie que celle des barbaries de la guerre.

Disons-le, l'histoire est la plus détestable des écoles, sitôt qu'on en tire la glorification du fait et l'oubli du droit.

Notre métier, à nous qui croyons, est de réagir contre le fait au nom du droit.

Et n'objectez pas qu'il s'agit de nations incon-

verties, qu'il faut par conséquent oublier vis-à-vis d'elles la distinction du bien et du mal. Moins les nations sont converties, plus il importe d'appeler le mal : mal, le bien : bien, de résister à la tendance qui nous pousse à négliger le droit pour nous accommoder au fait.

Dans toutes les questions de guerre, deux points de vue se présentent au regard. Celui de la justice relative, celui de la justice absolue. Si nous nous plaçons au premier, nous n'avons, nous Français, rien à reprocher aux Allemands. Notre histoire est là, nos intentions d'hier sont là, peut-être les pensées d'aujourd'hui, peut-être les espérances de demain. Guerre implacable, paix écrasante, conquête, pillage, cruautés, nous avons fait les mêmes choses, nous allions faire les mêmes choses, bien des gens chez-nous comptent faire les mêmes choses. Au point de vue de la réciprocité, l'Allemagne est dans son droit.

Au point de vue du bien absolu, l'Allemagne est dans son tort. Aucun peuple n'est justifié lorsqu'il

accomplit le mal que d'autres ont fait avant lui[1]. D'ailleurs un progrès s'est opéré, l'humanité a marché; la guerre de 1870 devait être beaucoup meilleure que la guerre de 1866 pour ne pas être plus mauvaise. Je ne sais pas si les circulaires de M. de Bismark répondent ou non aux circulaires de M. de Chaudordy, je ne sais pas si les accusations qu'on a échangées de part et d'autre sont fondées ou ne le sont pas, ce qui me paraît affreux, ce qui me paraît honteux, c'est qu'il y ait eu lieu d'écrire ces circulaires, et de démentir ces accusations.

Pourquoi les procédés de l'Allemagne ont-ils froissé? pourquoi le bûcher de Servet scandalise-t-il plus à lui seul que mille bûchers catholiques? Genève n'a fait, l'Allemagne n'a fait que ce qu'on a fait ailleurs. Pourquoi? parce que la lumière engage, parce qu'on attendait mieux de Genève éclairée par l'Évangile, parce qu'on attendait mieux du peuple allemand, de ce peuple instruit, cordial, qui devance les autres

1. Petit Senn l'a dit : justifier le mal qu'on fait en rappelant le mal qu'ont fait les autres, c'est se laver avec de la boue.

sous tant de rapports essentiels. Les exigences de l'opinion sont un hommage rendu à l'Allemagne, elle l'a repoussé; elle a fait comme nous, comme tout le monde, d'accord; mais c'est tant pis pour elle !

IX

LES JUGEMENTS DE DIEU

I

L'ÉTERNEL

N'oublions pas Dieu.

Dans nos calculs de forces et de chances, n'oublions pas cette force et cette chance : la bénédiction de Dieu.

L'Éternel règne. Il semble que ce soit l'habileté, la violence, l'homme, Satan, je ne sais quels hasards! ne vous y trompez pas; c'est Dieu.

Or Dieu exerce ses jugements.

La bénédiction de Dieu ne s'exprime pas toujours

par le succès ni sa colère par les revers. Comprendre ainsi les jugements divins, ce serait déclarer tout vainqueur dans son droit, tout vaincu dans son tort, tout heureux un saint, tout malheureux un pervers; il ne nous resterait plus dès lors qu'à nous courber devant le triomphe et qu'à adorer l'événement! Certes nous n'avons pas besoin de cet apprentissage-là.

Avant tout regardons à la vérité, considérons la justice; rien, ni victoires ni défaites n'en sauraient altérer l'essence ou ébranler la fermeté.

Je m'inscris de nouveau contre un fatalisme qui s'appuierait sur les jugements divins pour décharger la conscience de sa responsabilité et l'homme de son devoir.

Ne vous opposez pas à la guerre, c'est un jugement de Dieu, elle détruira notre mollesse, elle mettra fin à notre luxe, elle secouera notre indolence, elle atteindra notre orgueil en nous humiliant, notre avarice en nous ruinant, notre cruauté en nous déchirant, notre matérialisme en nous tuant! —Très-

bien; vive alors tout fléau! le choléra qui suspend la mort sur ma tête, les révolutions qui me déracinent, les catastrophes commerciales qui me dépouillent, la disette qui m'affame, le voleur qui me prend mon bien! Vive l'anarchie, vive le pillage, vive le malheur! Dans la main de Dieu tout cela peut devenir un moyen de régénération.

Et ne nous arrêtons pas en si beau chemin! Ce qui est un bien public ne saurait être un mal particulier. Souhaitons les douleurs, la pauvreté, le malheur à nos proches. Autant de jugements de Dieu, autant de blessures salutaires, autant de détresses qui empêchent l'homme de s'attacher aux jouissances d'ici-bas.

Faisons plus, gardons-nous de soulager les misères, nous priverions les misérables d'une épreuve qui leur est envoyée pour leur bien!

Ah! vous avez raison, tout sert aux desseins de Dieu; mais Dieu, qui se sert de tout, même du mal, n'absout pas le mal.

La mort de Jésus-Christ a servi les desseins de Dieu; le supplice des martyrs a servi les desseins de Dieu;

l'inquisition, la ligue, la terreur, les guerres de l'empire ont servi les desseins de Dieu. Direz-vous que ces infamies-là n'étaient pas des crimes? La guerre de 1870 servira les desseins de Dieu; la trouvez-vous innocente[1]?

Revenons au bon sens.

Dieu qui peut mettre des malédictions dans la victoire et des gratuités dans la défaite, manifeste parfois ses jugements, établit parfois leur harmonie avec notre conduite d'une manière si éclatante qu'il n'y a pas à s'y méprendre et qu'on croit entendre une parole venue du ciel.

1. Dieu fait son œuvre au travers des crimes des hommes. Bien des âmes, j'en suis convaincu, ont trouvé dans la guerre de 1870, des occasions de pensées sérieuses et même de conversion, que la vie ordinaire ne leur aurait pas offertes.

Le Saint-Esprit qui plane sur les ténèbres, plane aussi sur les champs de bataille et sur les ambulances.

On a été généralement frappé de la douceur, de la patience, de l'esprit recueilli qui régnait dans ces dernières. Les soldats des deux nations accueillaient avec joie les consolations chrétiennes. La parole de Dieu était reçue avec un visible empressement.

La politique de Dieu, voilà ce qui est apparu dès le début de la guerre de 1870, voilà ce qui a dominé jusqu'à la fin; l'imprévu y est constamment arrivé, l'impossible s'y est constamment accompli; on s'est senti sous le poids d'une main plus forte que celle des ministres et des rois; les choses ne se sont nullement passées comme dans les guerres ordinaires, et quiconque aurait prédit les événements se serait assuré une place aux Petites-Maisons.

On croirait presque retourner à ces jours anciens où Dieu s'entretenait avec les patriarches.

Une grande iniquité est commise, un grand crime, tranchons le mot, est consommé; aussitôt les forces d'une nation puissante semblent s'anéantir, la supériorité de ses chefs militaires s'en va, la folie se met dans ses conseils, l'invasion projetée s'opère en sens inverse, les désastres ne cessent de dépasser les prévisions, les catastrophes de s'entasser, les espérances de s'évanouir, les ressources de se dissoudre! On sent qu'il y a là comme une loi, le résultat d'une cause profonde et morale, l'intervention d'une volonté.

En quelques jours tout est accompli. La présence visible de Dieu est là, sa sainteté se montre en même temps que sa puissance, et devant cette sainteté tout cœur sérieux éprouve le besoin de faire le compte de ses voies : « Ote les souliers de tes pieds, car le lieu où tu te trouves est une terre sainte[1] ! »

Voulez-vous le détail ?

L'empire déclare la guerre et trouve Sedan.

Le ministère Ollivier fait la guerre et tombe dès la première heure de la première réunion des chambres.

Le parti militaire prépare la guerre et rencontre les désastres de nos champs de bataille.

Le parti clérical excite la guerre, et voit Rome évacuée, le pouvoir temporel écroulé.

Le parti chauvin acclame la guerre, salue nos conquêtes, et nous perdons l'Alsace avec la Lorraine.

L'armée se réjouit de la guerre, et il n'y a plus d'armée, il n'y a plus que des prisonniers français en Allemagne.

1. Exode, ch. III, v. 5.

Les journaux célèbrent la guerre, excitent nos passions vaniteuses, et sont forcés de fuir de ville en ville ou de suspendre leurs publications.

La révolution chauffe la guerre, et Gambetta est renversé.

Paris, le grand coupable, le grand corrupteur, le grand séditieux, Paris lance la guerre, Paris se grise de la guerre, et Paris est assiégé, Paris est bloqué, Paris est pris.

Paris assiégé s'enfle de ses vertus : c'est l'union des citoyens, c'est leur courage, c'est l'héroïsme, c'est la splendeur, et Paris, s'affaissant sous l'insurrection, incapable de résistance, incapable de virile indignation, subit la plus humiliante des défaites.

La déclaration de guerre a été signée à Saint-Cloud, et Saint-Cloud est incendié par ceux-là mêmes qui ont applaudi à la déclaration de guerre.

M. de Wimpfen a porté la déclaration à Berlin, et M. de Wimpfen signe la capitulation de Sedan.

Versailles était le palais du grand roi qui prit Strasbourg, qui prit la Lorraine, qui fit ravager le

Palatinat, et le traité qui prend la Lorraine et l'Alsace à la France se conclut dans le palais du grand roi.

Le 18 octobre 1813, Napoléon 1er, cet autre conquérant, battait l'Allemagne à Leipzig, et le 18 octobre 1870, les vaincus allemands célèbrent à Versailles l'anniversaire de la bataille de Leipzig[1].

A ceux qui demanderaient où sont les jugements de Dieu sur nos adversaires — car enfin, ils ont des péchés aussi — je montrerais les longues listes des morts, les maisons désolées, les avenirs brisés, bien des ruines, bien des misères, bien des larmes qui ne sécheront pas; pesantes calamités abattues sur le pays, et dont aucun triomphe ne saurait consoler[2].

Non, la France n'est pas seule appelée à se repentir; tous les peuples, à des degrés divers, ont à faire le compte de leurs voies, et les individus y sont con-

1. De cette formidable lutte sortit le soulèvement national, la résurrection du peuple allemand.

2. Le ministre de la guerre, M. de Roon, a perdu ses deux fils sur le champ de bataille.

viés comme les peuples. Qui ne sentirait le besoin de se réveiller; qui ne verrait dans les menaces de l'avenir un signe de Dieu, une invitation à se tenir prêt?

Il y a une voix des événements qui nous crie : Convertissez-vous!

II

LA PAIX ÉCRASANTE

La paix écrasante est un jugement de Dieu.

En France, en Alsace, en Allemagne, on l'a conclue dans l'espoir d'une guerre prochaine. Si on avait voulu la paix solide, on aurait adopté la zone des pays neutralisés [1].

Cette paix, pas plus que les malheurs de la France, n'a rien que nous ne puissions comprendre au point de vue de la justice divine et de ce que nous avons mérité.

1. Cette transaction, il en faut convenir, présentait un énorme inconvénient : elle fondait la sécurité, elle fondait l'état définitif. Quelle gêne pour le militarisme allemand! Quelle gêne pour les revanches françaises! Quelle gêne pour le despotisme!

Je vais plus loin, elle n'a rien que nous ne puissions comprendre au point de vue de la justice nationale et du règlement de nos vieux comptes avec l'Allemagne.

Ou en guerre, ou en révolution, nous sommes des voisins désagréables et fâcheux. L'Allemagne prend ses précautions contre nous. Souvenirs du passé, irritation causée par notre agression nouvelle, craintes de l'avenir, grandeur du péril couru, grandeur des victoires remportées, grandeur des sacrifices, unanimité du sentiment patriotique, absence d'offres sérieuses de la part de la France, absence d'un mouvement de l'Alsace dans le sens de son indépendance, absence d'une action énergique des médiateurs, tout cela explique la conduite des hommes d'État allemands.

Je n'ai rien à répondre à un Allemand qui me dit : Je vous ai fait ce que vous m'avez fait.

Ou qui me dit : Je vous ai fait ce que vous m'auriez fait.

Ou qui me dit : L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ne dépasse pas en valeur nos prodigieux

succès, encore moins notre sang versé à flots et les désolations de nos familles.

Mais que les Allemands ne viennent pas nous dire : On ne pouvait faire autrement ! — Pour l'honneur de l'Allemagne, pour la paix de l'Europe, ils pouvaient faire autrement, ils devaient faire autrement.

Ils pouvaient, saisissant une occasion magnifique, adopter la politique de paix, politique à la fois prudente et généreuse, qui prévient les guerres futures, qui calme les haines, qui désarme, qui dirige le monde vers le progrès et vers la liberté.

Cette politique prudente et généreuse — non moins prudente que généreuse — a dépassé la portée des hommes d'État de l'Allemagne ; l'Allemagne qui les suit aveuglément, n'a pas compris davantage quel beau rôle s'offrait à elle.

Peut-être, quelque jugement de Dieu, encore enveloppé dans l'avenir, fera-t-il regretter à ceux qui l'ont dédaignée une solution moins habile et plus chrétienne !

SECONDE PARTIE

LA FRANCE

I

REVANCHE OU RÉFORME

I

REVANCHE

Revanche ! tel est le cri général.

On nous propose tout simplement de nous donner dès à présent pour but la violation d'un engagement signé.

A la conscience on oppose Vattel. Je doute que la conscience, qui sait ce qu'elle a à faire, ait besoin de consulter Vattel. Mais enfin, puisqu'on le cite, écoutons-le.

D'après Vattel, paraît-il, les traités cessent d'être obligatoires quand ils sont excessifs, quand ils constituent une violence subie !

Puisque nous cédons à la force, nos engagements sont nuls. Nous promettons, et nous avons le droit de ne pas tenir. Nous signons un traité, et nous avons le droit de violer notre signature. Nous cédons une province, et nous usons de notre droit en nous réservant de la reprendre !

Dès lors, François Ier était le plus honnête homme du monde lorsqu'il jurait le traité de Madrid, ayant pris soin de jurer la veille en secret, mais par-devant témoins, qu'il s'engageait à manquer à sa parole !

Je ne vois nullement ce qui nous empêcherait d'appliquer les mêmes règles à notre conduite privée : j'ai été contraint par ma faute ou par les circonstances à prendre un engagement qui m'est désagréable, je ne suis pas forcé de le tenir !

Nous, dont les victoires ont souvent infligé aux autres peuples des cessions territoriales, avons-nous pensé que les traités subis n'obligent pas la conscience

et que les acceptations forcées n'engagent point? Je ne crois pas que Vattel, qui savait qu'au sortir d'une guerre il y a un vaincu et que les traités alors sont le résultat de la force, ait déclaré qu'aucun d'eux n'était obligatoire. Je ne crois pas davantage qu'écrivant à une époque où le droit de conquête s'exerçait sans contestation, il ait considéré comme non obligatoire le traité cédant une province ou deux.

Quoi qu'il en soit, une nouvelle déclaration de guerre, basée sur un tel mépris du sens moral, ne serait pas mieux justifiée que la première. Nous nous faisons la plus étrange des illusions si nous nous imaginons qu'il suffirait de dire alors : le traité de 1870 était écrasant, la force nous l'a fait accepter, donc il ne nous oblige pas, nous voulons une revanche, et dès l'instant où nous nous sentons en mesure, dès l'instant où une occasion se présente, nous répudions nos engagements.

La conscience publique pas plus que la conscience individuelle n'accorderont que déclarer ainsi la guerre soit conforme au droit.

Recommencer ! où s'arrêterait-on ?

Si au mois de juillet 1870 j'ai pu prédire avec une assurance désolée que nous venions de donner le signal d'épouvantables désastres, je ne suis pas moins sûr de ne point me tromper aujourd'hui, en prédisant qu'une nouvelle guerre — de quelque côté qu'elle vînt — donnerait le signal de pires calamités.

L'imagination recule à la pensée des maux que nous irions chercher ainsi : armements, dépenses folles, ruine, la liberté perdue, l'anarchie socialiste pour nous déchirer, une dictature pour nous achever, l'asservissement au lieu du relèvement !

Si nous voulons favoriser la Prusse, si nous voulons empêcher l'absorption de la Prusse dans l'Allemagne, si nous voulons assurer l'asservissement de l'Allemagne à la Prusse, si nous voulons créer de nos mains une Allemagne prussienne, au sens le plus fâcheux du mot, nous n'avons qu'à conserver des projets de revanche et qu'à suspendre sur la tête des Allemands la menace d'une guerre future.

L'Allemagne absorbe-t-elle la Prusse, la paix est

assurée ; une grande puissance conservatrice et libérale, uniquement occupée de ses propres affaires, s'établit et s'affermit au centre de l'Europe.

La Prusse au contraire absorbe-t-elle l'Allemagne, la guerre est assurée ; les jalousies naissent de partout, une puissance essentiellement militaire, ne manquant ni d'orgueil ni de dureté, ne se souciant ni de beaucoup de liberté ni d'un véritable désarmement, siége au centre de l'Europe et y entretient le feu.

C'est à nous de choisir.

La politique de revanche, au fait, c'est toujours la vieille politique de conquête. Qu'elle l'avoue ou non, sa pensée est bien telle que l'a énoncée Victor Hugo. Elle ne compte pas seulement reprendre l'Alsace, elle compte prendre le Rhin.

Tenons-nous donc absolument à notre mauvaise réputation ? tenons-nous à rendre burlesques et odieuses nos colères au sujet de l'Alsace ? tenons-nous à faire dire une fois de plus ceci en Europe : Ils

veulent la conquête ; ils ne repoussent que la conquête des pays français ! Ils veulent l'invasion ; ils ne condamnent que l'invasion du territoire français ! De Thiers à Victor Hugo, tous les hommes populaires, tous ceux qui expriment l'opinion de la partie agissante et influente du pays sont décidés à conquérir[1] !

La politique de revanche n'a rien de nouveau, elle continue la politique de guerre à outrance. Un jour ou l'autre elle appellera l'intervention des partis violents. Faire dans l'avenir ce qu'on a fait dans le passé, obtenir la victoire, à tout prix, le plus tôt possible, par tous les moyens, voilà son but.

Quand on ne se propose que cela, on sacrifie tout à cela. Les libertés sont gênantes; périssent les

1. Les journaux qui se sont le plus indignés de la violence faite aux populations par l'annexion de l'Alsace (le *Figaro* par exemple) proposaient de négocier à Bruxelles la rétrocession de Metz en donnant en échange le Luxembourg.

La France aurait acheté le Luxembourg, puis, le Luxembourg qui s'est montré très-français et très-hostile à l'Allemagne, aurait été livré aux Allemands !

libertés! Les économies empêchent la revanche; périssent les économies! Les préoccupations de progrès moral et intellectuel détournent les esprits et font diversion à la préoccupation unique de la revanche; périsse le progrès! Il faut entretenir une agitation fébrile. Il faut écarter tout ce qui est pacifique et modéré, par conséquent tout ce qui est libéral. Il faut museler, même le pays, s'il ne marche pas droit.

Allez, ils ont bien peu d'ambition pour la France, ceux qui se contentent de souhaiter qu'elle gagne des batailles, qu'elle reconquière l'Alsace et qu'elle y ajoute le Rhin.

Est-ce que vous croyez, par hasard, que cela nous rendra notre rang en Europe?

Ce rang, nous ne l'avons perdu ni à Woerth ni à Sedan; nous l'avions perdu depuis longtemps déjà par l'affaiblissement de la vie intellectuelle et du sens moral.

Qui n'a pas senti, en 1870, que la grandeur morale donne seule désormais la grandeur militaire!

Les observateurs sérieux[1] ont uniformément constaté ceci. La différence qui sépare les deux peuples est une différence morale; les Allemands se sont montrés plus éclairés, plus sérieux, mieux pénétrés du sentiment du devoir; on trouvait chez eux ce développement intérieur que fait naître la connaissance de l'Évangile.

Expliquer les succès de l'Allemagne par des causes extérieures et accidentelles, par de meilleurs préparatifs, par une artillerie supérieure, par l'habileté de Moltke, par le froid, par le chaud, par le hasard des combats, c'est n'avoir rien compris.

Je ne méconnais pas, soyez-en certains, ce qu'il y a de légitime dans le désir de revanche. Pour ne le point éprouver, il faudrait être dépourvu de patriotisme; mais je vois notre ennemi moins au dehors qu'au dedans, moins en Allemagne qu'en France. Je vois notre défaite ailleurs qu'à Sedan ou à Paris. Je vois notre revanche ailleurs que dans une victoire

1. Je comprends dans le nombre le Rapport de M. Stoffel, antérieur à la guerre.

remportée sur l'Allemagne. Il s'agit de remporter une victoire sur nous-mêmes. Il s'agit de réorganiser autre chose que nos armées, il s'agit de réorganiser notre peuple, nos idées, nos mœurs, nos âmes.

Cette revanche-là est seule digne d'une grande nation.

Aux yeux de bien des gens, l'important est qu'on dise : Ils ont gagné plus de batailles que les Allemands ! — Pour d'autres, il est important qu'on dise : Ils ont plus d'écoles que les Allemands, ils dépassent les Allemands en lumières, en moralité, en liberté !

Revanche ou réforme, toute la question est là.

Poursuivrons-nous la revanche, poursuivrons-nous la réforme ? l'un de ces deux buts est exactement le contraire de l'autre : celui-ci exclut absolument celui-là.

La revanche repousse l'humiliation, par conséquent la réforme, car elle ne reconnaît que les torts de l'adversaire. Avouer qu'elle a failli, ce serait se désavouer elle-même. Il lui faut, pour se maintenir

debout, une France impeccable, sublime, victime de la fatalité, brutalement égorgée ; sans cela de quoi se revancherait-on ?

La réforme détruit l'orgueil, par conséquent l'esprit de revanche. Elle pousse au retour vers Dieu, elle perce l'outre aux vanités, elle fait la guerre aux vices, elle développe les instincts généreux, elle place les ambitions sur le terrain du progrès, elle gagne les batailles dans l'ordre intellectuel et moral.

Cherchons-nous la revanche, nous accroîtrons l'armée et la marine au lieu de les diminuer, nous augmenterons les charges publiques au lieu de les affaiblir, nous centraliserons au lieu de décentraliser, nous entretiendrons les haines au lieu de les éteindre, nous conserverons nos illusions et nos vices, nous pousserons aux conquêtes au lieu d'y renoncer pour jamais, nous nous écarterons en tout et pour tout du chemin de la liberté qui est celui de la véritable grandeur.

Et pendant que nous aurons continué à marcher dans notre voie, il est probable que l'Allemagne aura

continué à marcher dans la sienne, qu'elle sera devenue encore plus sérieuse, encore plus éclairée, encore plus forte qu'avant !

Or le résultat, le voici : l'heure de la revanche sonnée, nous aurons dix fois plus de chances d'être écrasés.

Vous parlez de revanche! je la veux aussi, je la veux plus que vous. Mais commencez par vous guérir. Un malade épuisé par la maladie, terrassé à cause de sa maladie, s'occupe de vaincre sa maladie avant de songer à vaincre l'ennemi[1].

Je veux la revanche. Je veux la vraie et la grande.

La France est descendue, la France doit remonter.

La France a été inférieure à l'Allemagne, elle doit reprendre son niveau.

Oui, nous avons à ressaisir notre rang en Europe; ressaisissons-le pour les lumières, pour la direction des

1. Alors même que nous obtiendrions, par une combinaison d'alliances, par un accident heureux, quelques succès militaires, cela ne ferait que préparer une ruine plus profonde, si nous n'avions pas commencé par nous guérir.

idées, pour la suprématie intellectuelle ! Est-ce que cela ne nous fait rien d'avoir perdu cette royauté-là ? Est-ce que nous ne sentons pas que pour la reconquérir il faut que les sources de la vie jaillissent de nouveau chez nous ?

La grande revanche, c'est la grande réforme.

Les nations meurent d'un suicide, non d'un assassinat.

II

C'EST LA SUPÉRIORITÉ MORALE QUI A VAINCU

La supériorité morale nous a vaincus.

Si je parle de la supériorité morale de l'Allemagne, ce n'est pas que je me fasse illusion.

Hegel m'enchante peu. L'Allemagne a contribué pour sa bonne part à créer une science opposée à l'Évangile. La politique de la Prusse n'a rien de vertueux. Les discours de certains théologiens allemands qui déclarent que nous sommes Gomorrhe et que l'Allemagne représente la race élue, res-

semblent trop à cette prière du Pharisien : « Je te rends grâce, ô Dieu, de ce que je ne suis pas comme le reste des hommes, ni même comme ce péager[1]. »

La vanité nous a perdus ; que l'Allemagne prenne garde à l'orgueil.

Ceci posé, et quels qu'aient été les torts de l'armée allemande, quel que soit l'affaiblissement moral que les soldats allemands aient subi par le fait même de la guerre où tout le monde finit par se gâter, il demeure certain que ces hommes nous sont supérieurs. Tous, dans toutes les classes de la société, ont marché, ont combattu, ont obéi, mourant sans murmure, coopérant à l'œuvre immense, ne songeant pas un instant à briller. Leurs mœurs ont été irréprochables ; pas d'ivrognerie, nulle inconduite, les femmes et les jeunes filles n'ont eu de leur part aucun danger à courir ; et nous étions le pays conquis. Ajoutez l'instruction, ajoutez la dignité[2], ajoutez les

1. Évangile selon saint Luc, ch. XVIII, v. 13.

2. Les prisonniers allemands ont fait partout, sous ce rapport, une impression que ne produisent pas les nôtres.

sentiments de famille, cette fidélité, cette tendresse des affections, cette expansion du cœur qui nous manquent trop souvent; n'oubliez pas la véracité, cette réelle noblesse de l'âme humaine; en regard de nos mensonges systématiques mettez la sincérité, la simplicité, je dirai plus, la sobriété des dépêches allemandes[1]; observez cette décision, cette possession de soi, chez le moindre sous-officier comme chez le général, et vous me direz si l'on ne sent pas là une éducation virile, l'éducation directe que donne Dieu par la Bible.

Berlin, s'écrie-t-on, ne vaut pas mieux que Paris! — Peut-être. Comparons toutefois ce qu'on tolère et ce qu'on approuve dans les deux villes. Comparons les journaux, les revues[2], les romans, les pièces de théâtre, la littérature dont se nourrit l'esprit chez

1. D'un bout de l'Europe à l'autre, on attendait ces dépêches pour savoir ce qui s'était réellement passé.

2. Le plus souvent on ne peut en France laisser sur sa table ni les uns ni les autres.

nous, avec les œuvres saines et fortes que réclame l'esprit des Allemands.

S'il s'agit des finances, quel bon ordre, quelle sobriété dans les dépenses! Informez-vous du traitement de M. de Bismark, informez-vous de la liste civile du roi?

Ceci n'est pas un mince détail. Parmi les signes de notre corruption, je dis mieux, parmi les agents de notre corruption, il n'en a pas été de plus funeste que l'appel fait aux cupidités grossières, que l'argent donné et prodigué à quiconque consentait à tendre la main[1].

Ce n'est pas chez les Allemands qu'on a fourni des souliers à semelles de carton. Leur intendance n'a

1. Ce mal-là s'étend beaucoup plus loin que le cercle des fonctionnaires et des receveurs de cadeaux. Certains luxes sont contagieux; la vue des fortunes rapides propage partout et dans toutes les classes le goût des fortunes rapides. Tout le monde s'est mis à spéculer, à jouer, à demander. Les travaux agricoles qui exigent beaucoup d'efforts et qui ne rapportent pas de gros intérêts, ont été désertés pour des placements plus commodes. Un affaiblissement général en est résulté.

pas été un seul jour en défaut. On accusait les Allemands de se perdre dans l'idéal, or il se trouve que ce sont les administrateurs les plus pratiques! Munitions, habits, médicaments, provisions arrivaient incessamment d'au delà du Rhin; la distribution en campagne a plus d'une fois manqué à nos soldats, les Allemands ont reçu chaque jour leur ration.

Et leur artillerie! trente lieues d'investissement autour de Paris, partout des ouvrages pour protéger les batteries, partout les pièces amenées en place!

Aucune malversation, grande ou petite, n'a été signalée nulle part. Nous n'apprendrons pas qu'il se soit fait en Allemagne, pendant cette guerre, une seule grosse fortune. Les ministres, à commencer par M. de Bismark, ont retrouvé leurs positions modestes, leurs petits patrimoines et leurs petits traitements. Les fonctionnaires, les professeurs ont repris leurs occupations comme s'ils n'étaient pas venus se battre en France[1]. Nous ne voyons dans leur armée

1. On a vu la même chose aux États-Unis. Le fameux général

aucun de ces avancements prodigieux, aucun de ces titres éclatants que nous prodiguerions en pareils cas. On ne donne pas aux généraux vainqueurs les noms de nos villes et de nos provinces, et nous avons fait durant la guerre plus de promotions dans la Légion d'honneur que les Allemands n'en n'ont fait dans la croix de fer.

Il y a chez eux de la roideur, parfois même cette dureté qui se rattache à l'extrême sérieux; mais soyons justes, les petites vanités et les petites insolences sont absentes. Du commencement à la fin de cette guerre la poursuite de l'effet ne s'est pas montrée une fois. A ce signe on reconnaît la virilité. Ni dans les bulletins, ni dans l'installation de Versailles, ni dans l'entrée à Paris, ni dans l'accumulation des prisonniers et des trophées militaires ils

Lee vient de mourir dans un village obscur de la Virginie où il remplissait les fonctions de maître d'école. Beaucoup d'autres généraux ont repris leurs vocations de négociants ou d'avocats. Voilà ce qui se passe dans les pays qui n'ont pas d'armées permanentes, mais qui, à l'heure du péril, ont une nation armée.

n'ont cherché ce qu'il était si facile de trouver : la mise en scène !

Ce peuple qui accepte tous les sacrifices, ces armées et ces landwehrs où la discipline n'est jamais méconnue[1], ces victoires inouïes qui ne provoquent aucune démonstration d'orgueil, ces officiers et ces soldats qui savent mieux que nous la géographie de la France[2], ces administrations intègres où pas une malversation ne se produit, ce service merveilleux de l'intendance, ce calme et cette dignité, vous pouvez m'en croire, ont une autre importance que les hasards de la guerre ou la portée des canons.

1. Tandis que l'indiscipline règne chez nous et que nos officiers ne parviennent pas à se faire respecter des soldats, en Allemagne, lorsqu'un officier français prisonnier entre dans une brasserie, tous les soldats allemands se lèvent, la main au bonnet, jusqu'à ce que l'officier français ait répondu à leur salut.

2. Chaque sergent-fourrier allemand allant chercher des provisions dirigeait lui-même, la carte en main, les charretiers français en leur indiquant les moindres chemins de traverse. Tous les officiers parlaient français. Du simple soldat aux états-majors, on sentait partout un niveau élevé.

Nous avons succombé par notre infériorité morale : par l'irréligion et la superstition, par le mensonge organisé, par la corruption et par l'ivrognerie, par l'inconsistance et la légèreté, par notre vanité qui se nourrissait de fanfaronnades et d'illusions volontaires, par l'esprit révolutionnaire qui est le contraire de l'esprit libéral.

Nous avons été vaincus par la supériorité morale : par la science[1], par l'énergie, par la sincérité, par la

1. En Prusse, l'examen qu'on passe pour être porte-enseigne, c'est-à-dire, pour obtenir un grade d'officier inférieur à celui de sous-lieutenant, est un examen qui porte sur l'ensemble des connaissances humaines et que bien peu de gens chez nous seraient en état de passer. Étonnons-nous après cela de voir de simples soldats parler des beautés d'Eschyle ou de Sophocle. Ces examens sont, en réalité, la barrière aristocratique qui défend l'entrée des grades. Encore un fait : parmi les lettres d'officiers allemands qui ont été adressées en grand nombre au *Times*, il en est une qui mérite d'être signalée. C'est une lettre en *sanscrit* où l'on parle de la captivité du Maharadja Napoléon. Rien n'indique mieux la composition des landwehrs et la culture intellectuelle de l'Allemagne qu'un tel morceau composé au bivouac de Sedan par un employé d'un des ministères de Berlin, passagèrement transformé en officier.

religion, et n'oublions pas ceci, par la bonne cause[1].

On sent que l'Allemagne a des croyances et des mœurs ! — Ainsi s'exprimaient pendant la guerre les correspondants étrangers.

Des croyances, des mœurs! il vaudrait la peine de nous examiner sur ces deux points.

III

NOTRE MAL EST DE L'ORDRE MORAL

Ceux qui s'affligent de nos catastrophes ne s'affligent pas assez. Ils déplorent un accident, il faudrait déplorer une maladie. Il y a bien moins d'accidents qu'on ne l'imagine dans l'histoire. Ce qui

1. Le prodigieux effort en vertu duquel l'Allemagne s'est déversée en quelque sorte tout entière sur la France, comblant sans cesse les vides que faisait sans cesse la guerre, une armée en eût été incapable, quelle que fût son organisation. Seule, une nation pouvait faire cela. J'ajoute une nation injustement attaquée. C'est nous qui avons créé ce gigantesque mouvement national.

arrive — je parle des grands événements — est la conséquence de ce qui est. Ce qui se passe dans l'ordre des faits matériels s'est d'abord accompli dans l'ordre des faits moraux.

Incroyable ! impossible à prévoir ! Il a fallu pour nous amener là un concours de circonstances exceptionnelles ! Nous n'aurions pas été battus si nous avions eu un autre général, nous aurions gagné la bataille si nous avions fait une autre manœuvre ! — Autant de fins de non-recevoir pour se dispenser d'y voir clair.

Notre mal est de l'ordre moral. Si la guerre de 1870 avait réussi, les désastres seraient venus sous une autre forme. Quand les niveaux baissent, l'effondrement est au bout.

Nous n'avons pas de plus cruel ennemi que nous-même. Cela est vrai pour l'individu, cela est vrai pour les peuples.

C'est moi qui détruis mon âme, c'est moi qui dissipe mes forces, c'est moi qui ruine mon avenir, c'est moi qui tue mon bonheur. Personne ne pour-

rait me faire autant de mal que je m'en fais quand je m'obstine dans mon orgueil, quand je refuse de reconnaître mes vices, quand j'évite la lutte douloureuse contre le mal, quand je m'installe dans le contentement de moi. On dit alors : Voilà un homme perdu ! et l'on a raison. Ce qui résiste n'existe plus. Plus de caractère, plus d'indépendance, plus d'homme !

Qu'un adversaire se présente et me foule aux pieds, prétendra-t-on que je suis vaincu par lui ? Je l'ai été avant tout par moi-même.

Beaucoup de gens reconnaissent que nous avons besoin de l'ordre matériel, car sans ordre point de travail, sans travail point de prospérité, sans prospérité point de revenus, sans revenus point de crédit ; or il nous faut des revenus et du crédit pour payer les Allemands, libérer le territoire et refaire la France.

C'est fort bien raisonner ; mais c'est rester à la superficie de la question. Il ne suffit pas le moins du monde de refaire la France au point de vue de l'ordre

public, de l'organisation intérieure et des finances. Cela est très-nécessaire, et cela est très-insuffisant. Pour refaire vraiment la France, pour opérer son relèvement, pour la rendre capable d'ordre et de liberté, l'essentiel est d'entreprendre virilement la réforme morale.

On ne relève un peuple qu'en relevant le sens moral. A un grand peuple, il faut une grande conscience.

Dieu nous a mis en mesure de nous réformer.

Depuis très-longtemps notre maladie intérieure s'aggravait, mais le mal n'était pas généralement reconnu chez nous. Il y a des malades qui marchent escortés d'illusions. Nos illusions étaient immenses. Jamais nous ne nous étions sentis mieux portants, jamais nous ne nous étions crus plus forts. On a vu pendant toute la guerre combien nous tenions et parvenions à nous tromper. Dieu, dans son amour, a déchiré les voiles; il nous met par nos immenses malheurs en présence de nous-mêmes. Voyons-nous tels que nous sommes.

Là est le commencement du salut.

II

LA CRISE INTÉRIEURE

ET

LA CRISE GÉNÉRALE

I

LA CRISE

A peine sommes-nous sortis de la crise extérieure que la crise intérieure commence. De façon ou d'autre nous sommes les boute-feux de l'Europe. L'internationale s'est levée. Les misères de la guerre passeront, mais ce fléau ne passera pas. Il y a là une armée du désordre et de la révolution qui s'étend à

tous les pays, qui obéit à un seul mot d'ordre. Vous l'avez vu, dès que les événements de Paris lui ont ouvert des chances, l'armée entière a changé de cocarde; elle était pour l'Allemagne contre la France, elle s'est tournée pour la France contre l'Allemagne; cela s'est fait d'un seul mouvement, du jour au lendemain, en France, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Russie, partout.

Essayez de vous rendre compte de l'œuvre de mort que poursuit chez nous le parti révolutionnaire et socialiste. Notre défaillance fait sa force, cela n'est pas douteux. Sans l'incrédulité, sans le matérialisme, sans l'esprit de servitude, sans l'absence d'individus, sans la démoralisation générale le parti révolutionnaire ne serait pas dangereux. Mais dans nos conditions, il l'est au plus haut degré. Il nous divise si profondément que nous ne pouvons plus nous unir pour rien. Il détruit la sécurité sans laquelle on ne saurait rien bâtir. Il nous affaiblit vis-à-vis de l'étranger, car il crée un péril du dedans plus grave que le péril du dehors.

Il nous rend incapables de liberté, car il rend le nom même de liberté odieux, et par le despotisme d'en bas, il nous rejette à terme fixe dans le despotisme d'en haut.

Il empêche tout progrès, car les forces se dépensent pour résister à l'ennemi intérieur.

Il ruine le travail et la prospérité, car il ruine la confiance.

Il ruine la moralité, car, dans ces conflits violents, la passion et le danger créent de fausses consciences, des consciences de classes, des consciences de partis.

Il anéantit tout ce qui restait de religion, car l'anéantissement de la religion est le premier dogme du socialisme.

Avez-vous remarqué combien nos insurrections, qui se font toujours au nom de la liberté, ont soin de supprimer la liberté sous toutes les formes : liberté des élections, liberté du suffrage universel, liberté de la France?

Si la majorité incline d'un côté qui ne plaît pas à

ces messieurs, Paris ou Marseille se chargeront de lui apprendre ce que signifie le mot de liberté dans le nouveau dictionnaire.

Est-ce la liberté des cultes? on a fermé les églises et arrêté les curés.

Est-ce la liberté de la presse? on a suspendu les journaux et arrêté les journalistes.

Est-ce la liberté de réunion? on a interdit celles qui déplaisaient.

Est-ce la liberté individuelle? on met en prison tous ceux qu'on soupçonne de résistance.

Ne nous y méprenons pas, les questions politiques préoccupent fort peu les révolutionnaires de 1871. La question politique a été remplacée par la question sociale. Au lieu de la guerre des nations nous aurons la guerre des classes; au lieu de la guerre étrangère nous aurons la guerre civile; pour complément à la guerre civile nous aurons une douzaine de guerres extérieures destinées à renverser les gouvernements réguliers. C'est le conflit des intérêts qui est déchaîné; c'est le partage qui apparaît à l'horizon.

Une même menace se dresse devant tous les pays. La France est avertie. Or un bon averti en vaut deux.

II

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LES NIVELEURS

On peut avoir de la sympathie pour telle ou telle révolution : celle des cantons Suisses contre l'Autriche, celle des Pays-Bas contre l'Espagne, celle de l'Angleterre contre les Stuarts, celle des États-Unis contre l'Angleterre, celle de la France contre l'ancien régime. Je défie qu'on en ait pour ce besoin de renverser, pour ce goût du désordre qui se nomme l'esprit révolutionnaire.

La situation qui suivra la paix peut devenir plus terrible que la guerre et amener bien mieux que nos revers la mort de la France.

Outre l'immense misère qui éclatera, je le crains, par le fait des chômages, des mauvaises cultures et des frais énormes à payer, nous verrons paraître les partis violents.

Du plus au moins, on a ajourné ces luttes pour ne pas se diviser devant l'étranger, comme on ajourne les duels dans l'état-major d'un vaisseau où l'on navigue ensemble ; mais gare le jour où la navigation finit et où les comptes se règlent.

Je le sens pour ma part, on peut être très-partisan de la république et très-peu partisan de la république universelle, c'est-à-dire du bouleversement partout et de la révolution partout. Rien n'a plus refroidi l'élan de la défense nationale que les emportements de l'esprit révolutionnaire. Le parti révolutionnaire, qui a prétendu galvaniser la résistance et organiser un 92, a été précisément le grand obstacle au mouvement.

93 succède à 92, et que ce bout de l'oreille passe, l'immense majorité des Français se résigne à tout plutôt que d'en tâter de nouveau.

92 ! mais c'est le moment où Lafayette descend et où Santerre monte. C'est le moment de la journée du 20 juin où l'Assemblée nationale assiste au défilé

de trente mille individus armés de piques et vociférant des violences, qui vont forcer les Tuileries et contraindre Louis XVI à se coiffer du bonnet rouge !

92 a sans doute été témoin d'un grand élan patriotique contre l'étranger, mais le despotisme des Jacobins s'est fondé alors; mais 92 a eu son dix août, nul ne saurait l'oublier.

Le parti, du reste, n'a pas pris la peine de déguiser sa pensée. Donner à la nation une impulsion vigoureuse et *révolutionnaire*, c'est l'intention qu'il a nettement formulée, dès qu'il a eu le pouvoir en main. Personne ne s'y est trompé, et les révolutionnaires de tous les pays moins que personne. Le mot a fait le tour du monde. On a vu partout apparaître cette nation qui existe au sein de toutes les nations, qui n'a qu'une seule patrie et qu'un seul drapeau, la nation révolutionnaire. Ce n'est pas à la France qu'elle s'est ralliée, c'est à la révolution.

Au travers de la guerre avec l'Allemagne une autre guerre se dessine, la guerre à la civilisation. Or si

19.

l'on doit défendre le sol de la patrie, on doit certes défendre les principes et les bases mêmes de l'ordre social.

Quand je maudis le socialisme, il m'importe de rappeler qu'il y en a deux. Celui qui s'adresse aux harmonies, non aux antagonismes, pour préparer des progrès encore imprévus ; celui-là depuis longtemps possède mes sympathies. Celui qui, sous prétexte de progrès, mène à toutes les misères par toutes les destructions; celui-là, je le combattrai jusqu'à la fin[1].

Ah! certes, je comprends les questions qui naissent dans le cœur des mal partagés de ce monde : Cet homme ne vaut pas mieux que moi, et sa position lui ouvre des carrières qui me sont fermées! pourquoi ? Cet enfant ne vaut pas mieux que les miens,

1. L'idée du partage ne semble pouvoir être réfutée que par l'expérience; l'expérience seule prouvera, hélas (aux dépens de tout le monde, et des pauvres encore plus que des riches!) que porter atteinte à la propriété, c'est détruire l'industrie, stériliser la terre, réduire la société entière à mourir de faim. Et je ne parle pas de considérations plus élevées, de la justice et de l'Évangile.

et il reçoit des soins que les miens ne reçoivent pas! pourquoi? Cette jeune fille n'est ni meilleure ni plus belle que la mienne, et elle se marie honorablement tandis que la mienne est condamnée à vivre dans la solitude! pourquoi? — On peut opposer de très-beaux raisonnements à ces révoltes de l'âme, mais l'Évangile est seul capable de les vaincre, et ce n'est pas une des moindres victoires de Jésus.

En attendant, on nous propose les *États-Unis d'Europe !*

Les États-Unis d'Europe ont eu soin de n'emprunter qu'une chose aux États-Unis d'Amérique : leur nom.

On tient à ce nom parce qu'il est honorable, comme on tient au nom de république parce qu'il semble le synonyme de liberté. Mais à part les mots, tout est contraste entre les États-Unis d'Europe et les vrais États-Unis.

Historiquement, ceux-ci ne sont pas nés au moyen du nivellement des nationalités diverses. Comme principes générateurs, nous trouvons chez eux l'Évangile

et l'affranchissement de l'individu. Indépendance sous toutes les formes : indépendance personnelle, indépendance locale, liberté des Églises, État réduit à son minimum, nulle tutelle administrative, voilà ce qui achève l'opposition.

Les États-Unis d'Europe qui nous invitent patriotiquement à nous joindre à eux ont supprimé la patrie, tout simplement. Ils effacent les frontières. On a dit des ultramontains que la notion patriotique leur faisait défaut parce que leur unique capitale était Rome, parce que leur vrai chef se trouvait là, parce que leurs vrais intérêts étaient en dehors du pays natal. A plus forte raison faut-il le dire des socialistes ; d'un bout du monde à l'autre ils obéissent au même signal ; ils ont un seul intérêt auquel les intérêts nationaux sont subordonnés, ils forment un seul peuple au milieu des autres peuples. Supprimer les nationalités, c'est le rêve tout plein d'anarchie des internationaux.

Pour arriver à cette effrayante centralisation, l'armée de la république niveleuse compte trouver des

soldats en tous pays, à commencer par l'Allemagne; et pour fonder les États-Unis d'Europe elle versera plus de sang que n'en a coûté la guerre de 1870. Si la république avait été proclamée en Allemagne et que l'Empire fût resté debout en France, les frères et amis qui, aujourd'hui, parlent le plus haut de l'honneur français auraient très-bien pris leur parti des victoires allemandes, ils auraient vu sans aucun regret l'Alsace et la Lorraine enlevées à l'empire français pour être annexées à la sainte république des Allemands.

Et ces gens-là viennent nous parler de la fraternité des peuples! — Il y a des peuples, comptez-y, qui tiendront à leur monarchie. Ceux-là, on les traitera fort peu fraternellement. En vertu de la souveraineté du but, on violera sans se gêner leur indépendance, on les attaquera bel et bien afin d'installer partout, de gré ou de force, la légitimité du droit républicain!

Les États-Unis d'Europe, en admettant qu'ils se réalisent jamais, seraient le couronnement du sys-

tème latin, de la centralisation et de l'unité suprêmes.

L'ancienne centralisation a détruit la vie locale et l'individu ; la nouvelle centralisation détruirait la vie nationale. Au nivellement qui a supprimé les provinces succéderait le nivellement qui supprime les nations. Nous aurions tous l'avantage d'être citoyens du monde et membres de l'humanité ! Un État monstrueux, un État Moloch, auquel on aurait tout immolé, dévorerait la patrie après avoir dévoré le reste ; la terre serait décidément aplatie et nivelée ; seule la grande unité resterait debout, et le latinisme centralisateur aurait dit son dernier mot !

Une capitale universelle, un gouvernement universel, une législation universelle, un parlement universel ! avec cela on fait disparaître ce qui restait encore d'indépendances et de diversités. La servitude est achevée.

Qu'il y ait d'ailleurs un suffrage universel — tout est universel ici — cela n'y change rien. Comme instrument de nivellement et de servitude, le suffrage universel bien manié n'a pas son pareil.

Ne nous effrayons pas outre mesure. L'anarchie socialiste se heurtera en France contre un fait résistant, la petite propriété.

Nous avons quatre millions de propriétaires. L'agitation ouvrière rencontrera chez nous bien plus d'opposition qu'en Angleterre ou même qu'en Allemagne[1].

Nos petits propriétaires sont des propriétaires, et ils éprouvent aussi vivement que d'autres ce sentiment particulier en vertu duquel on ne veut pas que le patrimoine, ce fruit du travail et de l'épargne, soit

1. Deux pays en Europe ont aboli la classe des petits propriétaires, ce sont la Russie et l'Angleterre. La Russie en a fait brutalement des serfs au XVI[e] siècle. Mais elle vient de les émanciper généreusement au XIX[e], et elle est en train de créer chez elle une classe moyenne. En 1848, l'Autriche a fait disparaître le servage en accordant aux paysans, moyennant indemnité, la propriété des terres qu'ils cultivaient à titre de terrains corvéables. L'Angleterre qui avait aboli le servage avant tout autre pays, a graduellement supprimé ces petits propriétaires, si nombreux jadis chez elle, qui avaient fait la force de la réforme et de la liberté. Par une série d'usurpations, en détruisant à leur profit les communaux, en remplaçant les petites fermes par de grandes, en remplaçant les hommes par des moutons, en achetant tout

menacé peu ou beaucoup, directement ou indirectement[1].

Et la France n'est pas seulement un pays de petite propriété, elle est, grâce à Dieu, un pays agricole. Ses révolutions et ses guerres sortent des grandes villes et des fabriques; mais le paysan ne subira pas toujours la loi de l'ouvrier, et si la campagne acquiert le sentiment de sa force, si elle trouve le courage de s'opposer à quelque chose, le socialisme échouera chez nous.

autour d'eux, en créant une mainmorte par les successions et les majorats, les grands propriétaires ont aboli la petite propriété et la classe moyenne dans les campagnes. Il n'y avait plus que deux cent cinquante mille propriétaires au siècle dernier. Il n'y en a plus que trente mille aujourd'hui. En Angleterre, le socialisme sera aussi redoutable dans les campagnes que dans les villes. Mais il trouvera l'esprit réformateur pour lui tenir tête.

1. Ce n'est pas peu de chose d'avoir un sol tellement morcelé que le nombre des propriétaires est immense; le sol n'est pas seul morcelé, la dette publique l'est aussi, les actions et obligations des grandes compagnies le sont aussi. Il en résulte que les idées de partage et de banqueroute rencontreront chez nous une vigoureuse opposition.

Paris est son foyer[1]. On l'a dit, Babœuf a remplacé Carrel.

Avez-vous remarqué le nom d'un des grands ballons que Paris envoyait à la France : *La République universelle !*

L'*Armand Barbès* avait apporté Gambetta, c'était déjà bien ; la *République universelle,* c'est mieux, car c'est plus clair.

Les mesures prises par ce parti-là, ne laissent aucun doute à l'esprit. Ce gouvernement décrète la peine de mort et la modification du code pénal, ces préfets décrètent des emprisonnements, des flétrissures et des impôts progressifs ; les lois, il n'en faut plus parler ; un maire disait naïvement : la loi, c'est

1. Le parti révolutionnaire de Paris a contribué plus qu'on ne l'imagine (de concert avec l'égoïsme dynastique de l'empereur) au succès des armées allemandes à Sedan. L'empereur qui se trouvait avec l'armée de Mac-Mahon, n'a cessé de lui imprimer un mouvement de va-et-vient, tantôt la rapprochant de Paris quand la dynastie semblait menacée, tantôt la reportant vers Metz quand Palikao annonçait que sans cette marche la dynastie serait en péril.

ce qui se fait ! — Et l'on fait tout ce qu'on veut.

Les sommes expédiées hors de France sont saisies dans les gares et un avis du garde des sceaux rappelle que certains envois d'argent seront punis de la peine de mort.

Un arrêté signé Gambetta organise à Bordeaux un cabinet noir[1]. Nos chefs militaires sont destitués les uns après les autres. Nos soldats, fait humiliant et nouveau, sont fusillés s'ils reculent ! Nos généraux malheureux sont menacés du conseil de guerre ! M. Gambetta nous avait bien parlé de faire un pacte avec la victoire ou avec la mort : Soyez victorieux, ou nous vous tuons !

Pour nous rassurer, nous voyons arriver Cluseret avec un plan de communisme révolutionnaire. Le parti nous déclare que si l'on parle de consulter la France, ou de traiter, il fera des émeutes, et cet affreux triangle dont la base va de Marseille à Tou-

1. Le fonctionnaire qui travaillait là, était autorisé à se faire livrer administrativement par la poste toutes les lettres, sur la simple indication du nom du destinataire.

louse et dont le sommet se trouve à Lyon, cette confédération du Midi dont Paris est la tête et qu'il gouverne, nous montre nettement quel but on poursuit.

La main de l'internationale se reconnaît dans toutes les infamies. Avec l'atroce sang-froid qui appartient à une société cosmopolite, voyant la France à moitié détruite, elle essaye de l'achever. A Paris l'assassinat, l'assassinat à Lyon avec l'insurrection communiste, partout les férocités et les lâchetés sont son œuvre.

A Zurich, naguère, elle avait écrit sur son drapeau : *fort mit dem respect !* — Plus de respect.

C'est sa devise : Plus de Dieu, plus d'individu, plus de conscience, plus rien !

Hélas, quand nous aurons échappé aux rouges, nous tomberons dans les mains des cléricaux, c'est-à-dire que nous tomberons de fièvre en chaud mal.

Telle est la situation que le catholicisme a faite à la France. Il a préparé pour nous tous les asservisse-

ments : l'asservissement irréligieux, l'asservissement religieux. Ne me demandez pas de choisir.

J'ai besoin de me tourner vers la liberté, par où je veux dire vers l'Évangile. Si toute chance de nous tourner vers l'Évangile nous est ôtée, alors il n'y a plus rien à débattre, car il n'y a plus rien à espérer.

Mais je ne me résigne pas à ce découragement absolu.

III

CE PARTI NE VOULAIT PAS LES ÉLECTIONS

Point d'élections ! Voilà le cri du parti.

Après l'invasion violente du corps législatif et la naissance irrégulière du gouvernement qui s'était nommé lui-même à Paris, le devoir d'interroger la France était évident. On avait annoncé les élections. Si l'on avait traité la France comme un pays libre, on lui aurait demandé dans les huit jours son avis sur ses propres affaires. Mais le mot de Talleyrand : Défiez-vous du premier mouvement ! a trouvé ici

une nouvelle application. On a ajourné, prenant sur soi je ne sais combien d'actes énormes.

Lincoln avait certes raison de dire que ce n'est pas au moment où l'on traverse une rivière qu'il faut changer de cheval.

Changer, oui. Mais quand on n'a pas de cheval du tout !

L'heure des grands périls n'est pas celle où il convient de dissoudre la Chambre et de renverser le ministère. L'heure des grands périls est celle où il faut chercher la représentation du pays si elle n'existe pas.

Deux fois, après Sedan et après Metz, le parti rouge a fait rejeter l'armistice, c'est-à-dire la paix. Le second armistice repoussé, M. de Bismark offrait à M. Thiers de consulter la France au moyen des élections. Le parti rouge n'en a pas voulu ; les élections étaient sa grande terreur ; la grande terreur était ceci : voir apparaître la France, la France avec ses vraies opinions, la France et non une minorité, la France et non un parti.

Vous êtes libre de penser comme moi! — Telle est la définition de la liberté comme la conçoit l'école révolutionnaire. Cette école soupçonne la France de ne pas penser conformément à son programme au sujet de la république en Prusse, en Bavière, en Autriche, en Italie, en Hollande, en Belgique, en Russie, en Angleterre. Qui sait même si la France pense comme l'école révolutionnaire au sujet de la république en France! Dès lors, le pays étant mal sûr, voici en quoi consiste la souveraineté nationale: La nation ne sera pas consultée quand il sera question de vie ou de mort, quand l'honneur et l'avenir du pays seront en jeu, quand il s'agira du sang de nos enfants et des dernières ressources de nos populations.

Dans ces cas-là, la sagesse inspirée d'un gouvernement qui s'est improvisé, nous préservera des sottises que ferait la France si on la consultait.

La France, au fait, c'est le grand suspect.

D'ailleurs ne le savez-vous pas, la république ne

peut être mise en discussion. La république n'est pas soumise à la souveraineté nationale; le peuple souverain n'a pas le droit de voter contre la république; *la république est au-dessus du suffrage universel*[1]. C'est le droit divin dans sa perfection. Il y a plaisir à voir les despotes parler en despotes, au lieu d'emprunter le langage de la liberté.

Si jamais la France leur est livrée, s'ils s'emparent de la pensée de revanche, si une nouvelle guerre éclate, la civilisation court risque d'y sombrer.

Les canons tireront sur les idées, sur les libertés, sur l'avenir. Malheur aux grands pays, et plus encore aux petits.

Oui, l'orage passera partout. Mais il y a des maisons bâties sur le sable et des maisons bâties sur le roc. Il y a des peuples que la tempête et l'inondation trouvent sans force; il en est d'autres chez lesquels le bien a cru en face du mal, et parfois plus vite que lui. Le despotisme socialiste y est à l'œuvre, mais le libéralisme y a poussé des racines. L'immoralité s'est

1. Louis Blanc.

déchaînée, mais les moralités ont grandi. L'incrédulité a fait des ravages, mais les convictions chrétiennes se sont affermies. Il y aura combat, mais il y aura victoire.

Possédons-nous les mêmes forces de résistance? Si nous ne les avons pas, les acquerrons-nous avant le commencement de la terrible tempête ?

Le sort de la France est dans ses mains.

FIN DU TOME PREMIER.

